

RAPPORT ANNUEL 2021

**Une fondation pour l'avenir :
Collaboration, compétitivité
& Changement climatique**

Contenu

MESSAGE DU PRÉSIDENT	2
MESSAGE DU PRÉSIDENT EXÉCUTIF	6
CONSEIL D'ADMINISTRATION	10
RAPPORTS DES DIVISIONS	11
RAPPORTS DES COMITÉS	36
RAPPORTS PROVINCIAUX	55
DÉVELOPPEMENT DU LEADERSHIP	75
TRAVAILLER ENSEMBLE	80
DURABILITÉ	97
FINANCES	104
PROGRAMME DES PARTENAIRES	133



Alors que je termine mon mandat à titre de président de l'Association canadienne des éleveurs de bovins (ACEB), il y a beaucoup de matière à réflexion au cours des deux dernières années. Il semble que, depuis le premier jour au travail, l'adversité soit à notre porte – une pandémie mondiale de santé humaine, des feux de forêt dévastateurs et des sécheresses l'été dernier, suivies d'inondations destructrices en Colombie-Britannique à la fin de l'automne. Il est facile de se concentrer sur les aspects négatifs, mais je crois qu'avec chaque défi vient l'occasion. C'est peut-être difficile à voir au début, mais grâce au travail acharné, à la pensée innovatrice et à la collaboration, nous pouvons encore faire des choses positives pour notre industrie et nous en avons fait la preuve au cours des deux dernières années.

La collaboration est l'élément clé dans l'élaboration de solutions politiques réalisables à présenter au gouvernement pour aider à atténuer les répercussions des défis auxquels notre secteur est confronté. En 2020, des intervenants de notre industrie et du secteur agricole en général se sont mobilisés pour composer avec les répercussions de la pandémie et les atténuer. Il en a été de même en 2021. En travaillant ensemble, nous avons pu informer les gouvernements fédéral et provinciaux sur le type de soutien dont ont besoin les producteurs de bœuf touchés par les sécheresses et les feux de forêt. Nous nous engageons également à soutenir les besoins des éleveurs de bovins de la Colombie-Britannique qui doivent composer avec les inondations aux côtés de la British Columbia Cattlemen's Association et évaluer les répercussions de la chaîne d'approvisionnement sur les producteurs et l'ensemble de l'industrie partout au Canada.

L'établissement et l'investissement continu dans les relations sont essentiels à notre entreprise. Avant la pandémie, nous avons passé beaucoup de temps à entretenir des relations à l'échelle locale, régionale, nationale et internationale du côté du gouvernement et de l'industrie.

En période d'adversité, cela nous permet de tirer parti de l'expertise de notre réseau et de faire bouger les choses pour notre industrie. Bien que beaucoup ait été fait, l'incapacité de se rencontrer en personne a rendu plus difficile l'investissement dans ces relations. Il y a quelque chose à propos d'une poignée de main et d'un café.

- Bob Lowe, président de l'ACEB

Nous avons été reconnaissants de la mise en œuvre rapide des programmes Agri-relance des gouvernements fédéral et provincial, qui ont fourni un soutien pour les coûts d'alimentation en hiver, l'amélioration de l'accès à l'eau et les répercussions des feux de forêt. Nous n'avons toujours pas un tableau complet des répercussions de la sécheresse. Au fur et à mesure que d'autres problèmes liés à la sécheresse seront cernés, nous collaborerons avec nos partenaires provinciaux pour communiquer ces répercussions supplémentaires afin de proposer des solutions possibles aux ordres de gouvernements fédéral et provinciaux.

Les événements météorologiques extrêmes de 2021 ont également suscité plus de conversations sur l'environnement et les changements climatiques. Il est essentiel que l'ACEB et les éleveurs participent aux discussions sur le lien entre la production bovine et l'environnement. Nous avons une si bonne histoire à raconter, et nous devons profiter de chaque occasion pour la raconter. J'ai très hâte de m'impliquer davantage dans le programme de Mobilisation du public et des intervenants (MPI) l'an prochain, alors que j'assumerai les rôles de président du MPI et de président sortant de l'ACEB, et d'aider à faire progresser la sensibilisation et la compréhension du grand public à l'égard du lien entre la production bovine et l'environnement.

Nous partageons également notre histoire en matière de durabilité grâce au Prix de l'intendance environnementale (TESA), qui a célébré son 25^e anniversaire en 2021. Cette reconnaissance annuelle de l'ACEB célèbre les efforts déployés par les éleveurs de bovins pour protéger et préserver l'environnement. Notre objectif est de présenter les vraies histoires des éleveurs de bétail canadiens et de leurs familles, afin que les Canadiens puissent avoir un aperçu des soins et de l'engagement pris pour élever des bovins, tout en protégeant et en préservant l'environnement.

Félicitations au récipiendaire de la médaille d'argent de TESA, la Ferme familiale Manning de Falmouth en Nouvelle-

Écosse, qui sont des chefs de file dans leur collectivité et dans le secteur du bœuf en général grâce à leurs efforts de sensibilisation auprès du grand public et leur politique de porte ouverte pour éduquer les consommateurs qui veulent en savoir plus sur la façon dont les bovins de boucherie sont élevés en harmonie avec l'environnement. Chaque année, il est impressionnant de voir les pratiques novatrices qui sont intégrées dans les fermes, les ranchs et les parcs d'engraissement pour améliorer la durabilité.

Une autre occasion importante de partager notre histoire a été la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26). Fawn Jackson de l'ACEB a participé à une séance avec d'autres chefs de file de l'industrie de partout dans le monde pour discuter des ambitions des agriculteurs en matière de climat et souligner à quel point la production de bœuf durable au Canada est un élément important de la solution. L'objectif de notre participation à ces discussions internationales est d'aider à influencer un petit virage vers un discours plus positif sur l'industrie de l'élevage sur la scène mondiale.

Une autre belle histoire que nous devons partager est la contribution de notre industrie à l'économie canadienne, mais nous avons besoin des outils pour y arriver. Je crois fermement en notre capacité de contribuer à la reprise après la pandémie. La croissance et l'élargissement de notre accès au marché pour le bœuf canadien demeurent une grande priorité pour nous. 2021 a été une autre année record pour les exportations de bœuf canadien! C'était la sixième année consécutive que le Canada enregistrait des valeurs d'exportation record. Cela montre à quel point notre investissement à long terme dans la défense de l'accès aux marchés a produit des dividendes importants. Je suis très fier de voir que cette tendance se maintient et que l'on savoure davantage de bœuf canadien de grande qualité aux tables à dîner partout dans le monde.

En mai 2021, le Canada a obtenu le statut de risque

négligeable de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE). Il s'agit d'une étape importante pour notre industrie qui nous aidera à accroître nos exportations! Grâce à ce nouveau statut, nous continuerons de travailler avec le gouvernement du Canada pour éliminer les restrictions restantes à l'accès aux marchés de l'ère de l'ESB, comme la mise à jour du certificat d'exportation du Canada avec la Corée du Sud, le passage à la liste restreinte pour les matières à risque spécifiées (MRS), et la marque CAN sur les bovins d'engraissement qui vont vers le sud.

Nous souhaitons également avoir accès à de nouveaux marchés grâce à la négociation de l'Accord de libre-échange Canada- Royaume-Uni et à l'élargissement de l'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste, ainsi que les négociations commerciales avec l'Association des nations de l'Asie du Sud et l'Indonésie. À mesure que de nouveaux accords commerciaux seront négociés, nous préconiserons l'établissement de paramètres commerciaux progressistes qui assureront l'équilibre des relations commerciales.

Nous avons également été actifs dans le domaine de la santé et des soins des animaux. Il convient de noter que le Règlement modifié sur le transport sans cruauté du bétail, y compris les bovins de boucherie, a été mis à jour en 2020 et est entré en vigueur le 20 février 2020. Ce règlement modifié couvre l'ensemble du processus de transport. Une période de transition de deux ans était en vigueur du 20 février 2020 au

20 février 2022 et mettait l'accent sur la promotion de la conformité par l'éducation et la sensibilisation. Après la période de transition, des mesures de conformité et d'application de la loi normalisées seront prises. À ce moment-là, l'inspecteur fera preuve de discrétion lorsqu'il appliquera les intervalles de temps prescrits pour les aliments, l'eau et le repos (AER) si l'incident est dû à une circonstance imprévue. Dans ces cas, les transporteurs de bétail devraient prendre la meilleure décision en matière de

bien-être des animaux. L'ACEB continue de recommander qu'à la fin de la recherche sur le transport du bétail, dirigée par l'expertise en recherche d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, le règlement soit revu afin de l'harmoniser avec les meilleures données scientifiques disponibles sur la santé et le bien-être pendant le transport.

Enfin, en juillet 2020, l'ACEB a eu le plaisir d'accueillir officiellement le Conseil canadien des races de bovins de boucherie (CCRBB) comme nouvelle division. Cette décision a été prise par les dirigeants des deux organisations à la suite des travaux entrepris par un comité consultatif pour analyser les avantages et les coûts de l'adhésion de la CCRBB à l'ACEB. Le fait que la CCRBB soit une division de l'ACEB renforce nos efforts de défense des intérêts à Ottawa, tout en redonnant plus de valeur aux producteurs de bœuf pour leur investissement.

Je suis fier du dévouement et du travail que l'ACEB, au niveau du conseil d'administration et du personnel, a fait avec nos partenaires de l'industrie de partout au pays pour mieux communiquer les besoins des éleveurs de bétail au cours des deux dernières années. Il y a eu quelques montagnes à gravir pendant mon mandat de président de l'ACEB, mais l'ascension a été facilitée grâce à l'engagement des dirigeants de l'ACEB, des membres du conseil d'administration, du personnel, ainsi que des partenaires de l'industrie et du gouvernement et, bien sûr, de la famille.

Sincerely,



Bob Lowe,
Président, ACEB

Message du Président exécutif



On se souviendra de beaucoup de choses de 2021. Une autre année de COVID-19; le dialogue du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (SNUSA) et l'appel à l'action pour l'agriculture animale; l'énorme demande d'exportation de céréales et d'oléagineux de la Chine qui a réduit les stocks de céréales fourragères et fait grimper les prix; la sécheresse massive dans l'Ouest canadien, les feux de forêt et les inondations en Colombie-Britannique et une autre élection fédérale.

Du côté positif, la demande de bœuf est demeurée très forte et les ventes à l'exportation ont augmenté de 20 % en volume et de 37 % en valeur, atteignant une valeur record de près de 4,5 milliards de dollars.

Notre collaboration avec l'Agence canadienne d'inspection des aliments a porté ses fruits lorsque la demande de statut de risque négligeable du Canada a été approuvée en mai à la réunion annuelle de l'OIE. Après 18 ans et huit jours, nous avons finalement retrouvé le premier rang. Le monde est sur le point d'éradiquer complètement l'encéphalopathie spongiforme bovine classique (ESB) et nous espérons pouvoir persuader les quelques pays restants de respecter les lignes directrices de l'OIE en matière d'accès aux marchés.

Au cours du premier semestre de 2021, les prix du marché se sont améliorés, car nous avons éliminé l'arriéré de bovins engraisés qui a résulté des ralentissements et des fermetures d'établissements en avril et mai 2020. La hausse des prix a également été soutenue par des valeurs record.

En même temps, la Chine achetait des quantités record de céréales et d'oléagineux, ce qui a fait grimper le prix des aliments pour animaux et a fait chuter l'approvisionnement canadien, ce qui a entraîné des stocks intérieurs à un niveau record. À une époque où nous avions désespérément besoin d'une bonne récolte, le pire scénario possible s'est présenté lorsqu'une sécheresse massive s'est produite dans l'Ouest canadien, où une grande partie de nos céréales fourragères sont produites. Aujourd'hui, nous avons une pénurie sans précédent de céréales fourragères et nous importons des quantités record de maïs.

La sécheresse est devenue l'un des plus grands problèmes cette année. L'été 2021 a été l'un des plus chauds et des plus secs jamais enregistrés dans l'Ouest canadien. Les pénuries d'eau, de pâturages et d'aliments ont entraîné la commercialisation hâtive du bétail et la liquidation forcée de certains bovins reproducteurs dans les régions les plus durement touchées. Les incendies de forêt massifs en Colombie-Britannique ont touché les terres de parcours de nombreux éleveurs de bovins qui dépendent de ces terres pour les pâturages d'été. Bon nombre de ces mêmes producteurs de la Colombie-Britannique ont ensuite été inondés, perdant du bétail et une grande partie de leur approvisionnement restant en aliments d'hiver. Nous évaluons toujours l'impact global, mais notre troupeau sera plus petit avec une estimation initiale de 2 à 3 % de baisse.

Ces événements ont certainement accru l'accent global mis sur les stratégies et les investissements dans l'infrastructure pour gérer les phénomènes météorologiques extrêmes.

L'une de nos plus importantes réussites de la dernière année a été notre engagement au sein du SNUSA. L'ACEB, en partenariat avec Conservation de la nature Canada, a organisé un « dialogue » en trois parties. Nous avons

également participé à de nombreux autres dialogues canadiens et internationaux. Nous avons travaillé en étroite collaboration avec tous les grands groupes de conservation, toutes les organisations d'éleveurs du Canada, le secteur de la culture et bon nombre de nos partenaires internationaux.

Lorsque le SNUSA a été lancé, nous avons senti qu'il y avait une nette influence anti-bétail enracinée dans le processus. Au début, il a été question à maintes reprises de « transition juste », une expression que de nombreux intérêts en matière d'agriculture animale ont inventée pour promouvoir le passage de l'élevage à l'agriculture végétale.

Nous nous sommes pleinement engagés dans le « dialogue » et avons aidé à faciliter une participation sans précédent de l'industrie mondiale de la viande et de bon nombre de nos amis dans d'autres secteurs, incluant le secteur des cultures pour parler de la contribution positive de l'agriculture animale et de l'importance d'un système agricole équilibré. Bientôt, nous avons assisté à une transition de « juste transition » à une référence plus appropriée à des « solutions fondées sur la nature » qui reconnaissent le rôle important que le bétail et toute l'agriculture animale contribuent à l'environnement, à la biodiversité, à la sécurité alimentaire mondiale et aux solutions climatiques.

Ici au Canada, notre collaboration avec les groupes de conservation, la publication du documentaire Gardiens des prairies qui raconte l'histoire importante des prairies indigènes du Canada, et l'excellent travail de la Table ronde canadienne sur le bœuf durable a renforcé le rôle positif des bovins de boucherie dans la conservation, la protection de l'environnement, la préservation des espèces en péril et de la biodiversité, et fait partie de la solution climatique. À la fin du Sommet, nous étions très fiers de voir notre gouvernement faire la déclaration suivante dans les observations finales du Canada :

Les éleveurs de bétail canadiens sont des chefs de file mondiaux dans la production durable de protéines, avec l'un des profils d'émissions de gaz à effet de serre les plus faibles. Grâce à des programmes d'assurance de la durabilité, les producteurs du Canada démontrent leur engagement à réduire davantage leur empreinte environnementale et à apporter de solides contributions socioéconomiques.

- H.E. Alexandra Bugailiskis,
Représentant permanent du Canada auprès de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Un autre succès important a été obtenu lorsque notre industrie s'est unie et a obtenu une aide en cas de catastrophe pour aider les producteurs à faire face à la sécheresse, aux incendies de forêt et aux inondations. Au début du mois de juillet, lorsqu'il est apparu clairement que nous étions confrontés à la sécheresse la plus importante et la plus grave depuis des décennies, nous nous sommes réunis dans tout le pays pour faire comprendre au gouvernement qu'il était urgent de prendre des mesures pour sauver les cultures destinées à l'alimentation animale et aux pâturages et pour obtenir un soutien afin de faire face aux pénuries d'eau immédiates.

L'aide en cas de catastrophe relève d'Agri-relance, dont les coûts sont partagés entre les gouvernements fédéral et provincial et administrés par province. En travaillant avec et par l'entremise de nos membres provinciaux, des programmes d'aide aux victimes de la sécheresse et des feux de forêt ont été mis sur pied afin de fournir le soutien dont nous avons désespérément besoin et de faire en sorte que nos producteurs puissent soutenir la concurrence pour obtenir un approvisionnement limité en aliments du bétail et avoir une certaine certitude financière à l'approche de l'automne et de l'hiver.

Les pires moments peuvent faire ressortir le meilleur chez les gens et, encore une fois, nous avons vu des producteurs de l'Est du Canada participer à la mise sur pied d'un programme Hay West pour aider autant qu'ils le pouvaient.

Nous nous sommes également assurés que des ressources en santé mentale étaient disponibles pour aider les producteurs à traverser cette période très difficile et, dans certains cas, à prendre des décisions très douloureuses.

Même aujourd'hui, nous ne connaissons pas encore toutes les répercussions de la sécheresse de 2021, qui aurait été bien pire sans le soutien que notre industrie a reçu.

J'aimerais conclure en citant brièvement notre ancien président, Stan Eby, qui a été intronisé à juste titre au Temple de la renommée de l'agriculture canadienne l'automne dernier.

Travailler ensemble fonctionne.



Dennis Laycraft
Vice-président exécutif de l'ACEB

Conseil d'administration



Bob Lowe
Président
Alberta



Reg Schellenberg
Vice-Président
Saskatchewan



David Haywood-Farmer
Ancien Président
Colombie-Britannique



Nathan Phinney
Agent sans
fonction fixe
Nouveau-Brunswick



Linda Allison
Colombie-Britannique



Ryan Scorgie
Colombie-Britannique



Charlie Christie
Alberta



Sheila Hillmer
Alberta



George L'Heureux
Alberta



Doug Sawyer
Alberta



Cathy Sharp
Alberta



Kelly Smith-Fraser
Alberta



Miles Wowk
Alberta



Ryan Beierbach
Saskatchewan



Lynn Grant
Saskatchewan



Pat Hayes
Saskatchewan



Duane Thompson
Saskatchewan



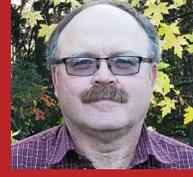
Matthew Atkinson
Manitoba



Mike Duguid
Manitoba



Tyler Fulton
Manitoba



Matt Bowman
Ontario



Jack Chaffe
Ontario



Rob Lipsett
Ontario



Craig McLaughlin
Ontario



Philippe Alain
Québec



Kirk Jackson
Québec



Nathan Phinney
Nouveau-Brunswick



Victor Oulton
Nouvelle-Écosse



Peter Dixon
Île-du-Prince-Édouard

RAPPORTS DES DIVISIONS



Investissements de contributions nationales des producteurs de bœuf dans la recherche

Le Conseil de recherche sur les bovins de boucherie (CRBB) est l'organisme de financement canadien dirigé par l'industrie pour la recherche sur le bœuf, les bovins et les fourrages. Le CRBB est dirigé par un conseil de 14 membres, composé de 13 producteurs et d'un membre sans fonction fixe, et est financé en partie par une partie du prélèvement canadien sur les bovins de boucherie.

En 2020-2021, le CRBB a reçu en moyenne 0,67 \$ de chaque tranche de 2,50 \$ du prélèvement canadien sur les bovins de boucherie perçu par les provinces. Ce financement a été obtenu grâce au financement de la Grappe scientifique du bœuf du Partenariat canadien pour l'agriculture d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC), où l'industrie a contribué 26 % (1,16 million de dollars) et le gouvernement, 74 % (3,27 millions de dollars). Le CRBB a obtenu d'autres contributions canadiennes sur les bovins de boucherie avec un 3,4 millions de dollars additionnel provenant du gouvernement et de partenaires de l'industrie dans le cadre d'initiatives à l'extérieur de la Grappe.

Le CRBB finance actuellement :



90+

projets de recherche et de vulgarisation menés par des chercheurs à l'échelle nationale en partenariat avec plus de **40** organismes de financement



40

installations de recherche où elles ont été menées, y compris **8** stations de recherche d'AAC et **32** universités et autres établissements de recherche

Renouvellement de la Stratégie quinquennale de recherche et de transfert de technologie sur le bœuf canadien

Le CRBB et ses partenaires de l'industrie ont publié en juillet 2021 une Stratégie quinquennale renouvelée de recherche et de transfert de technologie sur le bœuf canadien pour aider à cibler le financement en vue d'atteindre les objectifs de recherche et de vulgarisation prioritaires sur le bœuf. La stratégie complète les objectifs décennaux de la Stratégie nationale pour le bœuf, en favorisant une productivité accrue tout en misant sur le leadership du secteur en matière de durabilité environnementale, sociale et économique.

Il vise à orienter les investissements du CRBB et d'autres organismes canadiens de financement de la recherche sur le bœuf pour l'utilisation la plus efficace d'un financement limité. Il encourage également une plus grande collaboration entre les organismes de financement grâce à une approche

de portefeuille pour les investissements en recherche, en veillant à ce que les priorités clés en matière de recherche, de capacité et de vulgarisation soient traitées de façon coordonnée.

Visitez BeefResearch.ca pour obtenir l'aperçu de la Stratégie de 7 pages ou la Stratégie complète de 66 pages.

Grappe scientifique du bœuf III en quatrième année sur cinq

Les projets financés dans le cadre de l'actuelle Grappe scientifique du bœuf III dans le cadre du Partenariat canadien pour l'agriculture se déroulent du 1er avril 2018 au 31 mars 2023. Il s'agit d'un programme de 21,7 millions de dollars, avec une contribution d'AAC de 14,1 millions de dollars et une contribution totale de 7,6 millions de dollars sur cinq ans de la part du CRBB et de ses partenaires de l'industrie.

La plupart des projets de recherche pluriannuels sont en cours, et quelques-uns seront terminés en 2022. Voici des constatations préliminaires des 27 projets de la grappe III gérés par le CRBB :

- une productivité accrue dans les sites de parcours forestiers indigènes à mi-rotation grâce à une approche intégrée de gestion du fourrage, du bétail et du bois;
- des nouvelles variétés de luzerne qui tolèrent mieux les sécheresses et les inondations;
- la rotation des classes d'antibiotiques utilisés dans les parcs d'engraissement peut aider à maintenir l'efficacité plutôt que de dépendre uniquement des macrolides.

Un résumé de tous les projets de recherche de la Grappe III est disponible dans le [Rapport sur les résultats du CRBB pour 2020-2021](#).

Projets de recherche prioritaires en cours

En plus des projets de grappes, le CRBB finance des projets de recherche visant à atteindre des objectifs prioritaires précis de l'industrie du bœuf.

Par exemple, des recherches antérieures ont révélé que le fait de compléter les aliments par des quantités modérées d'huile réduit la production de méthane de ruminants. Le CRBB a financé un projet de recherche visant à améliorer la teneur totale en lipides de la luzerne et du sanfoin afin d'améliorer la densité énergétique et de réduire les émissions de méthane. L'équipe de Dr Surya Acharya d'AAC à Lethbridge s'appuie sur les réussites antérieures, sélectionnant de la luzerne à forte concentration en lipides qui rapprochera un cultivar non génétiquement modifié de la commercialisation.

D'autres projets de recherche prioritaires financés par le CRBB explorent :

- amélioration de l'efficacité alimentaire dans le troupeau de vaches grâce à la variabilité individuelle des vaches en matière de digestibilité des fibres, d'efficacité alimentaire et d'émissions de méthane;
- un modèle propre au Canada pour évaluer les répercussions du pâturage sur le cycle de l'eau et des éléments nutritifs;
- réduction des coûts de supplémentation grâce à la sélection stratégique des fourrages;
- validation en usine des meilleures pratiques en matière de désinfection de l'équipement de traitement des récoltes et
- les modes d'action de la levure en tant que microbienne administrée directement aux bovins d'engraissement.

Les résumés de tous les projets sont disponibles sur BeefResearch.ca.

Renforcer la capacité de recherche grâce à des chaires financées par l'industrie

Le CRBB a déterminé que les lacunes en matière de capacité de recherche étaient une priorité élevée et, en 2018-2019, il a amorcé le processus de création de chaires de recherche en partenariat avec des établissements de recherche clés au moyen d'un appel de propositions concurrentiel. Les investissements du CRBB ont permis d'obtenir d'autres fonds pour mettre en œuvre la capacité de recherche à long terme dans les domaines prioritaires de l'industrie. Les chaires de l'industrie se concentrent sur les priorités de recherche, l'enseignement aux étudiants et la traduction et le transfert des connaissances aux producteurs et aux autres utilisateurs finaux.

Deux chaires approuvées en 2018-2019 ont été pourvues en 2020-2021 :

La Dre Gleise M. Silva est devenue la nouvelle Chaire CRBB-Hays sur les systèmes de production de bœuf à l'Université de l'Alberta, et la Dre Cheryl Waldner est devenue la nouvelle Chaire de recherche industrielle CRSNG/CRBB sur Une seule santé et les maladies limitant la production au Western College of Veterinary Medicine. La capacité de recherche s'est encore accrue à mesure que la Dre Emily Snyder, nouvelle chercheuse, a été embauchée pour remplacer la Dre Waldner dans son poste de chercheur précédent.

Approuvée en 2019-2020, une nouvelle chaire de l'industrie en gestion et utilisation intégrées des cultures fourragères à l'Université de la Saskatchewan devrait commencer en mai 2022.

Ressources des producteurs et mobilisation de l'industrie

Le CRBB élabore et distribue de nombreuses ressources pour les producteurs et les intervenants, y compris des fiches d'information, des outils interactifs de prise de décisions, des vidéos, des articles de magazines de l'industrie, des webinaires, des billets de blogue, des infographies et des capsules radio.

Par exemple, à mesure que les conditions de sécheresse s'installaient, le personnel du CRBB a fait la promotion des ressources de vulgarisation existantes liées à la sécheresse et en a développé de nouvelles. Cela comprenait des billets de blogue, des pages Web et un webinaire sur la gestion de la sécheresse, les aliments de rechange, les stratégies d'alimentation et la gestion de l'eau. Des ressources liées au sevrage précoce des veaux et à la gestion des aliments d'hiver ont également été élaborées, et des travaux sont en cours pour appuyer les programmes de rétablissement en cas de sécheresse.

Avancement du programme Verified Beef Production Plus

Le CRBB demeure responsable de la livraison de Verified Beef Production Plus (VBP+). Voir le rapport complet de VBP+ pour de plus amples renseignements.

Restez au courant

Pour en savoir plus sur les initiatives du CRBB et pour accéder à ses ressources et à ses outils décisionnels pour les producteurs de bœuf, visitez beefresearch.ca et abonnez-vous à beefresearch.ca/blog/subscribe/.

FINANCEMENT DU CRBB PAR SECTEUR DE PROGRAMME

Financement total sur 5 ans pour tous les projets: **38.2 M\$**

Pourcentage du financement total de la recherche par portefeuille :



Principales réalisations en 2021 :

Les partenaires de l'industrie du bœuf ont collaboré à l'élaboration d'une stratégie nationale de recherche et de transfert de technologie afin de cibler efficacement le financement vers les objectifs de recherche et de vulgarisation les plus prioritaires. La [Stratégie quinquennale renouvelée de recherche et de transfert de technologie sur le bœuf canadien](#) supports increased productivity and builds upon the sector's leadership in environmental, social and economic sustainability.

Trois [chaires de recherche](#) ont été financées pour veiller à ce que la capacité de recherche à long terme soit en place dans les principaux établissements de recherche afin d'obtenir et de maintenir l'élan dans la recherche et la vulgarisation prioritaires sur le bœuf et les plantes fourragères.

D'importants résultats de recherche ont été obtenus grâce à de nombreux projets au profit de l'industrie du bœuf en 2021. Par exemple, un [projet de recherche](#) de l'Université de Guelph a comparé la densité nutritionnelle, la valeur nutritive et le coût relatif du bœuf à d'autres protéines. L'étude a révélé que le bœuf peut s'attaquer aux carences en vitamine B12, en zinc et en fer des régimes alimentaires canadiens d'une manière rentable et efficace en calories.



En 2021, une partie importante des marchés du bétail a été consacrée à la reprise après les perturbations de la chaîne d’approvisionnement causées par la COVID-19 en 2020, qui ont continué d’avoir une incidence sur les approvisionnements prêts pour le marché pendant la majeure partie de la dernière année. D’autre part, la demande sur le marché du bœuf a été extrêmement positive en 2021, la demande intérieure et internationale soutenant les prix de gros du bœuf à des prix record pour la majeure partie de l’année. Le fait que les prix de gros et de détail ont atteint un sommet alors que la production de bœuf au Canada et aux États-Unis a atteint un niveau record témoigne de la très forte demande de bœuf.

Malgré la forte demande de bœuf, les problèmes liés au marché et à la chaîne d’approvisionnement, combinés aux problèmes météorologiques, ont fait en sorte que le cheptel bovin canadien continue de diminuer. Le cheptel bovin est au plus petit inventaire en 30 ans, avec un peu plus de 11 millions de têtes le 1er janvier 2021, et le nombre de vaches de boucherie était d’un peu plus de 3,5 millions. Le cheptel reproducteur continuera de diminuer cette année, car les vaches ont été réformées et moins de génisses ont été retenues en raison d’un manque d’aliments et des coûts record des aliments.

Les stocks totaux de bovins se sont quelque peu stabilisés à mesure que les exportations de bovins sur pied ralentissaient, et il y a eu une augmentation considérable des importations de bovins d’engraissement au Canada afin de soutenir le

secteur en croissance des parcs d’engraissement et de l’abattage, surtout dans l’Ouest canadien. Au cours des 10 premiers mois de cette année, le Canada a été un importateur net d’environ 250 000 bovins d’engraissement, avec environ 341 000 bovins d’engraissement importés et 91 000 exportés. Le Canada est un exportateur net dans l’ensemble, car environ 393 000 bovins d’abattage ont été exportés au cours des 10 premiers mois de 2021.

Même si le cheptel reproducteur au Canada a diminué, la production de bœuf a augmenté rapidement en raison des changements dans le commerce des bovins sur pied. L’abattage des bovins en 2021 est supérieur d’environ 8 % à celui de l’an dernier, de 4 % à celui de 2019, et il s’agit du plus important abattage au Canada depuis 2006. Il y a eu récemment un creux pour l’abattage au Canada en 2015, et depuis, l’abattage a augmenté de près de 32 %. En raison de l’abattage important et du poids plus élevé des carcasses, la production de bœuf canadien en 2021 sera l’une des plus importantes jamais enregistrées.

L’augmentation de la production de bœuf a été très favorable à la croissance des exportations de bœuf. La valeur des exportations de bœuf a atteint de nouveaux sommets pour huit années consécutives, et devrait avoisiner les 4,4 milliards de dollars cette année. La valeur des exportations a presque doublé par rapport à ce qu’elle était il y a à peine cinq ans. Cette année, les volumes atteindront presque le niveau record établi avant l’ESB en 2002, soit plus de 500 000 tonnes. Les

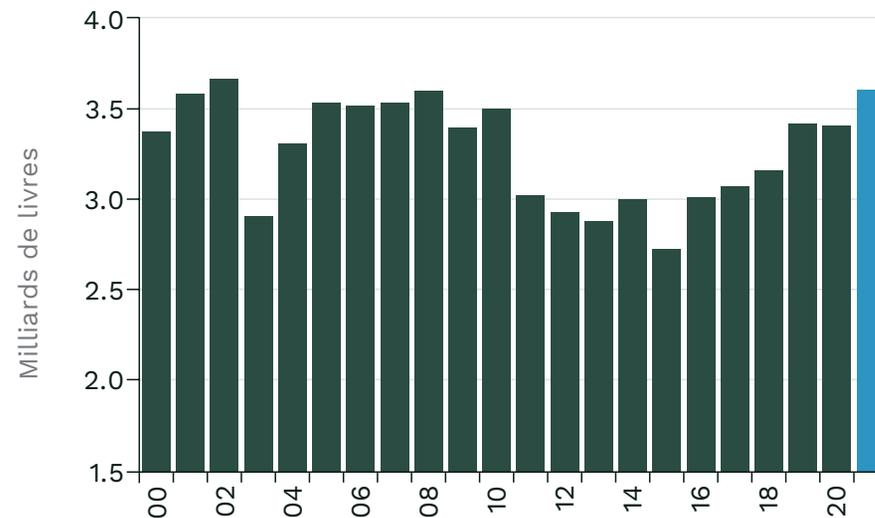
importations ont généralement suivi une tendance à la baisse au cours des dernières années, à l'exception de la flambée de l'an dernier. Les importations de cette année devraient avoisiner les 154 000 tonnes, ce qui correspond à peu près à 2019, mais c'est le volume d'importations le plus faible depuis 2006.

Les prix des bovins pour certains types d'animaux se sont améliorés cette année, mais ils étaient toujours décevants, car les augmentations de prix n'ont pas suivi l'augmentation des prix de la viande ou des coûts des intrants. Par conséquent, le bilan des producteurs ne s'est pas vraiment amélioré cette année.

Cette année, les prix des bovins gras se situeront probablement au deuxième rang des prix les plus élevés jamais enregistrés, les bouvillons gras de l'Alberta se situant en moyenne à plus de

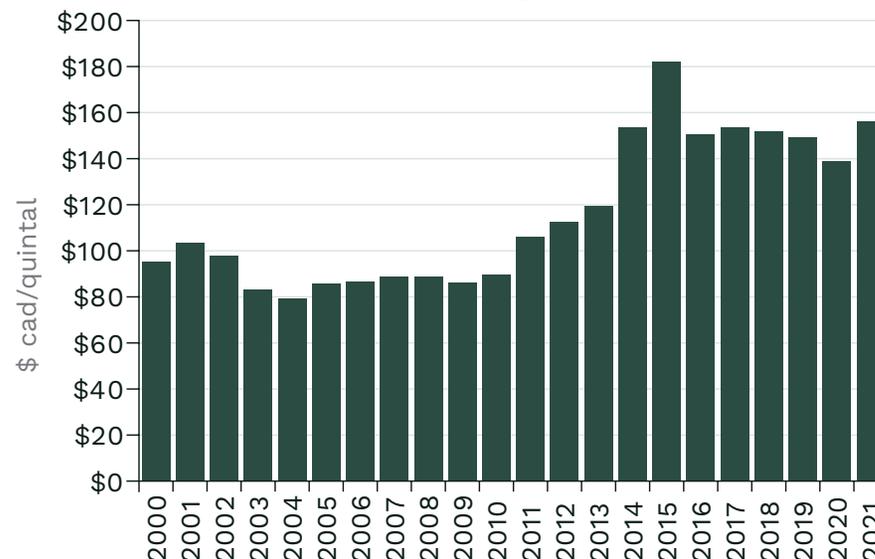
155 \$/quintal, seulement derrière 2015, où les bouvillons gras se situaient en moyenne à 183 \$/quintal. Le prix de cette année n'est que légèrement supérieur à 2014, 2016, 2017 et 2018, alors que les prix des bovins gras se situaient en moyenne entre 152 \$ et 154 \$/quintal ces années-là. Les prix des bovins finis de l'Alberta ont été supérieurs à ceux de l'Ontario pendant la plus grande partie du premier semestre de l'année, tandis que les prix de l'Ontario ont surtout été supérieurs à ceux de l'Alberta pendant le deuxième semestre. En 2021, les prix en Ontario seront en moyenne de 2 \$/quintal sous ceux de l'Alberta. Les prix des veaux et des bouvillons d'engraissement étaient généralement stables au cours des dernières années, avec des bouvillons de 550 livres se situant en moyenne autour de 225 \$/quintal et des bouvillons de 850 livres, en moyenne 185 \$/quintal. Les prix des veaux et des bovins d'engraissement n'ont pas été aussi élevés que les prix des bovins finis, car les prix record des céréales dans l'Ouest canadien ont nui à la rentabilité des parcs d'engraissement et réduit la demande dérivée de bovins d'engraissement.

Production de bœuf au Canada
(y compris les exportations et les abats)



Source : Canfax Research

Prix annuel des bouvillons d'engraissement en Alberta



Source : Canfax Research

Facteurs à surveiller

Il y a toujours beaucoup de pièces mobiles sur les marchés du bétail. La COVID-19 et les problèmes connexes liés à la chaîne d'approvisionnement ajoutent certainement une autre couche d'incertitude au marché. Tout type de perturbation au niveau de la transformation l'emporterait probablement sur tous les autres facteurs du marché énumérés ci-dessous.

Demande

La demande de bœuf s'est améliorée de manière inattendue depuis le début de la COVID, car les consommateurs disposaient d'un revenu disponible important et ont choisi de consommer du bœuf à domicile de manière importante. De plus, les fortes exportations de bœuf ont également soutenu la demande et la hausse des prix de détail. Les stocks par habitant devraient diminuer en 2022, ce qui devrait continuer à soutenir des prix élevés. Il sera important de surveiller les conditions économiques, et l'inflation pourrait commencer à avoir un impact sur la demande de bœuf tant au niveau national qu'international, ce qui pourrait avoir une incidence sur la vigueur des prix du bétail au cours de la prochaine année.

Influence / Météo

Cette année, les stocks de bovins prêts pour le marché étaient importants par rapport à la capacité de transformation, ce qui a entraîné une baisse des prix des bovins par rapport aux prix du bœuf. Le nombre de bovins devrait diminuer l'année prochaine, ce qui devrait entraîner une hausse des prix. La sécheresse a touché une grande partie de l'Amérique du Nord, ce qui continue de pousser les veaux et les animaux d'engraissement dans les parcs d'engraissement. Cela pourrait retarder le moment où l'effet de levier (le pouvoir de négociation) passera aux producteurs de bovins. Les taux de transformation et le nombre de bovins à l'engrais seront des éléments essentiels à surveiller.

Céréales fourragères

Les prix des céréales ont atteint en 2021 des niveaux que personne n'avait imaginés. La demande reste forte et les préoccupations météorologiques continuent également de soutenir le marché des céréales. Les coûts élevés des céréales limiteront la hausse du marché des veaux, mais de meilleures conditions météorologiques pour produire plus de céréales et d'herbe pourraient ajouter du carburant au marché des veaux en 2022. D'autres facteurs, comme les prix élevés des engrais, pourraient également entrer en ligne de compte s'ils réduisent potentiellement la superficie consacrée au maïs aux États-Unis et l'offre globale de céréales fourragères.

Base

Les niveaux de base ont été très variables l'année dernière. Le nombre important de bovins à l'engraissement dans l'Ouest canadien pourrait ajouter un risque de base au début de 2022, mais des niveaux de base faibles et des prix élevés des céréales pourraient entraîner une diminution de l'offre de bovins d'engraissement, ce qui pourrait être positif pour les niveaux de base plus tard dans l'année. Le nombre de bovins à l'engraissement et l'effet de levier pour les parcs d'engraissement locaux seront un facteur important pour les niveaux de base l'année prochaine.

Dollar canadien

Le dollar canadien était en moyenne d'un peu moins de 0,80 \$ US en 2021. Un dollar plus faible est certainement favorable aux prix des bovins canadiens. Un dollar de moins de 80 cents serait positif pour les marchés du bétail, mais si le dollar grimpe au-dessus de 82 cents, les éleveurs de bétail courraient plus de risques. L'un des facteurs à garder à l'esprit, compte tenu de la faiblesse du dollar canadien, c'est qu'elle pourrait entraîner une hausse des coûts des aliments du bétail, compte tenu de la dépendance du maïs importé pour nourrir les bovins cette année.



Recherche

Services de recherche Canfax (SRC) fournit des renseignements sur le marché et une analyse économique des enjeux qui sont importants pour l'industrie canadienne du bœuf. Au cours de la dernière année, SRC s'est concentré sur le lancement de plusieurs nouvelles initiatives, ainsi que sur l'amélioration des activités existantes.

Le Réseau canadien du coût de production vache-veau

En 2020-2021, le Réseau canadien du coût de production vache-veau (CDP) a été lancé afin de fournir des données économiques de base, des analyses et de soutenir la compétitivité de l'industrie dans le but d'obtenir des données sur les coûts de production dans chaque province/écorégion

du pays qui peuvent orienter le transfert de technologie. En 2021, 115 producteurs ont contribué à 28 fermes de référence. Cinq nutritionnistes ont examiné les rations pour s'assurer qu'elles étaient adéquates pour répondre aux besoins des animaux à divers stades de la gestation. Bien que ce ne soit pas exhaustif, cela donne un éventail de situations auxquelles les producteurs font face. Les [sommaires des fermes](#) ont été publiés en juin 2021.

Les données de référence ne sont que le début. L'analyse comparative est utile, que vous vous compariez à vous-même pour mesurer les progrès ou à une moyenne provinciale pour comprendre l'environnement concurrentiel dans lequel vous évoluez.

Mais le réseau consiste à se comparer aux autres avec un système de production similaire afin de voir les possibilités.

Il ne s'agit pas de savoir ce qu'est le saut de géant, mais quel petit pas pourrait être fait pour rendre votre système de production plus compétitif et résilient. À cette fin, un certain nombre de ressources ont été élaborées et sont disponibles sur la page Analyse. Il y a des fiches d'information, des études de cas, des vidéos et des résumés des résultats du sondage, incluant :

- [Sommaire des résultats 2020](#)
- [Stratégies de rétablissement en cas de sécheresse](#)
- Méthodes de compréhension et de réduction de [l'amortissement des vaches](#)
- [Choix de calcul lors de l'évaluation des coûts de production](#)
- [Recommandations pour les jeunes producteurs](#), de ceux qui ont vécu et appris
- [Qu'est-ce qu'une ferme prospère?](#)

De plus, cinq étudiants des cycles supérieurs de l'Université Dalhousie, de l'Université du Manitoba et de l'Université de la Saskatchewan ont entrepris des projets de thèse en utilisant les données du Réseau du CDP grâce au financement d'Alberta Beef Producers. Les sujets abordés comprennent les facteurs de réussite des petites exploitations dans l'Est du Canada, la viabilité économique des exploitations de bœuf laitier dans les Maritimes, les scénarios gagnant-gagnant qui réduisent le coût de production et les émissions nettes de GES, et des stratégies de réforme pour réduire l'amortissement des vaches en fonction de différents systèmes de production. Les données du Réseau du CDP serviront de base à l'Évaluation économique mise à jour de la Table ronde canadienne sur le bœuf durable (TRCBD).

Quelles sont les prochaines étapes pour le Réseau?

Nous modélisons des scénarios agricoles futurs pour aider les participants actuels du Réseau à atteindre leurs objectifs à court et à moyen terme. Ensemble, les participants ont élaboré des objectifs ambitieux, mais réalisables, pour l'avenir de la ferme au cours de leurs groupes de discussion virtuels fondés sur la [règle des 5%](#). Qu'il s'agisse d'améliorer le GMQ, la gestion de l'herbe ou la perte en raison de décès, nous calculons ce à quoi ces objectifs pourraient ressembler en termes de rentabilité, et quels compromis pourraient être nécessaires pour y parvenir. [Regardez](#) la page Résultats pour voir quand les scénarios agricoles futurs sont affichés.

Nous savons qu'il y a une grande diversité dans les systèmes de production vache-veau partout au pays et nous n'avons fait qu'effleurer la surface. Ce n'est qu'un début. En 2022 et en 2023, nous renforcerons notre ensemble de données avec un plus grand nombre de producteurs et de systèmes de production. Surveillez l'inscription des producteurs qui ouvrira en août 2022.

Le projet d'[Assurance des prix de l'Est](#) a constaté que la détermination des prix était suffisamment robuste pour appuyer un indice d'Assurance des prix de l'Est lorsqu'on utilise les données de l'Ontario et du Québec pour les veaux et les bovins d'engraissement. Les données historiques sur les lots proviennent des marchés aux enchères de l'Ontario et des indices élaborés à partir de l'analyse historique fournie à l'Agriculture Financial Services Corporation (AFSC). La phase 3 du projet a évalué le potentiel de quatre ensembles de données pour créer un indice des bovins engraisés.

On a constaté que les données sur les lots de Canfax et du Québec fournissaient des volumes suffisants. Toutefois, il faudra un historique adéquat pour créer l'indice. Les données du Québec se sont révélées suffisamment semblables à celles de Canfax pour être utilisées pour l'analyse historique.

TRCBD - SRC fournit du soutien au personnel du Comité consultatif scientifique de la TRCBD dans le cadre de la mise à jour de l'Évaluation nationale de la durabilité du bœuf. Un rapport de détermination de la portée et un sondage auprès des producteurs ont été réalisés. Brenna Grant préside le Comité scientifique sur le climat de la Table ronde mondiale sur le bœuf durable (TRMBD) qui examine le PRG* et la compilation d'un document méthodologique normalisé sur le bœuf résumant les documents du LEAP de la FAO relatifs au secteur du bœuf.

SRC a contribué au groupe de travail sur le contenu de l'Est du **Conseil de recherche sur les bovins de boucherie (CRBB)** et continue de fournir des articles de blogue et des outils décisionnels. SRC fournit également des commentaires techniques sur l'organisme d'examen scientifique. Une mise à jour de l'**étude des multiplicateurs** a été effectuée par Suren Kulshreshtha de l'Université de la Saskatchewan. Cela comprend des scénarios de croissance de l'industrie et de contribution à l'économie alors que le Canada se remet de la COVID-19.

Bœuf Canada:

SRC fournit [des présentations trimestrielles sur les mises à jour du marché](#). Le SRC fournit des présentations trimestrielles de mise à jour du marché au personnel, des perspectives de marché annuelles, des analyses de l'environnement des principaux pays d'exportation et d'importation et des ensembles de données continues pour aider Bœuf Canada dans la planification stratégique, les rapports sur les résultats et les communications générales. Le Rapport trimestriel sur les renseignements sur le marché intérieur, les articles mensuels des États-Unis pour le Rapport sur les renseignements sur le marché mondial et les articles sur le commerce du bœuf demeurent des publications régulières.

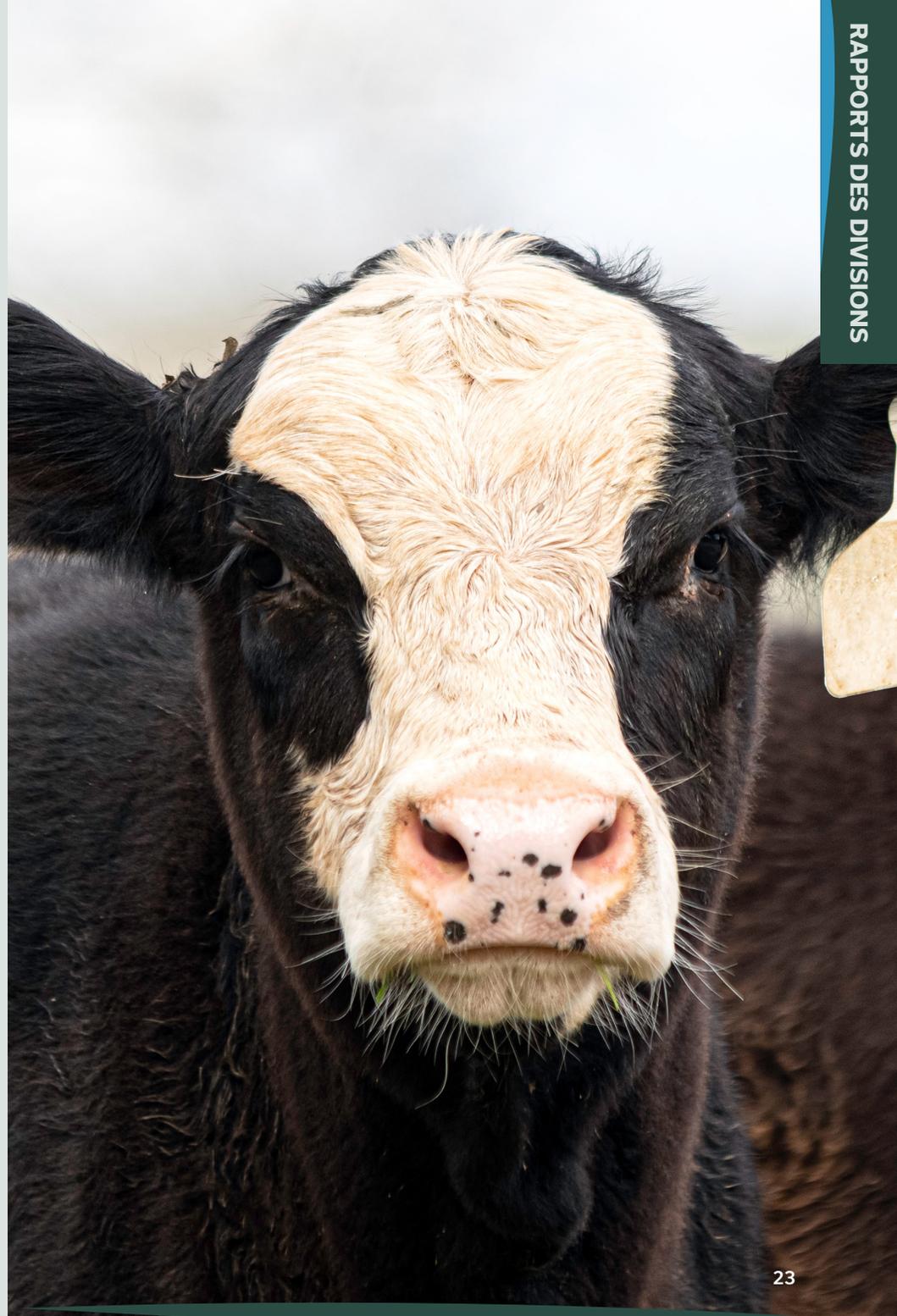
En octobre 2021, la Table ronde sur la chaîne de valeur de l'industrie du bœuf (TRCVIB) a organisé un événement virtuel axé sur tout ce qui touche le carbone, apprenant de d'autres pays et écoutant toutes les provinces au sujet de leurs programmes et de leurs apprentissages.

Principales réalisations en 2021 :

Lancement du réseau canadien du coût de production (CDP) vache-veau avec 115 producteurs, créant 28 fermes repères et une analyse plus poussée.

Le projet d'Assurance des prix de l'Est a révélé que les prix des veaux, des bovins d'engraissement et des bovins engraisés étaient suffisamment robustes pour soutenir les indices d'Assurance des prix de l'Est.

Le Comité scientifique sur les GES du TRMBD se prépare à lancer sa méthodologie sur le bœuf au premier trimestre de 2022.





Comme tant d'autres organisations, la dernière année a été une période de transition considérable pour le Conseil canadien des races de bovins de boucherie (CCRBB). Ces transitions ont donné lieu à de nouvelles possibilités et à d'importants progrès, alors que nous avons continué de travailler au nom de nos membres et de l'ensemble du secteur canadien des semences de bovins de boucherie. Au cours de notre première année complète en tant que division constituée en société de l'Association canadienne des éleveurs de bovins (ACEB), nous avons consacré beaucoup d'énergie à la rationalisation des processus administratifs, à la saisie des efficiences de gestion et au renforcement des relations intersectorielles. Dans le cadre de cette progression, CCRBB a subi une importante transition de leadership. Tous ces changements importants ont été entrepris dans le but de renforcer davantage l'organisation et d'accroître notre engagement et notre collaboration au sein de l'industrie canadienne du bœuf.

En plus de ces progrès organisationnels considérables, le CCRBB a continué à représenter le secteur des semences, tant au niveau national qu'international, afin de maintenir et de créer des opportunités de marché, ainsi que de provoquer un changement transformationnel en ce qui concerne l'utilisation des données génétiques des bovins de boucherie et l'adoption de technologies innovantes grâce à une collaboration intersectorielle sans précédent.

Réseau canadien d'amélioration du bœuf

Réseau canadien d'amélioration du bœuf (RCAB) est un réseau de collaboration dirigé par la CCRBB pour accroître l'utilisation des données génétiques afin de valider l'influence génétique et de générer des signaux du marché pour créer de la valeur supplémentaire et améliorer la durabilité environnementale dans l'ensemble de la chaîne de production du bœuf canadien. Le RCAB est un résultat clé identifié dans la Stratégie nationale pour le bœuf et sera transformationnel pour tous les segments de l'industrie du bœuf. Au cours de la dernière année, le CCRBB a mobilisé de façon proactive les intervenants de l'industrie dans le cadre de l'élaboration du RCAB, ce qui a donné lieu à un niveau inégalé de soutien collaboratif et a donné un élan considérable à cette importante initiative.

Au début de 2021, le groupe de travail consultatif du RCAB, créé précédemment, est devenu le Comité exécutif du RCAB, un sous-comité du Conseil d'administration du CCRBB. Le Comité exécutif du RCAB a été chargé de formuler des recommandations au Conseil d'administration du CCRBB et d'aider à la progression critique du RCAB, de l'idée au développement.

Faire progresser le RCIB du stade de l'idée à celui de l'exploitation complète est l'objectif principal du plan de

développement en quatre étapes décrit ci-dessous. On s'attend à ce que ce plan soit entièrement mis en œuvre au cours des cinq prochaines années, avec plusieurs activités en cours et bien engagées pour faire progresser le RCIB.

Étape 1 Établir le fondement des données :

Créer un portail de registre de données pour unifier et normaliser la saisie des données génétiques au niveau du stock de semences.

Étape 2 Faciliter les couplages de données :

Élaborer une plateforme de données génétiques qui reliera les données génétiques à d'autres paramètres d'importance économique dans tous les secteurs.

Étape 3 Traduire les données en valeur :

Coordonner et créer des ressources et des outils analytiques pour traduire les données en valeur pour les producteurs de bœuf commerciaux et au-delà.

Étape 4 Favoriser l'intégration et l'adoption :

Mettre en œuvre un plan de transfert des connaissances ciblé qui favorise l'intégration et l'utilisation des données de la conception à la consommation.

L'obtention de ressources pour faire progresser le développement du RCAB était une priorité évidente en 2021 et essentielle pour aller de l'avant. En tirant parti des contributions financières et en nature des associations de races et des partenaires, le Conseil de recherche des bovins de boucherie (CRBB) et le Results Driven Agriculture Research (RDAR) ont réussi à obtenir un financement crucial. Grâce à ces ressources financières combinées, deux projets sont en cours qui amélioreront les outils et les ressources génétiques existants pour les producteurs de bovins commerciaux et construiront un portail de registre de données unifiées « Fabriqué au Canada » pour la saisie de données génétiques.

À ce jour, dix associations nationales d'éleveurs de bovins de boucherie se sont engagées à participer au projet ultérieur, et plusieurs autres organisations ont exprimé leur intérêt.

L'année à venir sera une fois de plus extrêmement occupée pour le développement du RCAB, avec une attention soutenue à l'obtention de ressources critiques à long terme, au développement de la stratégie de données, du portail de registre et de la plateforme de données, ainsi qu'au renforcement de la mobilisation et de la collaboration des intervenants.

Développement des marchés pour la génétique des bovins de boucherie

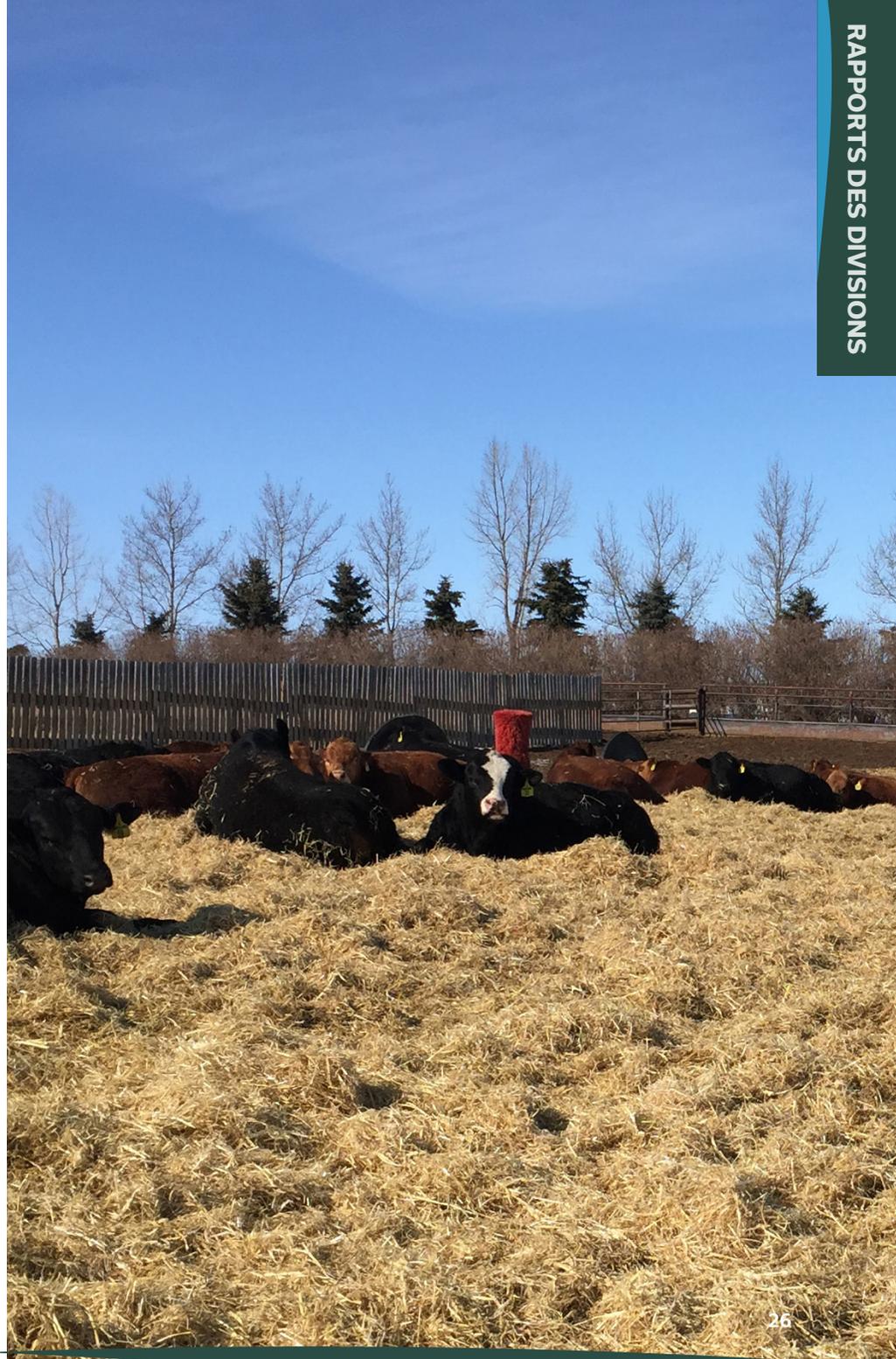
Il est bien connu que le Canada est reconnu comme un leader dans le domaine de la génétique des bovins de boucherie de grande qualité, et le travail de défense, tant au pays qu'à l'étranger, pour nos sélectionneurs de semences et de nos fournisseurs de matériel génétique demeure une priorité absolue pour le CCRBB. Il a été difficile de maintenir et de renforcer nos débouchés au Canada et dans le monde pendant la pandémie de COVID-19. Le CCRBB et ses membres ont travaillé sans relâche pour renforcer nos ressources et notre présence en ligne et réussir à se tourner vers le monde virtuel.

Les défis à relever pour faire progresser les activités sur les marchés internationaux ont été considérables tout au long de 2021, mais ils ne se sont pas révélés insurmontables. CCRBB a profité de cette occasion pour réévaluer la façon dont nous offrons les programmes et utilisons efficacement nos ressources. Grâce au soutien d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC), nous avons pu continuer d'aider nos membres et de faire progresser nos objectifs de développement des marchés dans des pays clés du monde entier grâce au financement fourni dans le cadre du Programme Agri-marketing (PAM). Les activités de développement des marchés sont en bonne voie de se poursuivre jusqu'en mars 2023,

et des plans énergiques sont en place pour tirer parti des occasions actuelles.

Pour témoigner de la résilience et du courage des éleveurs et des producteurs, la commercialisation de la génétique des bovins de boucherie canadiens, tant au pays qu'à l'étranger, s'est poursuivie tout au long de la pandémie mondiale. Avec la santé et la sécurité de tous en tête, nos membres et les éleveurs de bovins de boucherie ont utilisé tous les outils disponibles pour mener à bien les événements et réaliser des ventes tout au long de l'année dans un contexte de lignes directrices en constante évolution sur la COVID-19. Bien que la capacité de s'adapter et de poursuivre ses activités ait été positive, on reconnaît clairement la véritable valeur de la capacité de partager un rire et de serrer la main pour établir des relations d'affaires et accroître les débouchés. La CBBC et ses membres se réjouissent à l'idée de revenir à des activités plus traditionnelles de développement des marchés au cours de la prochaine année.

Tout au long de 2022, la CCRBB mettra l'accent sur l'amélioration du rôle de l'avancement génétique et du secteur des stocks de semences au sein de l'industrie canadienne du bœuf, la croissance de nos membres et la promotion de la valeur de notre organisation pour nos membres, et sur faire progresser l'élaboration du RCAB afin de saisir la valeur accrue de la génétique des bovins de boucherie canadiens, tant au pays qu'à l'étranger.





La Table ronde canadienne sur le bœuf durable (TRCBD) continue de jouer un rôle de premier plan dans la durabilité du bœuf. Les objectifs canadiens et mondiaux lancés au cours de la dernière année définissent des domaines où nous pouvons nous rassembler et entraîner des répercussions significatives sur la durabilité. Nous avons hâte de voir les partenariats qui émergeront pour faire de ces objectifs une réalité. La TRCBD participe à la Table ronde mondiale sur le bœuf durable (TRMBD) par l'entremise du Conseil d'administration, du Conseil des communications et des groupes de travail. La TRCBD a soutenu la durabilité nationale et mondiale et les travaux du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires.

Le nombre de membres de la TRCBD continue d'augmenter, avec huit nouveaux membres en 2020-2021 provenant de diverses catégories. Nous avons fait croître notre équipe avec l'ajout de deux nouveaux employés.

Évaluation et stratégie nationale sur la durabilité du bœuf

La TRCBD a entrepris sa prochaine évaluation nationale de la durabilité du bœuf, dont les résultats sont attendus en 2023.

Groupe AGEKO et Services de recherche Canfax effectueront les évaluations du cycle de vie de l'utilisation des terres et de l'environnement, ainsi que les évaluations sociales et économiques.

Un sondage auprès des producteurs de bœuf a été distribué à l'échelle nationale entre octobre 2021 et janvier 2022

pour recueillir des données sur la production primaire de bœuf. Merci à tous ceux qui ont contribué à la distribution aux producteurs et à tous ceux qui ont pris le temps de le remplir. Nous tenons à remercier chaleureusement bon nombre de nos membres de la TRCBD qui ont généreusement donné des prix pour encourager et récompenser les producteurs qui ont répondu au sondage, pour une valeur totale de plus de 4 000 \$. Au total, 315 enquêtes ont été réalisées dans toutes les régions du Canada.

La prochaine évaluation permettra de mesurer le rendement actuel en matière de durabilité et de démontrer les progrès réalisés par rapport aux objectifs de notre stratégie de durabilité de 2016. Ce travail d'analyse comparative continuera d'être essentiel aux efforts de promotion et de communication de l'ensemble de l'industrie du point de vue de la durabilité. En plus de l'évaluation de 2023, la Stratégie nationale de durabilité du bœuf sera également mise à jour.

Objectifs pour 2030

En s'appuyant sur les objectifs de la Stratégie nationale quinquennale pour le bœuf, le personnel et les membres de la TRCBD ont grandement contribué aux objectifs de 2030 de l'industrie canadienne du bœuf. Cette série d'objectifs ambitieux, mais réalisables à long terme sur un large éventail de sujets démontre l'engagement de l'industrie à l'égard de l'amélioration continue, le rôle du bœuf en tant que partenaire dans la fourniture de solutions aux changements climatiques et en tant que partie intégrante d'un système alimentaire durable.

Les objectifs pour 2030 couvrent un large éventail de domaines liés à la durabilité.

Consultez la [page 102](#) pour plus de détails sur les objectifs pour 2030.

Cadre du bœuf durable certifié

Poursuite de l'élan alors que les entreprises de vente au détail et de services alimentaires affichent un signal clair de demande des consommateurs pour le bœuf certifié TRCBD.

Le Cadre du bœuf durable certifié de la TRCBD, connu sous le nom de Certifié TRCBD (CRSB Certified), a connu une croissance extraordinaire en 2021. Il y a maintenant environ 1,8 million de bovins élevés dans des fermes et des ranchs certifiés par la TRCBD au Canada, ce qui représente plus de 17 % du cheptel bovin national.

Cinq installations de transformation sont certifiées selon notre norme de durabilité, et cinq entreprises sont vérifiées selon nos exigences relatives à la chaîne de possession, vérifiant leurs processus de suivi des bovins et du bœuf dans la chaîne d'approvisionnement.

Un total de 7,4 millions de livres de bœuf a été vendu avec une allégation de la TRCBD en 2020-2021, une augmentation de 35 % par rapport à l'année précédente, et plus de 17 millions de livres de bœuf ont été vendues avec une allégation de la TRCBD depuis 2018.

Cinq nouvelles entreprises de détail, de restauration et de services alimentaires se sont jointes au programme l'an dernier, et l'approvisionnement par les partenaires existants demeure solide et a pris de l'expansion. Voici quelques faits saillants:

- Gordon Foodservice, Intercity Packers Meat and Seafood et Centennial Foodservice ont commencé à acheter du bœuf

avec une allégation de bilan massique pour leurs marques de services alimentaires,

- Chop Steakhouse est passé d'un choix de hamburger à l'approvisionnement en bilan massique pour tous les plats de bœuf de son menu.
- Shark Club Sports Bar and Grill a ajouté la certification TRCBD de bilan massique à son menu,
- Walmart a été le premier à mettre sur le marché une allégation d'emballage de détail certifié (bilan massique) par la TRCBD, ainsi qu'un engagement à s'approvisionner de 1,5 million de livres supplémentaires de bœuf certifié par la TRCBD,
- En décembre 2021, Loblaw a ajouté un engagement supplémentaire en matière d'approvisionnement, afin de tripler le premier million de livres déjà acheté en 2020, en partenariat avec le Programme de bœuf nourri au maïs de l'Ontario, d'ici 2023.

La demande des consommateurs en matière de durabilité n'a jamais été aussi forte, et c'est le moment idéal pour les producteurs de bœuf de saisir les occasions offertes par ce programme de certification.

Projets : Démonstration et promotion de la durabilité du bœuf

Une partie du mandat de la TRCBD consiste à communiquer et à coordonner les projets qui contribuent à l'avancement des objectifs de la TRCBD, comme il est indiqué dans la Stratégie nationale sur la durabilité du bœuf. Le pilier de nos projets vise à bâtir une communauté plus forte et plus unie en matière de durabilité du bœuf en faisant mieux connaître la production de bœuf durable dans les domaines clés suivants:



Harmoniser les initiatives avec les objectifs de la stratégie de durabilité



Établir un lien entre ce qui était fait par d'autres au moyen d'un inventaire en ligne



Collaborer avec d'autres qui effectuent un travail semblable



Communication au moyen d'un sondage annuel sur le projet

Six nouveaux projets ont été ajoutés à notre inventaire de projets en ligne en 2021.

Communication de la durabilité du bœuf

Les communications et le marketing ont continué d'être essentiels à notre succès en 2021.

La TRCBD continue de tirer parti de la conversation sur la durabilité du bœuf avec nos membres, les intervenants et un public grâce aux histoires des producteurs de bœuf canadiens. L'engagement dans tous nos canaux de médias sociaux s'est accru et l'exploitation du contenu vidéo a été un grand succès. Notre [site Web Beef for the Planet](#) axé sur les consommateurs est un outil éducatif clé pour nos partenaires de la vente au détail et des services alimentaires avec leurs équipes internes, et un excellent appel à l'action pour les canaux de médias sociaux et les campagnes. La sensibilisation de la TRCBD continue de croître, et nous voyons de plus en plus d'occasions de raconter notre histoire dans les médias.

Les partenariats continuent de jouer un rôle de premier plan dans notre impact marketing, tant par le biais des partenaires du cadre de certification que par la collaboration avec des groupes tels que l'Engagement du public et des intervenants (EPI) de l'ACEB et nos ONG partenaires.

- La campagne "Cooking by Degrees" était un partenariat entre le CRBB, Bœuf Canada et EPI. Elle a donné lieu à

une série de 16 articles dans le Toronto Star, qui mettaient en relation les chefs et les histoires de durabilité des producteurs de bœuf.

- La Journée canadienne de l'agriculture a présenté des messages télévisés à travers l'Ontario mettant en vedette la productrice de bœuf Sandra Vos et son histoire d'intendance de l'environnement et du rôle des bovins dans la biodiversité.
- La campagne FoodScape de Canadian Better Living avec Rick Campanelli était une campagne en deux parties soulignant la coopération entre les producteurs de bœuf et les groupes de conservation pour la conservation des prairies canadiennes, et ce que la durabilité signifie pour le bœuf canadien. Créée en partenariat avec EPI, Canards Illimités Canada et Conservation de la nature Canada.

Soyez à l'affût d'une mise à jour du site Web crsb.ca cet automne qui aidera à montrer notre impact et à raconter l'histoire de la durabilité du bœuf ici au Canada, la poursuite des travaux sur la mise en œuvre de nos objectifs pour 2030 et la mise à jour de plusieurs de nos champs de travail.

Pour en savoir plus, consultez notre [Rapport annuel 2021](#).

Principales réalisations en 2021 :

Lancement de la prochaine Évaluation nationale de la durabilité du bœuf avec un sondage auprès des producteurs de bœuf. Au total, 315 enquêtes ont été réalisées.

Collaboration avec les conseillers canadiens en matière de bœuf pour élaborer et lancer les objectifs de l'industrie canadienne du bœuf pour 2030.

Soutien des objectifs 2030 de la Table ronde mondiale pour le bœuf durable (TRMBD) et de la Conférence mondiale sur la durabilité du bœuf.

Le Cadre du bœuf durable certifié continue de croître; cinq nouvelles entreprises s'approvisionnent maintenant auprès de fermes et de ranchs certifiés par la TRCBD, et 7,4 millions de livres de bœuf proviennent d'exploitations certifiées par la TRCBD. Un examen et une mise à jour du Cadre ont été amorcés, avec des consultations auprès des intervenants et des analyses comparatives avec d'autres programmes et normes.

Réalisation de trois campagnes de marketing auprès des consommateurs axées sur la durabilité.



Mobilisation du public et des intervenants

Dans le cadre des piliers de la connectivité et de la demande de bœuf de la Stratégie nationale pour le bœuf

La gestion des enjeux demeure au cœur du programme de mobilisation du public et des intervenants (MPI). Des lettres à la rédaction, des corrections et des communications directes aux journalistes ont été rédigées sur divers sujets, mais surtout sur l'empreinte environnementale de l'industrie canadienne du bœuf. Des lettres ont été publiées dans des journaux nationaux et régionaux, du National Post au Globe and Mail et plus encore. Un article d'opinion sur les conséquences de la réduction de la consommation de bœuf a été rédigé par l'équipe de MPI et rédigé par Anne Wasko de la Table ronde canadienne sur le bœuf durable (TRCBD), en réponse à l'annonce d'Epicurious en avril. L'article a été publié dans plus de neuf publications imprimées et en ligne, ce qui a permis d'atteindre environ cinq millions de Canadiens.

Une stratégie globale a été créée après l'annonce du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (SNUSA) pour septembre 2021. Alors que l'objectif initial du Sommet était de lutter contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans le Sud, les intérêts privés ont rapidement transformé toute une piste d'action en promotion des aliments à base de plantes et en encouragement à la réduction de la consommation de viande dans les pays développés. L'Association canadienne

des éleveurs de bovins (ACEB), avec l'aide de la TRCBD et de Conservation de la nature Canada avec l'aide de MPI, a présenté une série de dialogues indépendants soulignant comment le bétail contribue à la production positive de la nature et à la nutrition humaine. À la suite des efforts déployés à l'échelle nationale et internationale, aucun pays ne s'est engagé à réduire la consommation de viande et a créé et renforcé des partenariats au sein des industries mondiales de l'élevage.

Pour veiller à ce que nos principaux porte-parole de l'industrie soient bien préparés à interagir positivement avec les médias, une formation accrue a été un effort clé cette année. L'encadrement a été assuré par Crystal MacKay de Loft 32, une firme de communications spécialisée en agriculture. Il y a eu plusieurs séances auxquelles ont participé le personnel et les membres du conseil d'administration de l'ACEB. En collaboration avec le Young Cattlemen's Council et les partenaires provinciaux, plus de vingt jeunes producteurs ont également assisté à la formation, veillant à ce que la prochaine génération soit prête à saisir les occasions médiatiques dans la mesure du possible.

Dans le cadre de la préparation des enjeux, le Réseau canadien d'experts sur le bœuf a été lancé cette année avec plus de 50 participants initiaux, assurant un répertoire adéquat d'experts sur une variété de sujets. Ces experts en la matière comprennent des éleveurs de bétail, des vétérinaires, des chercheurs, des universitaires, des diététistes et d'autres professionnels de la santé. Les possibilités d'éducation et de formation continues seront essentielles au succès de ce groupe, la première mettant en vedette le Dr Tim McAllister sur les réalités des protéines cellulaires.

La création et la mise à jour d'outils et de ressources sont également importantes pour le succès des experts de l'industrie, des porte-parole et des autres personnes investies dans la défense du bœuf. Content Corral, la plateforme en ligne de contenu de défense du bœuf conçue pour les médias sociaux, continue de se développer. De janvier à décembre 2021, 200 éléments de contenu ont été partagés en ligne, ce qui a donné lieu à 7 500 interactions (des "j'aime", des "retweets", des partages et des commentaires) et une valeur médiatique acquise de 14 500 dollars. Les fiches d'information sur l'industrie ont été mises à jour pour inclure davantage d'éléments visuels et de nouvelles fiches ont été créées sur l'agriculture régénérative, les protéines cellulaires, etc.

Le programme [Beef Advocacy Canada \(BAC\)](#) a fait l'objet d'une mise à jour complète et est maintenant offert gratuitement à tous les participants intéressés. BAC offre l'occasion d'apprendre les pratiques exemplaires en discutant de la façon dont les bovins de boucherie sont élevés et des avantages environnementaux des bovins, au moyen de modules courts et intéressants. L'engagement de temps pour l'ensemble du programme est de deux à trois heures en moyenne et les participants reçoivent un certificat à la fin. BAC convient bien aux projets des 4-H de niveau senior, aux clubs de sciences animales et à d'autres partenaires de l'industrie qui cherchent à interagir avec le public grâce à des présentations de plaidoyer personnalisées également disponibles pour les groupes intéressés.

Les recherches menées cette année auprès des consommateurs ont porté sur le rôle des bovins dans le réacheminement du gaspillage alimentaire et sur la façon dont cela change la perception du public à l'égard de l'industrie du bœuf. [Dans l'ensemble, les participants, représentatifs de la population canadienne, appuyaient fortement](#) le fait que les bovins jouent ce rôle et il a été démontré qu'il améliore les perceptions de l'industrie. Lorsqu'on leur a demandé de classer deux avantages différents de l'élevage du bœuf canadien, soit la préservation des prairies indigènes ou la réduction du gaspillage alimentaire, la plupart des participants (76 %) ont choisi le gaspillage alimentaire. Cela démontre le potentiel d'accroître le sentiment positif à l'égard des pratiques de production de bœuf et de l'empreinte environnementale de l'industrie.

Pour célébrer le Jour de l'agriculture canadienne en février, MPI s'est associé à la Great Western Brewing Company et à Original 16 Beer pour offrir un événement exclusif intitulé [«<< Ballads, Brews and Moos >>»](#). Organisé par Brad Wall, l'événement comprenait une projection de Gardiens des prairies et s'est terminé par une performance de Colter Wall, attirant plus de 5000 participants en direct. MPI s'est également associé à la TRCBD, à l'éleveuse de bovins Sandra Vos et à la diététiste Carol Harrison dans des segments télévisés pour promouvoir la durabilité de la production bovine. Dans l'ensemble, les [segments de l'émission du matin](#) ont été diffusés dans d'importants marchés cibles comme Kingston, Waterloo et Hamilton, en Ontario, avec un auditoire estimé à plus de 800 000.

Aux côtés de Bœuf Canada, le programme de MPI a participé à une [insertion de deux pages au National Post en mai](#). Le contenu était axé sur les grands thèmes du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, faisant la promotion du bœuf comme aliment de base pour les Canadiens et du rôle vital que jouent les bovins dans les solutions climatiques fondées sur la nature. Les deux imprimés ont été distribués à plus de 1,2 million de Canadiens

et comprenaient une composante publicitaire numérique réussie.

[Gardiens des prairies](#) a été lancé publiquement en mai dans le cadre d'un [événement en ligne mettant en vedette](#) des panélistes de Canards Illimités Canada, de Conservation de la nature Canada, des Nations Unies et un producteur primaire. La couverture médiatique du lancement a été de plus d'un million atteints par exemplaires imprimés et de plus de quatre millions atteints par les médias sociaux. En décembre, le documentaire a été visionné plus de 180 000 fois sur [Facebook](#) et [YouTube](#). De plus, grâce à un partenariat avec la Fondation canadienne des éleveurs de bovins, [Gardiens des prairies en classe](#), une série d'activités en classe et un guide de l'enseignant ont été publiés par Agriculture en classe Canada.

Pour l'exercice 2021-2022, MPI fonctionnera avec un budget de 900 000 \$, dont 225 000 \$ seront alloués à Bœuf Canada et les 675 000 \$ restants seront administrés par l'entremise de l'ACEB, sous la supervision du gestionnaire de MPI.



Principales réalisations en 2021 :

Gardiens des prairies, lancé publiquement en mai, a été visionné plus de 180 000 fois sur Facebook et YouTube.

Un programme entièrement mis à jour de Beef Advocacy Canada, lancé en octobre, qui offre des modules courts et intéressants sur les pratiques exemplaires en matière de communication au public.

Un éditorial d'opinion, rédigé par MPI et rédigé par Anne Wasko de la TRCBD, a été imprimé dans 9 publications à travers le Canada et a une portée estimée à 5 millions de Canadiens.





Verified Beef Production Plus (VBP+) continuera de mettre l'accent sur la valeur ajoutée avec les deux volets d'activité, la certification et la formation des producteurs.

Par l'entremise de l'entreprise indépendante VBP+ Delivery Services Inc. (VBP+ Inc.), des services de certification sont offerts à chaque producteur de bœuf, vache/veau, bovin semi- fini ou parc d'engraissement, dans toutes les provinces, sauf les provinces Maritimes. On prévoit que des ententes seront conclues avec ces provinces cette année. La certification des producteurs de langue française sera assurée dans le cadre d'une entente avec Les Producteurs de bovins du Québec.

VBP+ inc. est en train de former de nouveaux vérificateurs en Ontario, au Québec, en Saskatchewan et au Manitoba. Les travaux se poursuivent en vue de l'élaboration d'outils de formation en ligne pour les vérificateurs afin d'intégrer efficacement les nouveaux vérificateurs dans les domaines où ils sont nécessaires.

VBP+ a également continué d'explorer des façons d'offrir aux producteurs la reconnaissance/vérification aux marchés différenciés au moyen d'un processus de certification unique. Une nouvelle activité ajoutée au projet Agri-Assurance d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) explorera les voies d'accréditation des organismes de certification,

comme VBP+ Inc., pour obtenir la certification au programme sans stimulants de croissance pour l'Union européenne. Un projet pilote est en cours d'élaboration en collaboration avec l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) afin de réaliser des vérifications au cours de l'année 2022-2023.

Cette année, VBP+ a mis l'accent sur une plateforme de formation améliorée pour les producteurs. La nouvelle formation englobe tous les secteurs de production et les ressources pour que les producteurs réussissent à obtenir la certification ainsi que les voies d'amélioration continue, y compris l'autoévaluation des critères de vérification. Le nouveau portail des producteurs, qui sera également publié plus tard cette année, permettra aux producteurs de gérer eux-mêmes les renouvellements annuels (auto-déclarations et évaluations des dossiers) ainsi que la formation suivie.

La partie formation du nouveau portail saisira non seulement la formation produite par VBP+, mais elle permettra également aux producteurs de consigner d'autres formations qu'ils ont suivies dans les domaines qu'ils jugent utiles pour leur exploitation, y compris la formation propre à une région. Cela permet non seulement aux producteurs de démontrer leur propre engagement à l'égard de l'amélioration continue, mais aussi de fournir des données à l'industrie pour démontrer la valeur de la formation des producteurs, surtout en ce qui concerne le changement des pratiques de gestion.

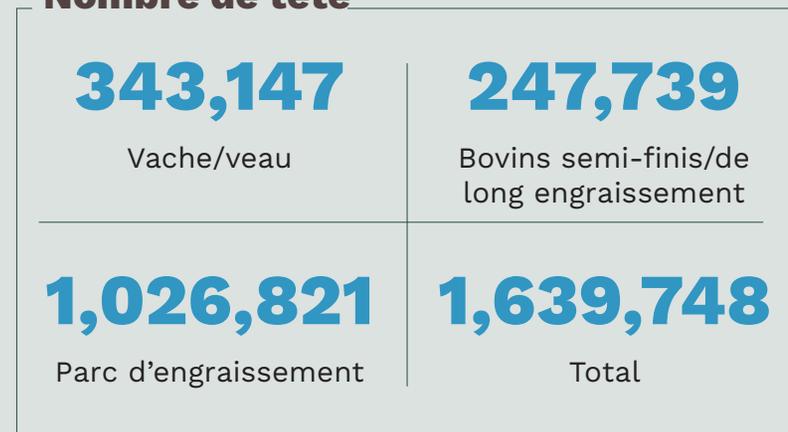
Une modification au projet Agri-Assurance d'AAC, CAP-AAPN-010 en 2021, a ajouté une activité de validation de la technologie et de la méthodologie de vérification à distance. Cette activité, bien qu'elle soit une réponse directe à la pandémie de COVID-19, pourrait avoir une valeur pour les activités de certification continues. Si une méthodologie à distance ou virtuelle peut être validée et acceptée par les intervenants, comme la Table ronde canadienne sur le bœuf durable (TRCBD), alors il est possible d'intégrer une vérification à la ferme dans un cycle de vérification quinquennal (pas spécifiquement la première année). Cela permet à VBP+ Inc. d'être plus efficace dans le regroupement des vérifications des producteurs et l'utilisation plus efficace des ressources des vérificateurs. Le projet comprend également l'élaboration de guides à l'intention des producteurs et des vérificateurs. La méthodologie et les lignes directrices seront communiquées à d'autres produits.

Les travaux se poursuivent en vue d'un examen technique du plan d'analyse des risques et de maîtrise des points critiques (ARMPC) de la salubrité alimentaire à la ferme (OFFS) et des recommandations des producteurs. Le plan HACCP doit faire l'objet d'un examen approfondi, qui comprendra des rapports connus et documentés sur la salubrité alimentaire provenant du secteur du bœuf. Un entrepreneur ayant une connaissance approfondie des dangers et de la recherche en matière de sécurité alimentaire a été choisi pour effectuer une analyse documentaire approfondie qui éclairera l'examen du plan HACCP, qui sera effectué par l'entremise du comité. Un établissement d'enseignement postsecondaire est en train de réaliser un projet secondaire visant à évaluer la prévalence de l'utilisation d'appareils de distribution de médicaments à distance par les producteurs. Les résultats de ce projet éclaireront l'examen du HACCP et les décisions concernant le développement des ressources des producteurs.

Inscriptions des producteurs en date du 31 décembre 2021



Nombre de tête*



*Nombre de têtes sous gestion d'opérations certifiées VBP+

RAPPORTS DES COMITÉS



Santé et soins des animaux

Membres du comité

Pat Hayes, **co-président**, Miles Wowk, **co-président**, Linda Allison, Ryan Scorgie, Sheila Hillmer, Reg Schellenberg, Mike Duguid, Matt Bowman, Craig McLaughlin, Peter Dixon, Victor Oulton, Kirk Jackson, Kim O'Neil, **CMC**, Rick Wright, **LMAC**, Susan Hamilton, **membre d'office du YCC**, Victor Drury, **membre d'office du YCC**.

L'industrie canadienne du bœuf offre une santé et des normes de soins de classe mondiale à nos animaux. Ce résultat est obtenu grâce aux meilleures pratiques de production recommandées et au respect des règlements provinciaux et fédéraux. Ces efforts ont permis de maintenir l'accès au marché et la confiance des consommateurs dans nos produits dans le monde entier.

Santé animale Canada

Santé animale Canada (SAC) a été créé en 2021 à partir du Conseil national pour la santé et le bien-être des animaux d'élevage. La structure de gouvernance officielle de cette collaboration public-privé sera élaborée en 2022. L'organisation intègre les efforts des intervenants de plusieurs espèces pour protéger la santé des animaux au Canada. SAC s'appuiera sur les solides assises du Canada en matière

de traçabilité du bétail et de prévention, de préparation, d'intervention et de rétablissement efficaces des maladies animales (PPIR).

SAC lancera des projets et mobilisera des experts sur des sujets importants, notamment le bien-être des animaux, les maladies émergentes, la surveillance de la santé animale et l'utilisation et la résistance aux antimicrobiens. En plus de la peste porcine africaine, la création d'une banque de vaccins contre la fièvre aphteuse au Canada est une priorité absolue.

Banque de vaccins contre la fièvre aphteuse (FMDVB)

Une importante éclosion de fièvre aphteuse pourrait avoir une incidence de 65 milliards de dollars canadiens sur le PIB du Canada. Les secteurs canadiens du bétail qui pourraient être

touchés par la fièvre aphteuse contribuent actuellement plus de 62 millions de dollars par année pour la traçabilité et les mesures d'atténuation des maladies animales exotiques.

Outre ces mesures de protection, l'accès rapide aux vaccins pourrait être essentiel pour accélérer le rétablissement de l'état de « pays indemne de la fièvre aphteuse ne pratiquant pas la vaccination » de l'OIE et minimiser les pertes financières.

Dans le pire des cas, on estime que 1,9 à 2,7 millions de doses de vaccin pourraient être nécessaires. Le Canada, ainsi que les États-Unis et le Mexique, participent à la banque nord-américaine de vaccins contre la fièvre aphteuse, qui garantit l'accès à 330 000 doses. En 2020, les États-Unis ont investi 27,1 M\$ dans une banque de vaccins réservée aux États-Unis. Étant donné le risque catastrophique connu d'une épidémie de fièvre aphteuse au Canada, l'ACEB a fait pression sur le gouvernement du Canada pour qu'il établisse une banque canadienne de vaccins contre la fièvre aphteuse. Des discussions formelles entre l'ACEB, l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA), Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) et d'autres groupes d'espèces touchées ont été lancées à l'automne 2020. En partenariat avec Santé animale Canada, l'ACEB recommande que la banque de vaccins contre la fièvre aphteuse dispose de 30 millions de doses, soit 2,5 millions de doses de chacun des 12 concentrés de vaccins contre la fièvre aphteuse, pour un coût annuel estimé à 3,2 M\$ CAN.

Statut de risque négligeable pour l'ESB

Le Canada a obtenu de l'OIE le statut de risque négligeable pour l'ESB le 27 mai 2021. Cette réalisation importante est le fruit d'un effort de collaboration très fructueux entre le gouvernement (ACIA) et les intervenants de l'industrie. Les efforts se concentrent maintenant sur les priorités postérieures au risque négligeable, notamment l'élimination de tous les obstacles commerciaux restants associés à

l'ESB, les exigences américaines en matière de ségrégation pour les bovins canadiens destinés au marché de la Corée du Sud, l'élimination des exigences supplémentaires pour les exportations de bovins d'engraissement vers les États-Unis et l'alignement des exigences en matière de retrait des matières à risque spécifiées (MRS) sur celles de nos principaux concurrents.

Évaluation de la MRS

En s'appuyant sur le succès de la soumission de l'OIE, l'ACEB et l'ACIA ont mis sur pied un groupe de travail pour examiner le retrait des MRS du Canada. L'objectif de l'industrie est d'aligner les protocoles canadiens et américains sur les MRS en se concentrant sur les comparaisons entre les protocoles américains et canadiens, les considérations de santé publique et animale, la modélisation des risques et les répercussions sur le commerce international.

Plan d'intervention pour la gestion des urgences en santé animale (AHM)

L'ACEB travaille étroitement avec le projet de gestion des urgences en santé animale. Les résultats du projet comprennent des protocoles, des formations, des manuels pour les producteurs et des plans d'association industrielle. Les protocoles visent la gestion efficace d'une épidémie grave de maladie animale ou d'autres urgences, y compris les pandémies humaines. Les plans d'urgence en matière de santé animale au niveau des associations et les manuels destinés aux producteurs fournissent des informations concises et des conseils sur les rôles et les responsabilités. Les efforts spécifiques comprennent un programme de formation continue pour la reconnaissance et la réponse aux maladies animales étrangères (MAE) pour les vétérinaires en exercice, en collaboration avec l'ACIA et en impliquant des groupes tels que les groupes de vétérinaires nationaux, provinciaux et spécifiques aux espèces.

Traçabilité

La pandémie de COVID-19 en cours et les élections fédérales de 2021 ont retardé la publication du projet de règlement sur la traçabilité. L'ACIA prévoit maintenant que le règlement sera publié au CG1 au plus tôt à la mi-2022.

L'ACEB s'est engagée, avec ses organisations affiliées, à mettre en œuvre la traçabilité du bétail d'une manière rentable et efficace sans entraver le commerce. L'ACEB est membre du Comité de mise en œuvre de la réglementation dirigé par l'ACIA et a travaillé activement avec l'ACIA pour s'assurer que les règlements respectent le Plan de mise en œuvre pour l'industrie du bétail soutenu par l'industrie et que les définitions contenues dans les règlements reflètent fidèlement les attentes de l'industrie.

Transport du bétail

La période de transition de deux ans pour l'application de la réglementation modifiée sur le transport des animaux se termine le 20 février 2022. Trois modifications sont particulièrement remarquables. Premièrement, la durée maximale sans nourriture, eau potable et repos est de 12 heures pour les veaux trop jeunes pour être nourris au foin ou au grain ou les animaux compromis et de 36 heures pour les autres ruminants. Deuxièmement, les transporteurs commerciaux doivent fournir aux destinataires aux postes d'abattage et de rassemblement des documents relatifs au transfert des soins. Un modèle est disponible auprès de VBP+. Enfin, la durée de repos après un transport maximal est de 8 heures.

Les résultats actuels du Canada pour les bovins transportés sont très solides. Des recherches récentes financées par AAC et le Conseil de recherche sur les bovins de boucherie (CRBB) ont fourni des preuves quantifiées des facteurs de stress associés au déchargement et au rechargement des bovins et de la durée des haltes dans le contexte des

pratiques de l'industrie comme le conditionnement et le mélange. Deux essais de recherche publiés dans le cadre du projet démontrent que les périodes de repos ne procurent pas d'avantages constants en matière de santé ou de bien-être aux veaux transportés. L'essai final du projet sur les intervalles de transport plus longs et l'effet de la durée des haltes devrait être disponible à la fin du printemps 2022. L'ACEB continue de travailler avec le gouvernement pour s'assurer que les règlements reflètent les preuves scientifiques actuelles.

La capacité de l'infrastructure des aires de repos a progressé au cours de l'année écoulée avec la construction d'une nouvelle aire de repos privée près de Kapuskasing, en Ontario.

Principales réalisations en 2021:

Le Canada a obtenu de l'OIE le statut de risque négligeable d'ESB le 27 mai 2021.

Santé animale Canada a été créé en 2021 ; il est issu du Conseil national de la santé et du bien-être des animaux d'élevage et intègre les efforts des parties prenantes de multiples espèces pour préserver la santé animale au Canada.

Politique et réglementation agricoles nationales

Membres du comité

Charlie Christie, **Co-président**, Rob Lipsett, **Co-président**, Ryan Scorgie, Linda Allison, George L'Heureux, Pat Hayes, Lynn Grant, Matthew Atkinson, Tyler Fulton, Jack Chaffe, Matt Bowman, Philippe Alain, Nathan Phinney, Peter Dixon, Rick Wright, **LMAC**, Carley Henniger, **membre d'office du YCC**, Martin Clausen, **membre d'office du YCC**.

Le Comité des politiques et règlements agricoles intérieurs traite des questions réglementaires non liées au commerce, telles que la politique générale du gouvernement, les filets de sécurité et la réglementation des transports. Il fait également des représentations auprès du gouvernement et travaille avec d'autres comités ou groupes sur des questions d'intérêt commun.

Le Comité s'est concentré sur les questions stratégiques nationales prioritaires, y compris les améliorations à l'ensemble de la gestion des risques de l'entreprise, la facilitation du transfert intergénérationnel des fermes et des ranchs et le prochain cadre stratégique.

Gestion des risques de l'entreprise

Agri-stabilité

En mars, les ministres fédéral, provinciaux et territoriaux (FPT) de l'agriculture ont supprimé la limite de la marge de référence du programme (LMR) du programme

rétroactivement à 2020 et ont reporté la date limite d'inscription au 30 juin 2021. Le retrait de la LMR a permis de régler un problème de longue date et de rendre le programme plus équitable.

La ministre fédérale de l'Agriculture, Mme Bibeau, a également proposé de faire passer le taux d'indemnisation de 70 à 80 %. L'Association canadienne des éleveurs de bovins (ACEB) a été déçue que les ministres n'aient pas pu atteindre le consensus nécessaire pour aller de l'avant.

L'amélioration supplémentaire et le relèvement du plafond de 3 M\$ pour les fermes individuelles demeurent une priorité. L'ACEB suit également de près les discussions sur le remplacement éventuel d'Agri-stabilité par un programme fondé sur la marge.

L'ACEB a organisé un webinaire avec MNP pour souligner les changements apportés au programme et les conséquences pour les producteurs.

Agri-relance

La sécheresse extrême de l'été et les incendies de forêt ont créé des pénuries d'aliments et d'eau pour les producteurs de bovins des provinces des Prairies, de la Colombie-Britannique et de l'Ontario.

Le 15 juillet, l'ACEB et ses membres provinciaux ont demandé aux ministres FPT de mettre en œuvre immédiatement des initiatives ciblées d'Agri-relance, des modifications à l'assurance-récolte et l'application générale de la disposition de report de l'impôt pour les éleveurs. La disposition de report de l'impôt a été annoncée le 6 août.

Le 15 août, le gouvernement du Canada a augmenté le financement total d'Agri-relance à 500 M\$ pour faire face aux coûts extraordinaires des producteurs.

- La Colombie-Britannique a annoncé un financement de 20 M\$ de la part des gouvernements fédéral et provincial pour aider les producteurs à faire face aux dépenses extraordinaires qu'ils ont engagées pour l'alimentation, l'abri, la santé et la sécurité des animaux et le transport de leur bétail en raison des incendies de forêt et de la sécheresse.
- L'Alberta a annoncé une initiative de 339 M\$ (136 M\$ pour la province / 203 M\$ de fonds fédéraux). Elle prévoit un paiement initial de 94 \$ par tête pour les animaux reproducteurs et un paiement supplémentaire de 106 \$ par tête disponible plus tard en 2021.
- En Saskatchewan, 297 M\$ (119 M\$ pour la province et 178 M\$ pour le gouvernement fédéral) ont été accordés. Le programme prévoyait un paiement de 200 \$ par tête pour aider à maintenir le stock de reproduction, avec un paiement initial de 100 \$ et un paiement secondaire de 100 \$ à la fin de 2021.
- Le programme du Manitoba a totalisé 155 M\$ (62 M\$ en

financement provincial / 93 M\$ en financement fédéral). Il comprenait un soutien pour l'aide à l'alimentation, le transport des aliments pour animaux, le transport du bétail et un programme de reconstitution des troupeaux.

- L'initiative de 12,5 M\$ de l'Ontario (5 M\$ de fonds provinciaux et 7,5 M\$ de fonds fédéraux) couvre les coûts d'achat d'aliments, de transport des aliments et d'eau, le transport des animaux vers les lieux d'alimentation, les clôtures temporaires et autres coûts extraordinaires liés à la sécheresse. Les coûts sont estimés à 200 \$ par tête.

L'ACEB a apprécié le déploiement rapide des initiatives d'Agri-relance. L'ACEB travaillera avec ses partenaires provinciaux pour préconiser des solutions potentielles si d'autres problèmes liés à la sécheresse sont identifiés.

Agri-assurance

L'amélioration de l'assurance fourrage couvrant les pâturages indigènes et cultivés, ainsi que le foin cultivé, est demeurée une discussion importante. La deuxième année d'un projet de trois ans parrainé par l'ACEB pour permettre une utilisation plus complète de l'imagerie satellitaire dans l'évaluation des rendements a été achevée. Une méthodologie améliorée pour mesurer la production de fourrage au niveau de l'exploitation permettra la mise en œuvre d'un produit d'assurance utile.

Loi C-208

La loi C-208, *Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu* (transfert d'une petite entreprise ou d'une société agricole ou de pêche) a reçu la sanction royale. La législation crée des conditions fiscales plus équitables pour les agriculteurs et les éleveurs qui souhaitent transférer leur entreprise au sein de leur famille.

Le député Larry Maguire a proposé le projet de loi d'initiative parlementaire. L'ACEB a été très active en exprimant son soutien à tous les parlementaires et en encourageant les

sénateurs à adopter le projet de loi C-208 avant le congé d'été.

Le 19 juillet, la ministre des Finances a confirmé que le projet de loi C-208 était en vigueur. Toutefois, la ministre Freeland a indiqué que le gouvernement apportera des modifications à la Loi de l'impôt sur le revenu afin de se prémunir contre toute échappatoire involontaire en matière d'évitement fiscal qui pourrait avoir été créée.

On ne s'attend pas à ce que les modifications proposées soient rétroactives. L'ACEB analysera de près les propositions qui seront présentées.

Prochain cadre politique

Les consultations nationales ont débuté en juin sur le prochain cadre stratégique (PCS). Ce cadre quinquennal (2023-2028) remplacera le Partenariat canadien pour l'agriculture qui se terminera le 31 mars 2023.

En septembre, dans *l'Énoncé de Guelph*, les ministres FPT ont exposé les priorités du cadre :

- la lutte contre le changement climatique et la protection de l'environnement pour soutenir la réduction des émissions de gaz à effet de serre.
- des investissements continus et ciblés dans la science, la recherche et l'innovation.

- soutenir l'agriculture durable et la croissance économique en créant les conditions permettant aux entreprises canadiennes de relever les défis changeants du marché national et mondial interconnecté.
- renforcer la capacité et la croissance du secteur en réalisant le potentiel des produits agroalimentaires et des agri-produits à valeur ajoutée.
- renforcer la résilience afin d'anticiper, d'atténuer et de répondre aux risques, y compris un ensemble solide de programmes de gestion des risques de l'entreprise.

L'ACEB a soumis un document de position décrivant ses priorités, lesquelles comprennent la programmation de la recherche, l'amélioration de l'ensemble de la GRE, la conception du programme d'assurance et d'accès aux marchés, et la programmation de l'environnement et de la durabilité.

L'ACEB s'attend à ce que les producteurs de bovins aient amplement l'occasion de donner leur avis sur les priorités du PCS. Le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire a ouvert un portail de consultation et tiendra des séances d'engagement thématiques pour connaître les priorités de l'industrie. L'ACEB renforcera ces priorités dans le cadre de son programme de défense des intérêts.

Principales réalisations en 2021:

Les ministres FPT ont supprimé la limite de la marge de référence d'Agri-stabilité.

À la suite de la sécheresse et des feux de forêt dévastateurs de l'été, le gouvernement du Canada a augmenté le financement total d'Agri-relance à 500 M\$ pour faire face aux coûts extraordinaires des producteurs.

La Loi C-208, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu, est entrée en vigueur, ce qui profitera aux agriculteurs et aux éleveurs qui souhaitent transférer leur entreprise au sein de leur famille.

Environnement

Membres du comité

Duane Thompson, **Co-président**, Craig McLaughlin, **Co-président**, George L'Heureux, Doug Sawyer, Miles Wowk, Ryan Beierbach, Lynn Grant, Mike Duguid, Victor Oulton, Amie Peck, **membre d'office de l'engagement du public et des intervenants**, Holly Sparrow, **membre d'office du YCC**, Laura Plett, **membre d'office du YVC**.

Dans le dossier de l'environnement de l'Association canadienne des éleveurs de bovins (ACEB), beaucoup de choses se sont passées au cours de la dernière année. La pandémie a posé quelques défis, mais ceux-ci ont été largement surmontés en utilisant des solutions de communications virtuelles. En ce qui concerne les politiques liées à l'environnement, il y a eu quelques victoires, mais il reste des défis et des frustrations quant au rythme de l'élaboration et du déploiement de la réglementation.



L'anniversaire d'argent du prix de l'intendance environnementale (TESA)

Cette année a marqué le 25e anniversaire de TESA et, malgré l'absence de réunions en personne, le résultat a été

très réussi et largement couvert par divers médias nationaux et internationaux. L'objectif reste de présenter des histoires vraies de producteurs de bœuf canadiens qui se concentrent sur la protection et l'amélioration de l'environnement de travail de leur ferme et de leur ranch.

Félicitations au récipiendaire de cette année - la ferme familiale Manning de Falmouth, en Nouvelle-Écosse, qui

est un chef de file dans sa communauté et dans le secteur du bœuf en général grâce à ses efforts de sensibilisation du grand public et à sa politique de porte ouverte pour éduquer les consommateurs désireux d'en savoir plus sur la façon dont les bovins sont élevés en harmonie avec l'environnement.

Consultations sur l'élaboration de la réglementation en lien avec la Loi sur les pêches

Les consultations avec le ministère des Pêches et des Océans (MPO) sur l'élaboration de règlements et de codes de pratique en lien avec la Loi sur les pêches modernisée, qui est entrée en vigueur il y a plus de deux ans, se sont poursuivies jusqu'en 2021.

Cela dit, le processus s'est arrêté au début de l'été. Récemment, le personnel de l'ACEB et le président Lowe ont rencontré le sous-ministre et le sous-ministre délégué ainsi que des hauts fonctionnaires du MPO, ainsi que plusieurs organismes de gestion des ressources, pour leur faire part de leurs préoccupations concernant le retard important dans la mise en place de ces codes et du règlement sur les travaux prescrits et l'eau (TPE).

L'ACEB a soumis des commentaires et des recommandations importants sur plusieurs aspects des règlements et des

codes de pratique provisoires. Des préoccupations subsistent quant à la capacité du MPO de répondre aux demandes d'examen et d'autorisation de projets en attendant la mise en place de la réglementation. Jusqu'à ce que cela se produise, la recommandation actuelle concernant les projets pour lesquels les agriculteurs et les éleveurs pensent pouvoir avoir un impact sur le poisson et son habitat est de contacter leur bureau régional du MPO pour obtenir des conseils et éventuellement un examen pour savoir s'ils ont besoin d'une autorisation pour un projet particulier.

Une deuxième vague de consultations a été annoncée récemment, pour l'hiver/printemps et l'automne 2022. Les sujets abordés comprennent l'élaboration du règlement sur les travaux prescrits et l'eau, la révision et l'ajout de nouveaux codes, mais aussi la définition exacte de l'expression " mort du poisson ", les effets cumulatifs sur le poisson et son habitat et les zones d'importance écologique, entre autres. Le processus d'élaboration du règlement devrait se terminer en 2023, mais le MPO souhaite que les codes de pratique soient finalisés et en vigueur d'ici la fin mars 2022.

Ordonnance sur les travaux mineurs du programme de protection de la navigation

L'ACEB a réussi à obtenir des exemptions en vertu de la Loi sur les eaux navigables du Canada modernisée - Ordonnance sur les travaux mineurs du Programme de protection de la navigation. Un travail mineur est un travail ou une activité qui interfère légèrement avec la navigation sur les eaux navigables. L'ACEB avait fait des soumissions et des recommandations sur les ajouts souhaités à l'ordonnance sur les travaux mineurs lors des consultations.

Les franchissements de cours d'eau et les équipements scientifiques, comme les moniteurs de débit, ont été ajoutés à la liste. Les canaux et fossés d'irrigation sont exemptés. Les franchissements de cours d'eau comprennent les ponts à travée unique, les ponceaux à fond ouvert et

autres structures similaires. Des inquiétudes subsistent quant à l'interprétation par le public des eaux navigables, en particulier des eaux secondaires sur les terres agricoles, et aux conflits potentiels liés à l'intrusion; l'ordonnance modifiée sur les travaux mineurs ne répond pas à ces inquiétudes persistantes.

Projet de partenariat relatif aux espèces en péril présentes sur les terres agricoles

Le projet de partenariat relatif aux espèces en péril présentes sur les terres agricoles (SARPAL), financé par Environnement et Changement climatique Canada (ECCC), est en bonne voie. Un aspect important du projet consiste à élaborer et à offrir une option de servitude de conservation pour les producteurs ayant un habitat essentiel du tétras des armoises sur leurs terres privées. L'ACEB s'est associée à la Southern Alberta Land Trust Society et à l'Alberta Conservation Association pour définir la portée et le développement de l'option et pour s'engager avec les propriétaires fonciers dans la zone du projet dans le coin sud-est de l'Alberta. Ce groupe de travail se réunit aussi régulièrement avec la Saskatchewan Stock Growers Association et sa Fondation, qui travaillent également sur une approche de servitude de conservation pour le sud-ouest de la Saskatchewan grâce au financement du SARPAL, afin d'assurer la synchronisation et d'élaborer en fin de compte un document d'orientation pour la servitude de conservation dans la région des prairies.

De plus, dans le cadre du projet SARPAL, MultiSAR et Cows & Fish travaillent avec les éleveurs de la zone du projet sur des actions et des stratégies de protection et d'amélioration de l'habitat du Tétras des armoises, similaires à celles de la première initiative SARPAL de 5 ans qui s'est terminée l'année dernière. Cependant, cette fois-ci, l'accent est mis sur le Tétras des armoises plutôt que sur une approche multi-espèces. Ce travail comprend des évaluations des zones riveraines et de l'habitat, la cartographie et l'évaluation de

l'habitat, le pâturage, l'eau et les stratégies de clôture, etc.

Changement climatique

L'ACEB continue de travailler pour que le secteur bovin soit reconnu comme un élément clé de la solution dans la lutte contre le changement climatique. Le travail prioritaire comprend l'amélioration de la capacité des agriculteurs et des éleveurs à participer et à bénéficier des investissements dans les solutions climatiques naturelles et les marchés du carbone. L'ACEB a été heureuse de constater que les aliments pour le bétail et le carbone du sol sont tous deux inclus dans la première phase de développement du protocole fédéral de compensation des gaz à effet de serre (GES). L'ACEB a également continué de s'opposer à des politiques climatiques malavisées, comme la Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre, qui exempt une partie mais pas la totalité de l'utilisation de carburant à la ferme. L'ACEB a été heureuse de voir le projet de loi C-234, Loi modifiant la Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre, déposé à la Chambre des communes au début de 2022 en tant que projet de loi d'initiative parlementaire, qui élargira la définition de la machinerie agricole admissible et étendra l'exemption pour le carburant agricole admissible au gaz naturel commercialisable et au propane. Ce projet de loi s'appuie sur les projets de loi précédents qui ont été fortement soutenus mais qui n'ont pas pu franchir le processus législatif avant l'élection d'automne. L'ACEB et les membres de l'Alliance pour le carbone agricole continueront de défendre le projet de loi C-234 à mesure qu'il progresse dans le processus législatif et encouragent tous les membres du Parlement à faire avancer ce projet de loi.

L'ACEB a été heureuse de constater que dans la Mise à jour économique et financière de l'automne, le gouvernement du Canada s'est engagé à remettre le produit de la taxe sur le carburant sous forme de crédit d'impôt. Cependant, l'ACEB préfère les exemptions directes qui seraient accordées par le

projet de loi C-234.

La COP 26 et l'engagement mondial sur le méthane

Fawn Jackson de l'ACEB était à la COP26, la conférence des Nations Unies sur les changements climatiques de 2021 à Glasgow. Fawn, ainsi que d'autres intervenants de l'industrie, Elizabeth Nsimadala de l'Association panafricaine des agriculteurs et Minnette Batters de l'Union nationale des agriculteurs du Royaume-Uni, ont présenté le rôle que l'agriculture peut jouer dans les solutions au changement climatique.

Au cours de l'événement, d'autres signataires se sont joints à l'Engagement mondial sur le méthane déjà établi, auquel le Canada s'était joint le 11 octobre 2021. Le Canada s'est joint aux États-Unis et à l'Union européenne qui, le 17 septembre 2021, avaient lancé l'engagement mondial de réduire d'ici 2030 les émissions de méthane d'au moins 30 % par rapport aux niveaux de 2020 et de mettre en œuvre des mesures nationales connexes. L'ACEB a été heureuse de constater que les engagements en matière d'agriculture sont restés dans le domaine de la recherche, de l'innovation et de l'application des meilleures pratiques.

Perspectives pour 2022

Le gouvernement fédéral s'est engagé à moderniser la Loi sur les ressources en eau du Canada, qui a maintenant 50 ans, et ce processus est important pour les éleveurs de bovins et les agriculteurs à travers le Canada, c'est pourquoi l'ACEB restera engagée dans ce processus. Parallèlement, le gouvernement financera et mobilisera entièrement l'Agence canadienne de l'eau.

Nous surveillerons également les mesures gouvernementales liées à d'autres lois et règlements, notamment le renforcement de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement, la Loi sur les produits antiparasitaires et le Plan d'action pour l'eau douce.

L'ACEB continuera également à surveiller et à s'engager dans le processus de développement du Cadre mondial pour la biodiversité dans le cadre du processus après 2020 de la Convention sur la diversité biologique. L'ACEB poursuivra également le dialogue avec les ministères du gouvernement fédéral et les organisations non gouvernementales de l'environnement sur les mesures incitatives relatives à l'utilisation des terres, à la biodiversité et aux solutions climatiques intelligentes, en soulignant que les producteurs de bœuf font partie de la solution au changement climatique.

Notre industrie s'est engagée à **protéger les 1,5 milliards de tonnes** de carbone actuellement stockées sur les terres dont les éleveurs de bovins s'occupent. Nous **séquestrerons également 3,4 millions de tonnes** supplémentaires de carbone et **réduirons l'intensité** des émissions de GES de la production primaire **de 33 %** d'ici 2030.

Principales réalisations en 2021:

L'ACEB a réussi à faire pression pour l'inclusion de structures agricoles spécifiques et d'exemptions de travaux mineurs dans le cadre du programme de protection de la navigation.

Le 25e anniversaire de TESA a été un grand succès et a bénéficié d'une excellente couverture médiatique. Une nouvelle vidéo est maintenant disponible, présentant les récipiendaires de cette année.

L'appui de l'ACEB s'est avéré essentiel pour amener le gouvernement du Canada à appuyer la demande de la Mongolie à l'ONU de déclarer l'Année internationale des parcours et des éleveurs pour 2026. L'ONU prendra sa décision finale lors de son assemblée générale en 2023.



Politique alimentaire

Membres du comité

Cathy Sharp, **Co-présidente**, Kirk Jackson, **Co-président**, Ryan Scorgie, Sheila Hillmer, Kelly Smith-Fraser, Ryan Beierbach, Lynn Grant, Matt Bowman, Nathan Phinney, Charlene Yungblut, **membre d'office du YCC**, Amie Peck, **membre d'office de l'engagement du public et des intervenants**, Joyce Parslow, **membre d'office de Boeuf Canada**.

Le comité de la politique alimentaire de l'Association canadienne des éleveurs de bovins (ACEB) a connu une année charnière en 2021 et a vu se créer une dynamique importante qui lui permettra d'avancer en 2022.

Le Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires (SNUSA) s'est tenu en 2021 - le tout premier. Avant le sommet, il y avait des raisons de s'inquiéter de la façon dont les protéines d'origine animale seraient représentées et discutées au sommet. Plus précisément, l'ACEB voulait s'assurer que le secteur bovin canadien serait bien représenté et qu'il mettrait en valeur son leadership dans les efforts de durabilité, surtout dans le contexte des dialogues croissants sur le changement climatique et l'alimentation. Grâce au leadership du Comité de la politique alimentaire, l'ACEB a organisé, en collaboration avec Conservation de la nature Canada, des dialogues indépendants avant le sommet. L'événement de trois jours a attiré de nombreux intervenants différents, y compris des producteurs, des ONG environnementales, des représentants du gouvernement et plus encore. Les dialogues ont engendré un élan et nous avons vu d'autres groupes d'intervenants organiser également des dialogues, auxquels l'ACEB a participé.

Quelques jours avant le début du SNUSA, l'ACEB a initié une vaste déclaration agroalimentaire canadienne multipartite qui a été applaudie tant par le gouvernement que par l'industrie pour son approche collaborative et avant-gardiste. En plus de la collaboration nationale, l'ACEB a fait partie de partenariats internationaux. Tout au long de l'année 2021, le gouvernement

du Canada a reconnu le leadership collaboratif de l'ACEB, tant au niveau national qu'international. Lors du SNUSA officiel, le bétail canadien a constaté le succès dans un changement de tendance - les gens ne parlaient plus d'éliminer l'agriculture animale mais la voyaient comme une partie durable des systèmes alimentaires internationaux et nationaux. En 2022, l'ACEB continuera de profiter de l'élan créé par nos efforts de l'année dernière et verra le pendule bouger tant sur la scène canadienne qu'internationale pour considérer le bœuf canadien comme durable et bénéfique pour l'environnement - une partie de la solution au changement climatique.

Tandis que le SNUSA a tenu le comité largement occupé pendant la majeure partie de l'année 2021, le comité de la politique alimentaire a poursuivi son travail de suivi des conversations sur les protéines alternatives afin de s'assurer que le bœuf ne soit pas faussement représenté sur le plan nutritionnel ou environnemental. En 2021, l'Agence canadienne d'inspection des aliments a publié son rapport " Ce que nous avons entendu " sur les lignes directrices relatives à la simili-viande - une consultation à laquelle l'ACEB avait participé en 2020, qui a donné lieu à de nombreuses discussions au sein du secteur et qui a finalement mené à une collaboration entre divers secteurs dans le cadre de notre plaidoyer auprès du gouvernement du Canada. À l'aube de 2022, l'ACEB continuera de plaider pour que la définition du bœuf et de la viande ne comprenne que les produits dérivés de bétail réel élevé pour la consommation humaine et, le cas échéant, de collaborer avec d'autres secteurs pour plus d'emphase.

Principales réalisations en 2021:

L'ACEB et Conservation de la nature Canada ont organisé des dialogues indépendants en vue du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et ont fait preuve de leadership et de collaboration auprès de l'industrie et des gouvernements.

L'ACEB a donné le coup d'envoi d'une vaste déclaration agroalimentaire canadienne multipartite en prévision du SNUSA.

Lors de la conférence du SNUSA en septembre, le représentant officiel du Canada a fait l'éloge des pratiques de durabilité du bœuf canadien devant un public international:

« Les éleveurs de bovins canadiens sont des chefs de file mondiaux en matière de production durable de protéines, avec l'un des profils d'émissions de gaz à effet de serre les plus faibles. Grâce à des programmes d'assurance de la durabilité, les éleveurs canadiens démontrent leur engagement à réduire davantage leur empreinte environnementale et à apporter de solides contributions socio-économiques. »

- H.E. Alexandra Bugailiskis
Représentant permanent du Canada auprès de
l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture



Commerce extérieur

Membres du comité

Reg Schellenberg, **co-président**, Doug Sawyer, **co-président**, David Haywood-Farmer, **président sortant**, Ryan Scorgie, Cathy Sharp, Charlie Christie, Kelly Smith-Fraser, Duane Thompson, Ryan Beierbach, Lynn Grant, Tyler Fulton, Rob Lipsett, Jack Chaffe, Philippe Alain, Kim O’Neil, **Conseil des viands du Canada**, Ron Glaser, **Boeuf Canada**, Andrea van Iterson, **YCC d’office**, Sandy Russell, **CCRBB**, Rick Wright, **LMAC**.

L’investissement à long terme dans la défense de l’accès aux marchés continue de porter ses fruits puisque, pour la sixième année consécutive, les exportations ont atteint des valeurs record en 2021. Une autre réalisation importante en matière de commerce international en 2021 a été que le Canada a obtenu le statut de risque négligeable pour l’encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) de l’Organisation mondiale de la santé animale (OIE) en mai 2021. Grâce à ce nouveau statut, l’ACEB travaille de concert avec le gouvernement du Canada pour éliminer les dernières restrictions d’accès au marché de l’ESB. Singapour a été l’un des premiers à reconnaître le nouveau statut du Canada et a supprimé toutes les restrictions connexes en 2021.

Pour l’année à venir, l’ACEB se concentre sur l’obtention d’un accès nouveau et amélioré aux marchés par le biais des négociations de l’Accord de libre-échange Canada-Royaume-Uni (R.-U.), de l’expansion de l’Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP), des négociations de l’ANASE et de l’Accord global et progressif Canada-Indonésie.

Malgré l’arrêt temporaire des exportations de bœuf vers la Chine, les Philippines et la Corée du Sud à la fin de 2021, l’ACEB, de concert avec le gouvernement du Canada, a pu rétablir le commerce avec les Philippines et la Corée du Sud. L’ACEB continuera de collaborer avec le gouvernement du Canada pour rétablir l’accès au marché chinois. Enfin, l’ACEB s’efforce d’améliorer le commerce bilatéral du bœuf avec l’Europe et surveille les engagements environnementaux mondiaux et leur relation avec le commerce du bœuf, et s’efforce de faire en sorte que le bœuf canadien soit reconnu pour ses contributions élevées à l’intendance environnementale au Canada.

Bien que les déplacements aient été limités en 2021 en raison de la COVID-19, l’ACEB a entrepris une mission commerciale en Europe et au Royaume-Uni à l’occasion des réunions des Nations Unies sur le changement climatique à Glasgow. L’ACEB continue de travailler en collaboration avec des intervenants internationaux par l’entremise de l’International Beef Alliance, du Secrétariat international de la viande et de la Table ronde mondiale sur le boeuf durable, entre autres.

Valeur des exportations de bœuf 2021

Pays	Décembre 2021	2021 en % de 2020	% des exportations totales de bœuf
É.-U	3,258,286,494\$	32.6%	72.9%
Japon	447,853,939\$	47.2%	10.0%
Mexique	191,673,757\$	80.5%	4.3%
Hong Kong & Macao	76,487,106\$	-30.1%	1.7%
Chine	193,359,736\$	88.9%	4.3%
Corée du Sud	118,929,455\$	163.9%	2.7%
Taiwan	14,333,769\$	-21.4%	0.3%
UE (excl. R.-U.) (AECG)	23,662,867\$	57.1%	0.5%
R.-U.	7,593,606\$	-57.0%	0.2%
Autres	23,489,496\$	-26.6%	0.5%
Total	5,475,367,221\$	25.5%	100.0%

Aperçu de l'année par région

États-Unis

Le 1er juillet 2021, le ministère de l'Agriculture des États-Unis et la Commission fédérale du commerce (CFC) ont entamé une révision complète de l'étiquette volontaire "Produit des É.-U." des Services d'inspection et de sécurité alimentaire (SISA). Cette révision a pour but de s'assurer que l'étiquette "Produit des É.-U." est compréhensible pour la plupart des consommateurs des États-Unis (É.-U.). Les critiques de cette étiquette font remarquer que les produits qui ne sont que très peu transformés (ou même simplement réemballés) aux États-Unis d'Amérique (USA) peuvent bénéficier d'une étiquette "Produit des États-Unis" et que cette révision est donc nécessaire. L'ACEB suit la progression de cette révision pour s'assurer que les règlements bien intentionnés ne mènent pas à l'obstruction de la nature intégrée de la chaîne d'approvisionnement du bœuf nord-américain. L'ACEB note que le secrétaire Vilsack a déclaré que le ministère de l'Agriculture des États-Unis tiendra compte des commentaires des parties prenantes, y compris des partenaires commerciaux, et travaillera en collaboration pour respecter les obligations commerciales internationales des États-Unis. Une fois que la règle sera publiée, l'ACEB a hâte de l'examiner et de la commenter avec le gouvernement du Canada.

PTPGP

L'ACEB milite activement en faveur de l'élargissement du PTPGP, sous réserve de l'examen des barrières spécifiques à chaque pays et du potentiel pour le commerce du bœuf. Le PTPGP est un accord commercial entre l'Australie, le Brunei, le Canada, le Chili, le Japon, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour et le Vietnam. Comme nous nous attendons à ce que la région asiatique détienne le plus grand potentiel de croissance de la demande au cours des 25 prochaines années, il est prioritaire d'obtenir un meilleur accès aux principaux marchés asiatiques par le biais du PTPGP. L'ACEB s'est réjouie que le Pérou ait ratifié le PTPGP en 2021,

donnant au Canada un accès en franchise de droits aux coupes désossées fraîches et réfrigérées, les autres catégories de bœuf entrant dans une phase de réduction tarifaire de 11 ans.

Le Royaume-Uni a demandé à rejoindre le PTPGP et a été suivi par Taïwan, la Chine et l'Équateur et d'autres pays comme la Corée du Sud ont exprimé un intérêt significatif.

Corée du Sud

Le 19 janvier 2022, la Corée du Sud a levé sa restriction à l'importation de bœuf canadien. L'ACEB est heureuse que la collaboration avec le gouvernement canadien et d'autres intervenants ait permis de rouvrir le marché. À la fin de décembre 2021, la Corée du Sud a temporairement suspendu les importations de bœuf canadien en raison d'un cas isolé d'ESB atypique, le premier en six ans. Le Canada maintient son statut de risque négligeable auprès de l'OIE étant donné qu'il s'agit d'un cas atypique et qu'il se produit de façon aléatoire et sporadique dans le monde. L'ACEB continue d'encourager l'établissement d'une priorité élevée pour la mise à jour du certificat d'exportation avec la Corée du Sud, ce qui permettrait d'harmoniser les exigences canadiennes et américaines en matière d'expédition vers la Corée du Sud et, par conséquent, de supprimer l'exigence américaine de ségrégation des bovins canadiens dans les usines qui exportent vers la Corée du Sud. L'ACEB s'est engagée activement auprès des intervenants pour faire avancer les priorités du Canada et continuera de le faire.

L'ANASE (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) et le commerce Canada-Indonésie

L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) comprend onze acteurs clés de la région, notamment : Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Thaïlande et Vietnam. Les producteurs de bœuf canadiens s'intéressent aux futurs marchés de croissance et se réjouissent de la possibilité d'accroître le commerce avec les pays de l'ANASE qui ne font pas partie du PTPGP,

principalement l'Indonésie, les Philippines et la Thaïlande.

Le Canada a officiellement lancé les négociations d'un accord de partenariat économique global (APEG) avec l'Indonésie le 20 juin 2021. Pendant la période de consultation canadienne, l'ACEB a noté que l'Indonésie est un important marché d'exportation agroalimentaire canadien parmi les pays de l'ANASE qui ne sont pas actuellement signataires du PTPGP. Voici un résumé des priorités de l'ACEB pour d'éventuelles négociations futures:

Levée des droits de douane sur les exportations de bœuf canadien vers la région, levée des restrictions sur les abats et le bœuf non désossé et approbation des certifications halal canadiennes.

Faits en bref:

- Les producteurs de bœuf canadiens exportent environ 50 % du bœuf produit au Canada et ce commerce ajoute une valeur de 775 \$ CAN par animal par rapport à si les producteurs ne pouvaient vendre que sur le marché canadien.
- Les exportations de bœuf canadien vers les Philippines étaient de 1 253 tonnes, d'une valeur de 5,2 M\$, en 2020, mais sont en forte hausse de janvier à septembre 2021, avec 4 145 tonnes d'une valeur de 11,2 M\$.
- La croissance des marchés de l'ANASE serait soutenue par un accord qui éliminerait les droits de douane de 10 % appliqués par les Philippines sur les découpes de muscles, de 5 % sur les foies et de 7 % sur les autres abats.
- La Thaïlande n'est pas actuellement un marché pour le bœuf canadien, mais avec la suppression des droits de douane actuels de 50 % sur le bœuf, la Thaïlande pourrait devenir un futur marché de croissance.

Chine

Comme la Corée du Sud et les Philippines, la Chine a interrompu ses importations de bœuf canadien en raison du cas atypique d'ESB au Canada. Comme la Corée du Sud, les Philippines ont levé leur suspension temporaire des importations de bœuf canadien le 28 janvier 2022. Bien que la Chine n'ait pas encore été réintégrée, l'ACEB a bon espoir que la suspension des échanges sera également temporaire. Comme pour les autres marchés, le Canada peut revoir les restrictions d'accès au marché étant donné l'obtention du statut de risque négligeable d'ESB. Pour la Chine, l'ACEB se concentre sur l'approbation de l'accès aux marchés de gré à gré pour le bœuf et les abats, sur l'établissement de l'accès pour les abats et sur l'établissement d'autres voies pour permettre le commerce du bœuf non désossé. L'ACEB travaillera également en partenariat avec le Conseil canadien des races de bovins de boucherie pour rétablir le commerce génétique avec la Chine.

Europe

L'Accord économique et commercial global (AECG) est entré en vigueur provisoirement en septembre 2017 et, depuis, les exportations de bœuf vers et depuis l'Europe ont augmenté. Selon les données sur le commerce du bœuf d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, le déficit commercial global entre le Canada et l'Union européenne (y compris le Royaume-Uni) était de 0,5 M\$ en 2018, un étonnant 96,8 M\$ pour 2020 et -83 223 193 M\$ en 2021. L'ACEB reste considérablement préoccupée par la façon dont le commerce du bœuf avec l'UE a progressé et par le potentiel de futurs irritants commerciaux. L'ACEB continue de travailler sur plusieurs propositions avec l'ACIA visant à faciliter l'admissibilité des bovins canadiens à l'exportation vers l'UE, un facteur limitatif clé pour augmenter les exportations vers l'Europe.

Le Royaume-Uni

En 2021, le Canada et le Royaume-Uni ont signé et ratifié l'Accord

sur la continuité des échanges commerciaux entre le Canada et le Royaume-Uni (ACEC). L'ACEC Canada-Royaume-Uni est en grande partie une réplique de l'AECG avec quelques gains réalisés dans la façon dont le quota du Canada au Royaume-Uni est administré. L'accès total au bœuf canadien sans hormones était de 3 279 tonnes en 2021 et sera de 3 869 tonnes en 2022. Le Royaume-Uni aura un accès complet aux droits de douane du Canada. Comme cet ACEC se veut une mesure provisoire, le Canada et le Royaume-Uni s'engageront dans des négociations futures, dans le cadre à la fois d'un nouvel accord de libre-échange (ALE) bilatéral et de l'adhésion éventuelle du Royaume-Uni à l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste.

Lors des consultations préalables à la conclusion du futur ALE, l'ACEB a indiqué qu'elle ne pourrait en aucun cas appuyer un résultat où le bœuf britannique continuerait d'avoir un accès illimité au marché canadien alors que le bœuf canadien serait soumis à un contingent tarifaire (CT).

Il est impératif que les industries du bœuf du Canada et du Royaume-Uni puissent également bénéficier de cette relation commerciale et la développer. Ce sera l'objectif de l'ACEB pour les futurs accords commerciaux.

Les importations en provenance du Royaume-Uni ont augmenté en 2020, passant de 15 854 822 \$ en 2019 à 31 561 809 \$. Cependant, en 2021, on a constaté une baisse à 16 305 082 \$. Les exportations vers le Royaume-Uni s'élevaient à 20 251 197 \$ en 2019, 17 677 609 \$ en 2020 et en 2021, elles ont diminué à 7 593 606 \$. La balance commerciale pour 2021 était de -8 711 476 \$. L'ACEB continuera de surveiller la balance commerciale du bœuf entre le Canada et le Royaume-Uni.

Principales réalisations en 2021:

L'année 2021 a été une autre année record pour les exportations de bœuf canadien! C'était la sixième année consécutive où le Canada a atteint des valeurs d'exportation record. Cela montre comment notre investissement à long terme dans la promotion de l'accès aux marchés a produit des dividendes importants.

Le Canada a obtenu le statut de risque négligeable pour l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) en mai 2021.



RAPPORTS PROVINCIAUX





De la sécheresse aux incendies de forêt en passant par les inondations, les événements météorologiques extrêmes survenus en 2021 ont eu de graves répercussions sur les éleveurs de la Colombie-Britannique et ont façonné une grande partie du travail de la British Columbia Cattlemen's Association (BCCA) au cours de l'année.

Tout d'abord, la Colombie-Britannique (C.-B.) a fait partie d'un événement météorologique et caniculaire majeur qui a touché une grande partie de l'Ouest canadien. Les températures record ont entraîné une sécheresse et des incendies de forêt. Les éleveurs ont perdu leurs terres et leurs bovins, ont passé des heures interminables à lutter contre les incendies qui entouraient leurs ranchs et leurs maisons et ont dû faire face à des pertes de récoltes. Puis, en novembre, l'intérieur et les basses-terres continentales de la C.-B. ont été touchées par d'importantes inondations. Les inondations ont déplacé les gens et le bétail, endommagé les berges des cours d'eau, les réserves d'aliments d'hiver, les maisons, les granges, les systèmes d'irrigation et détruit les voies de transport.

Pendant une grande partie de l'été et de l'automne, la BCCA a travaillé sur les problèmes qui ont surgi à la suite des incendies de forêt et des inondations. Nous avons travaillé

avec les éleveurs affectés pour identifier un certain nombre de préoccupations clés et avons agi pour les aider à relever leurs défis.

Pendant les situations d'urgence, la BCCA a mis en place une équipe de "liaison avec les ranchs" qui a servi à communiquer entre les exploitants de ranchs et les agences gouvernementales chargées de répondre aux situations d'urgence. Cela s'est avéré être un moyen efficace d'ouvrir les communications et de partager les connaissances locales. Le rôle de liaison est en train d'être affiné afin de pouvoir intervenir dans les années à venir en cas de besoin. La BCCA a également organisé des séances d'information virtuelles afin de fournir des renseignements à jour aux producteurs touchés et de promouvoir le financement de programmes de soutien pour faciliter le rétablissement. Pour l'avenir, la BCCA envisage également d'organiser des ateliers sur la gestion des situations d'urgence au printemps 2022 et d'autres moyens de collaborer avec le BC Wildfire Service pour gérer les incendies de forêt à l'avenir.

Même pendant les catastrophes, la BCCA a continué à s'occuper des domaines prioritaires pour les éleveurs de la C.-B., comme l'accès à l'eau et au fourrage.

Projets de recherche & partenariats

La BCCA a continué à faire avancer des principaux projets de recherche tout au long de l'année. Le projet pilote Targeted Grazing for Wildfire Prevention (pâturage ciblé pour la prévention des feux de forêt) a démarré en 2020 et a maintenant terminé deux saisons de pâturage. L'idée derrière ce projet pilote est d'explorer comment le pâturage des bovins géré par la densité et l'intensité peut réduire les taux de propagation du feu, la longueur des flammes et l'intensité du comportement du feu.

À la fin du mois de mars 2021, la BCCA et les partenaires du projet, A4 Systems et Two Story Robot, ont reçu une subvention de 350 000 \$ dans le cadre du programme Agritech Grant de la C.-B. pour soutenir le développement de la technologie de clôture virtuelle. L'Association canadienne des éleveurs de bovins (ACEB) s'est également associée à ce projet en y consacrant 50 000 \$ supplémentaires. Ce projet novateur est axé sur le développement et l'essai d'une technologie portable pour gérer et suivre les déplacements des bovins. La phase 1 du projet pilote est en cours.

La BCCA est également un partenaire du projet Forage and Water Resiliency qui cartographie les futurs besoins en eau et en fourrage de notre industrie afin de nous permettre de nous adapter aux changements climatiques. Les informations recueillies dans le cadre de ce projet sont utiles pour les plans d'atténuation du changement climatique, pour la planification des infrastructures de parcours, comme les aménagements hydrauliques et les clôtures, pour l'estimation de la capacité de charge et pour la stratification des zones d'utilisation des parcours et l'évaluation de la santé des parcours.

Adhésion

La BCCA est heureuse d'accueillir une nouvelle association régionale établie sur l'île de Vancouver, la Vancouver Island Cattlemen's Association.

Merci à nos représentants à l'ACEB, Linda Allison et Ryan Scorgie. Nous apprécions leur travail acharné et leur dévouement à représenter l'industrie.





À la suite d'une autre année difficile, marquée par des problèmes graves qui ont eu des répercussions sur les producteurs, nous considérons, en tant qu'organisation, ces expériences comme des apprentissages qui facilitent notre croissance et notre capacité à soutenir et à représenter l'industrie bovine de l'Alberta. Nous continuons à nous concentrer sur le changement de visage de l'ABP et sur la création de liens plus forts avec les producteurs de tous les secteurs.

ABP a accueilli de nouveaux visages au sein de son personnel en 2021 pour refléter sa nouvelle orientation. Lindsay Roberts et Debra Murphy ont rejoint l'équipe de marketing et de communication et Paolina Nocera fournit un soutien administratif exécutif et comptable.

Lorsque j'ai pris le poste de directeur général, j'ai été chargé de trouver une solution aux difficultés financières d'ABP. Nous avons publié une série de trois articles dans le magazine ABP afin de permettre aux producteurs de mieux comprendre notre situation financière et de communiquer clairement le processus décisionnel à l'origine des coupes budgétaires effectuées.

Sur les quelque 30 millions de dollars de prélèvements provinciaux remboursés depuis la mise en œuvre en 2009 d'un prélèvement provincial remboursable, 13 % des producteurs albertains qui ont demandé un remboursement sont responsables de 87 % des demandes, ce qui signifie que moins de 2 400 producteurs ont demandé 26 M\$ en remboursements.

En 2020, ABP n'a versé que 48 des 53 cents de la cotisation de l'ACEB, que tous les membres provinciaux avaient accepté de payer sur les mises en marché brutes par tête jusqu'en juin 2023. Le conseil d'administration d'ABP ne pouvait pas justifier de retirer de l'argent de notre fonds de réserve pour contribuer aux réserves de l'ACEB, et 48 cents ont été déterminés comme un montant qui soutiendrait leur budget de fonctionnement. Nous avons depuis réglé les arriérés accumulés et sommes revenus à 53 cents pour honorer notre engagement.

Malheureusement, avec notre niveau actuel de remboursements, le fait de remplir les 53 cents signifie que l'ABP contribue plus près de 90 cents des 2 \$ de prélèvements provinciaux qui ne sont pas remboursés (bénéfices non répartis). Des discussions ont été entamées en vue de faire passer la cotisation de l'ACEB des mises en marché brutes de bovins aux bénéfices non répartis. Entre-temps, nous avons pris la décision difficile de réduire nos contributions annuelles à l'ACEB d'environ 1 million de dollars une fois l'engagement actuel rempli. L'ABP ne peut tout simplement pas continuer à privilégier le soutien d'autres organisations au détriment de la nôtre.

Le gouvernement de l'Alberta a annoncé la nomination d'un nouveau ministre de l'Agriculture, des Forêts et du Développement économique rural en novembre 2021. Le ministre Nate Horner est un éleveur de bovins du sud de l'Alberta, représentant la circonscription de Drumheller-Stettler, qui a déjà occupé le poste de ministre associé du Développement économique rural et de vice-président du Comité spécial sur la responsabilité démocratique.

En novembre, on a également appris que le syndicat des travailleurs de l'usine de transformation de Cargill à High River prévoyait de faire grève si une convention collective n'était pas conclue avant la date limite de début décembre. Après des semaines de négociations, une solution a été trouvée entre Cargill et les employés, évitant toute interruption ou impact négatif pour les producteurs et notre chaîne de valeur.

En 2021, l'ABP a dirigé les travaux relatifs à une subvention pour la compétitivité du bœuf avec l'ACEB et l'Alberta Cattle Feeders' Association, et l'aide de Canfax, dans le but de renforcer la résilience du secteur de la transformation de l'Alberta, ainsi que la détermination des prix pour le producteur. Les secteurs de la transformation et de la vente au détail semblant prospérer, les consommateurs en paient le prix et la pression se fait sentir au niveau des veaux et des parcs d'engraissement. Notre mission est de voir cette découverte des prix se réaliser jusqu'au niveau du producteur. Le partage des bénéfices peut faire partie de cette industrie afin que chaque niveau soit durable.

Dans le cadre de la mise en œuvre en deux phases du programme Agri-relance en réponse à la sécheresse de l'année dernière, environ 11 500 producteurs ont participé à la première phase, recevant 172 millions de dollars en paiements et représentant 1,83 million de têtes de bovins. La phase 2 offrait aux producteurs la possibilité de réclamer un programme "Besoin d'alimentation" et un programme avec reçu. Élaboré à l'intention de tous les producteurs, le programme a tenté de fournir un soutien égal quel que soit le degré de préparation à la sécheresse. Au moment de la soumission, 165 M\$ avaient été versés sur plus de 10 000 demandes de la phase 2.

Après le lancement d'un magazine, d'une plateforme en ligne et d'une application pour téléphone intelligent, nous avons récemment lancé un balado - The Bovine. Rejoignez-nous, quel que soit l'endroit où vous écoutez des balados, pour des entretiens avec des chercheurs, des éleveurs,

des délégués et des membres du personnel de l'ABP, des chefs, des nutritionnistes et d'autres acteurs de la chaîne d'approvisionnement en bœuf. Le contenu varié couvrira des sujets allant de la cuisson du bœuf à la gestion des pâturages, des dernières technologies aux grands divertissements, des marchés des bovins aux prévisions météorologiques, et plus encore. Notre objectif est d'offrir aux producteurs un large éventail de moyens de se connecter et de s'engager avec l'ABP. Que vous préférerez un magazine, un site web, une application ou un balado, nous disposons d'un éventail de plateformes permettant aux producteurs de recevoir des nouvelles et des informations.

Nous avons tenu nos réunions de producteurs 2022 en janvier et février, au cours desquelles les producteurs ont entendu des présentations de l'ABP et de l'ACEB, et ont eu l'occasion de proposer des résolutions qui, si elles étaient adoptées, étaient débattues lors de l'assemblée générale annuelle (AGA) afin de façonner potentiellement notre politique et notre orientation. L'AGA de l'ABP s'est tenue en personne au début de mars. Les délégués ont élu six nouveaux administrateurs au conseil d'administration de l'ABP et sept membres du conseil d'administration de l'ACEB de l'Alberta, dont :

- Melissa Downing
- Doug Roxburgh
- Sheila Hillmer
- Cathy Sharp
- George L'Heureux
- Miles Wowk
- Brad Osadczuk

Le conseil d'administration a réélu l'exécutif avec la Dre Melanie Wowk comme présidente, Jason Hale comme vice-président et Brodie Haugan comme président des finances.

Sincèrement,

Brad Dubeau
Directeur général, ABP

Alors qu'une autre année d'annulations s'est écoulée, je me remémore le début de mon aventure avec la Saskatchewan Cattlemen's Association (SCA), il y a deux ans. Je n'aurais jamais pu prévoir que ma première année serait marquée par une pandémie mondiale. Et si l'on tient compte de la sécheresse qui a sévi en Saskatchewan l'an dernier, les balles courbes que Mère Nature m'a envoyées n'ont pas seulement montré l'importance de programmes comme l'Assurance-prix du bétail et Agri-stabilité pour les producteurs. Elle a également montré la chance que nous avons d'avoir un ministre provincial de l'Agriculture qui, pour reprendre les mots de notre président Arnold Balicki, "a un cœur pour l'agriculture et une oreille pour le secteur de l'élevage". Défendre les intérêts des éleveurs de bovins est au cœur de ce que nous faisons en tant qu'organisation, et cette réunion a illustré le bon environnement dans lequel nous nous trouvons pour la défense des intérêts de l'agriculture en Saskatchewan.

Les défis liés à la sécheresse en 2021 ont été nombreux. Coûts d'alimentation élevés, transport de l'eau, clôturage des approvisionnements en eau toxiques pour commencer. Ces coûts et d'autres encore ont incité la SCA à faire pression pour obtenir un paiement par tête dans le cadre d'une initiative d'Agri-recouvrement. Bien que nous ayons commencé à 400 dollars par tête, le montant de 200\$ par tête est le plus important programme jamais vu depuis l'époque de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB). Il était important qu'il s'agisse d'un paiement par tête afin de permettre une certaine flexibilité et de reconnaître que les défis étaient très variés. Tout au long de la

conception et de la mise en œuvre du programme, le gouvernement s'est efforcé de faire preuve de simplicité et de relever un minimum de défis. C'est très apprécié.

Deux autres programmes ont été très importants en cette période de sécheresse. Le Forage Rainfall Insurance Program est un programme d'assurance contre les précipitations basé sur des stations météorologiques. Ce programme a augmenté sa couverture il y a quelques années grâce au lobbying de la SCA et d'autres groupes industriels. Cette couverture s'est traduite par des versements records l'année dernière, ce qui a permis d'acheter ce que les producteurs d'aliments pour animaux ont pu trouver. Le Farm and Ranch Water Infrastructure Program est un programme de partage des coûts de longue date pour les projets d'approvisionnement en eau destinés au bétail et à l'agriculture. Ce programme est bien souscrit et soutenu, et le financement a été augmenté pour une durée limitée. Ces projets seront utiles à l'avenir, mais surtout, ceux des années passées se sont révélés très utiles lorsque les conditions étaient chaudes et sèches.

Le modèle d'exploitation de la SCA se caractérise par un effectif réduit tout en établissant des partenariats et en finançant des organisations qui contribuent à la réalisation du mandat de promotion et de développement de l'industrie bovine de la Saskatchewan. Notre parrainage continu d'organisations comme Agriculture en classe (AEC), Farm and Food Care Sask, et Verified Beef Production Plus (VBP+), contribue grandement au respect de ces valeurs. Ces possibilités de parrainage aident à faire connaître le rôle important que joue l'agriculture non seulement en

Saskatchewan et au Canada, mais aussi dans le monde entier, et elles mettent en lumière l'excellent travail de nos producteurs. Le Saskatchewan Forage Council, le South of the Divide Conservation Action Program et le Prairie Conservation Action Program s'adressent davantage au secteur de la production agricole qu'au public, mais ils jouent un rôle important dans la collaboration et l'amélioration de la productivité fourragère et la conservation de la prairie de la Saskatchewan qui dépend du pâturage pour offrir ses autres valeurs de biodiversité et de stockage du carbone. Il y a d'autres partenaires avec lesquels la SCA s'associe de temps en temps, mais voici quelques-uns des principaux groupes.

La communication joue un rôle énorme dans le développement et le maintien de la confiance des consommateurs et des décideurs. Le fait d'inviter des personnes influentes comme Whitney Graves et Belton Johnson à la radio pour dialoguer avec le public a permis de mettre en évidence l'importance d'avoir des bovins sur les terres et du bœuf dans son assiette. En août, alors que des restrictions provinciales étaient en vigueur en Saskatchewan, nous avons organisé un événement dans le cadre du mois du bœuf à Saskatoon et à Regina. Le programme a été mis sur pied pour inciter les consommateurs à retourner dans les restaurants pour profiter de l'expérience de l'établissement tout en dégustant un plat de bœuf exceptionnel.

L'éducation est une autre façon pour SCA de s'engager auprès du public pour raconter l'histoire de l'industrie bovine. Cette année, nous avons filmé dans trois ranchs dans le cadre de notre projet de film sur dôme. Armés d'une liste de plans élaborés en collaboration avec un groupe comprenant des organisations comme AEC, Farm and Food Care Sask, Saskatchewan Cattle Feeders' Association (SCFA) et Saskatchewan Stock Growers' Association (SSGA), nous avons pu capter des aspects de l'agriculture auxquels les étudiants ne seraient normalement pas exposés. Le film sera une expérience immersive à 180 degrés présentant des opérations multigénérationnelles tout en montrant aux étudiants les

activités importantes de l'élevage telles que la marque et les soins aux animaux, la gestion des terres et les systèmes d'eau, pour ne citer que quelques sujets. Bien que nous n'ayons pas été en mesure d'apporter le dôme à Agribition cette année en raison du statut COVID de la province, nous sommes en train de planifier le moment où nous pourrions apporter ce programme important et très innovant à des événements et des écoles à travers la province.

En parlant d'Agribition, c'était formidable d'avoir un événement en personne en 2021. Bien qu'il s'agisse d'une version réduite, c'est toujours une excellente occasion d'avoir de bonnes conversations avec les producteurs à notre kiosque. Les démonstrations culinaires ont également été très suivies et, bien sûr, les échantillons ont été très bien accueillis.

Au nom de la SCA, je vous souhaite à tous une année 2022 très prospère. N'oubliez pas de rester en sécurité sur le front du COVID, car nous nous attendons à davantage d'événements en personne dans l'année à venir.

Glenn LaPointe
SCA, Communications et Marketing





Trouver des moyens d'aider les éleveurs de bovins à faire face aux effets immédiats et à long terme de la sécheresse a dominé les activités de défense des intérêts des Manitoba Beef Producers (MPB) tout au long de 2021.

Les MPB ont demandé la réouverture de la BMP 503 : Managing Livestock Access to Riparian Areas (gestion de l'accès du bétail aux zones riveraines), qui fournit un soutien à frais partagés par le biais du Partenariat canadien pour l'agriculture pour les projets d'aménagement de sources d'eau. Ce soutien a été rendu disponible en juin, avec une deuxième période d'admission à l'automne pour les projets de 2022.

Les MBP ont réussi à demander au gouvernement du Manitoba de donner accès aux terres de la Couronne non agricoles à des fins de pâturage. Cependant, les MBP n'ont pas réussi à obtenir un gel des taux de location pour les producteurs qui louent des terres de la Couronne agricole (TCA) pour le pâturage et la fenaison. Le travail s'est poursuivi sur d'autres questions relatives aux TCA, comme la demande de rétablissement des transferts d'unités.

MBP a plaidé auprès de la Société des services agricoles du Manitoba (SSAM) et du ministère de l'Agriculture et du Développement des ressources du Manitoba pour que des mesures incitatives soient prises afin d'encourager les producteurs dont les cultures sont endommagées à les rendre disponibles comme sources alternatives d'alimentation du bétail. En juillet, des changements ont été apportés à Agri-protection pour rendre cela possible. MBP a collaboré avec d'autres groupes agricoles, le MASC et la province pour faire passer le mot aux producteurs de cultures afin qu'ils envisagent de rendre ces cultures disponibles.

Les producteurs ont demandé à ce que l'indemnité en cas de catastrophe touchant le foin soit déclenchée plus tôt dans le cadre d'Agri-protection. Cela s'est produit en juillet. Elle offre une couverture supplémentaire aux producteurs admissibles pour aider à compenser le coût des aliments de remplacement et les frais de transport connexes.

À la fin juillet, MBP a montré à la ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Marie-Claude Bibeau, l'impact de la sécheresse sur une exploitation bovine manitobaine de plusieurs générations, celle du directeur de l'ACEB, Mike Duguid. Parmi les sujets abordés, mentionnons les pénuries d'eau et d'aliments pour animaux, la réduction de la taille des troupeaux, les effets financiers, les répercussions de la sécheresse pluriannuelle sur la productivité et le stress auquel sont confrontées les familles agricoles. D'autres représentants élus et ministériels des deux niveaux de gouvernement ont également participé.

MBP a fourni de nombreux commentaires alors que les gouvernements entreprenaient le processus d'évaluation d'Agri-relance et commençaient le développement du programme. Le MBP a cherché à obtenir un paiement par tête/jour, mais c'est finalement une approche basée sur les reçus qui a été adoptée. Les programmes d'Agri-relance du Manitoba sont les suivants : Aide à l'alimentation et au transport du bétail en cas de sécheresse, aide au transport du bétail en cas de sécheresse et aide à la gestion des troupeaux en cas de sécheresse. À la fin de l'année, MBP continuait de fournir des commentaires aux gouvernements afin d'assurer l'utilisation la plus efficace possible des fonds d'Agri-relance pour aider le secteur à traverser et à dépasser cette catastrophe.

Les directeurs et le personnel de MBP ont participé à des dizaines d'entrevues avec les médias (locaux, nationaux et internationaux) sur la sécheresse, ce qui a permis de sensibiliser le public et les décideurs à l'impact de la sécheresse sur le secteur. MBP remercie l'ACEB et d'autres organisations agricoles provinciales et nationales pour leur travail approfondi sur la sécheresse. Cette collaboration a été essentielle pour obtenir le programme Agri-relance et pour les changements importants apportés aux programmes de gestion des risques de l'entreprise (GRE).

MBP a commencé à inscrire les éleveurs de bovins et de moutons au projet pilote de prévention de la prédation du bétail, qui vise à réduire les interactions négatives entre le bétail et les prédateurs problématiques. Le projet comprend des évaluations des risques à la ferme et l'essai de l'efficacité de diverses pratiques de gestion des risques pour réduire la prédation.

MBP a fourni des commentaires sur la législation provinciale proposée : Projet de loi 62 - Loi modifiant la Loi sur les maladies animales et Projet de loi 63 - Loi modifiant la Loi sur les intrusions mineures et la responsabilité des occupants. Ces projets de loi traitent de questions telles que la protection de la biosécurité dans les fermes et les ranchs, et la clarification des lois sur les intrusions et la responsabilité (devoir de diligence). Les deux projets de loi ont été adoptés au printemps et les détails de leur mise en œuvre sont en attente.

Les restrictions liées à la pandémie ont à nouveau entravé les activités de sensibilisation du public en personne. MBP s'est donc concentré sur la radio, la télévision, les médias sociaux et d'autres offres. Par exemple, MBP a participé à la campagne Fields to Forks de Bell Media, avec le profil du producteur de bœuf diffusé sur CTV Winnipeg et le contenu numérique affiché sur le site Web de la campagne. MBP a participé à des événements culinaires virtuels avec les stations de radio de Winnipeg et de Brandon, ainsi qu'avec les membres des 4-H du Manitoba. MBP a participé à la 32e saison de Great

Tastes of Manitoba, une émission de cuisine populaire sur CTV Winnipeg. Des vidéos mettant en vedette les familles de deux producteurs de bœuf du Manitoba accompagnent les deux épisodes sur le bœuf lorsqu'ils sont diffusés, offrant ainsi aux téléspectateurs un lien entre la ferme et la table.

En ce qui concerne 2022, MBP prévoit la poursuite du travail sur des dossiers tels que la sécheresse, les programmes de gestion des risques commerciaux, les terres publiques agricoles, le changement climatique et les initiatives de conservation, le projet de prévention de la prédation et plus encore. MBP se prépare également au retour d'un plus grand nombre d'événements en personne et à l'engagement associé du public et des producteurs. Pour plus d'informations, visitez le site Web de MBP à l'adresse www.mbbeef.ca.



Your competitive edge in a dynamic industry

To stay competitive and profitable in a dynamic industry, it's important to develop best practices around business structure, financial planning, government program accessibility, capitalizing on opportunities, and more. We're here to help.

Marvin Slingerland, CPA, CA | 403.359.7116 | marvin.slingerland@mnp.ca

Wherever business takes you **MNP.ca**



Alors que l'impact de la pandémie de COVID-19 se poursuit, l'industrie canadienne du bœuf a certainement trouvé de nouvelles façons de communiquer, de faire pression et de s'adapter. Le réseautage en personne, qui était autrefois un aspect si crucial des réunions et des conférences, se fait maintenant dans le confort des cuisines et des salons de tout le pays. Beef Farmers of Ontario (BFO) continue de s'adapter et de trouver de nouvelles façons de communiquer et de s'engager avec ses membres et le public.

La BFO a été heureux de constater que le gouvernement a pris un certain nombre d'engagements importants en 2021 concernant la collecte des animaux morts, la capacité de transformation de la viande, l'aide en cas de sécheresse dans le Nord-Ouest de l'Ontario, les améliorations apportées au programme Agri-stabilité et les changements apportés au programme de garantie de prêts pour les bovins d'engraissement de l'Ontario, autant d'éléments que la BFO réclamait. Bien que plusieurs de ces sujets demeurent des enjeux pour notre secteur, malgré les engagements financiers, nous sommes reconnaissants de la reconnaissance et du soutien de plusieurs de nos demandes. Tel que mentionné, l'un des plus grands défis auxquels les producteurs ontariens ont dû faire face en 2021 était les conditions de sécheresse, particulièrement dans le nord-ouest de l'Ontario.

La BFO a apprécié l'annonce faite à la fin du mois de juillet par le gouvernement de l'Ontario de fournir jusqu'à 2 millions de dollars pour aider à la mise en place de mesures d'urgence

pour l'alimentation, l'eau et les soins du bétail pour ceux qui subissent des conditions de sécheresse dans cette région. Grâce à ce financement, la BFO a administré l'Initiative d'aide d'urgence au bétail du Nord-Ouest et a livré plus de 5,8 millions de livres de foin à 129 éleveurs de bétail dans les districts de Rainy River et de Kenora.

La nécessité d'accroître la capacité de transformation en Ontario, tant au niveau provincial que fédéral, a été une priorité clé des relations gouvernementales pour la BFO. Nous partageons les préoccupations de nos membres concernant les arriérés de traitement, les pénuries de main-d'œuvre, les occasions de marché perdues et la baisse des revenus des éleveurs, qui résultent en grande partie du manque actuel de capacité de traitement. Avec l'appui de l'Association canadienne des éleveurs (ACEB), nous avons pris un certain nombre de mesures dans ce dossier et nous continuons à chercher des solutions et du financement pour aider à répondre à ces préoccupations.

Le point positif de 2021 a été le changement tant attendu du statut de risque d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) du Canada, annoncé en mai. Notre passage à un risque négligeable a permis de clore le chapitre de l'ESB au Canada. Au nom de nos membres, nous apprécions sincèrement le leadership de l'ACEB dans la résolution de ce dossier.

Le service des politiques de BFO continue de s'occuper des politiques et des règlements qui touchent le secteur du

bœuf, en travaillant avec divers ministères sur un certain nombre de dossiers critiques. Parmi les domaines prioritaires, mentionnons les programmes de gestion des risques de l'entreprise, le prochain cadre stratégique pour l'agriculture, la consultation de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) sur les lignes directrices relatives aux produits de simili-viande et de simili-volaille, les mises à jour de la Loi sur la gestion des éléments nutritifs, l'amélioration de l'accès aux vétérinaires et à la médecine du bétail dans les régions éloignées, la promotion de l'élimination des derniers obstacles de l'ESB à l'accès au marché et la consultation sur les règlements et les exigences en matière de transport.

BFO a continué à tirer parti de l'élan généré en 2020 par le lancement de nos efforts d'engagement des consommateurs. Nous avons mené deux campagnes en 2021, expérimenté la publicité par podcast et continué à développer de nouveaux actifs créatifs à utiliser dans le cadre de diverses composantes de notre stratégie. Une ressource que nous sommes reconnaissants d'avoir achevée a été créée en partenariat avec AgScape pour développer trois ressources liées au programme scolaire à utiliser dans les salles de classe. Les plans de cours, lancés à l'automne 2021, sont destinés aux élèves de la 7^e à la 12^e année et couvrent des sujets tels que l'environnement, la nutrition humaine, les soins aux animaux et les carrières en rapport avec l'élevage bovin.

Toujours à l'automne, nous avons donné le coup d'envoi d'une campagne de relations publiques visant à multiplier les reportages positifs dans les médias sur le bœuf et les impacts positifs de l'élevage bovin sur l'environnement. Grâce à nos efforts, nous avons réussi à obtenir plusieurs articles et entrevues dans des médias tels que BNN, Reuters, Hamilton Spectator et Canadian SME Business Magazine, pour n'en nommer que quelques-uns, ainsi que des médias intégrés avec McLean's et le Toronto Star.

L'équipe d'engagement des producteurs de BFO s'est

concentrée sur les ressources numériques et l'engagement en ligne en 2021 pour fournir des informations et des mises à jour à nos membres. L'équipe a mis au point une série de vidéos intitulée « Rural Ramble on the Road », qui emmène notre personnel des relations avec les producteurs dans les fermes de divers producteurs de la province et leur permet de partager leurs histoires et leurs idées avec d'autres agriculteurs. L'équipe a également joué un rôle déterminant dans l'élaboration de notre nouvelle initiative axée sur les jeunes. Au fil des ans, la BFO a cherché des moyens d'engager, de soutenir et d'encourager la prochaine génération d'éleveurs de bovins au sein de notre organisation par le biais de l'élaboration de politiques, d'initiatives, d'événements et d'offres de programmes, et du développement de ressources. Nous savons que notre organisation aura besoin de leaders forts qui fourniront une direction réfléchie pour les années à venir.

C'est pourquoi nous avons créé l'Ontario Beef Youth Alliance - un groupe puissant de personnes qui ont l'énergie et l'enthousiasme nécessaires pour développer, protéger et défendre l'industrie du bœuf de l'Ontario.

En ce qui concerne notre travail de développement des marchés, nous avons finalisé, en collaboration avec l'Ontario Cattle Feeders' Association, la deuxième année de notre stratégie quadriennale qui est financée par les prélèvements provinciaux. provincial. Notre stratégie de marketing demeure axée sur quatre objectifs clés visant à améliorer la compétitivité de l'industrie du bœuf de l'Ontario et à procurer des avantages directs aux éleveurs de bovins de l'Ontario. Le travail s'est poursuivi en 2021 malgré les défis posés par la pandémie et son impact sur les déplacements et l'exécution des événements et des programmes. À la fin de l'année 2021, 43 projets étaient en cours à divers stades de mise en œuvre dans une variété de secteurs de la vente au détail, des services alimentaires, de la transformation, de l'emballage, des producteurs, des associations industrielles et des établissements d'enseignement.



Combined viral and bacterial BRD protection is IN

...with the **ONLY IN**tranasal vaccine that helps provide **5-IN-1 BRD*** protection

*Bovine respiratory disease

BOVILIS[®]
Nasalgen[®] 3-PMH
Protect smart from the start.





Les Producteurs de bovins du Québec (PBQ) ont poursuivi des chantiers déjà en cours visant à répondre aux besoins immédiats et futurs des producteurs de bœufs et de veaux. Les travaux visent à assurer la viabilité et le développement des entreprises dans le contexte actuel ainsi qu'à pouvoir profiter des opportunités qui se présentent.

Adaptation à la nouvelle réglementation sur le transport des animaux

Depuis l'annonce de la nouvelle réglementation sur le transport en 2019, et d'autant plus depuis sa mise en place en février 2020, les PBQ sont très impliqués dans le dossier. Un comité interne dédié à ce sujet a été formé et permet l'élaboration et la mise en place de solutions pour les producteurs. Par exemple, les PBQ ont créé des formations dédiées aux producteurs et aux transporteurs et ont développé des projets de recherche afin d'évaluer les alternatives possibles, comme le développement d'un aliment alternatif au lait pour les veaux non sevrés. Les formations ont également été offertes aux provinces maritimes et en Ontario en version anglaise. Les PBQ ont également été très actifs dans les discussions et les échanges avec l'ensemble des parties prenantes telles que l'Agence canadienne d'inspection des aliments, les ministres et les députés.

Programme Bœuf durable

L'année 2021 marque la mise en place du programme Bœuf durable pour le Québec. Après avoir finalisé le système de chaîne de valeur pour les bovins vivants du Québec avec l'aide d'Attestra, les PBQ ont signé une entente avec Cargill Ltée afin que son programme de reconnaissance soit appliqué au Québec. Depuis janvier 2021, les producteurs, dont les bovins ont été déterminés durables, ont obtenu une reconnaissance financière.

Plan d'action de relance de la production de bouvillons

Le volume de bouvillons produits au Québec continue de décroître et les PBQ se sont engagés à prendre des mesures afin de renverser cette tendance. Un plan d'action a été adopté dans la foulée de l'exercice de planification stratégique de la filière bœuf québécoise qui inclue des représentants des producteurs de bouvillons, de veaux d'embouche et de bovins de réforme. Les constats du plan sont qu'il faut doter les producteurs d'un meilleur rapport de force par la diversification des acheteurs, l'amélioration de la standardisation de la qualité, la fidélisation des consommateurs, distributeurs et détaillants. On considère

également qu'il serait bénéfique de profiter de l'engouement des consommateurs pour les produits alimentaires locaux et les produits différenciés. Des appuis financiers ponctuels à ce type d'initiatives ont d'ailleurs été déployés.

Évaluation de la faisabilité de l'engraissement de bouvillons laitiers au Québec

Un projet sur l'évaluation de la faisabilité de l'engraissement de bouvillons laitiers au Québec a comme objectif de recueillir de l'information sur l'engraissement et sur les meilleures pratiques d'élevage pour ensuite rendre cette information disponible aux producteurs. Le développement d'une nouvelle filière pourrait permettre de valoriser des veaux laitiers dans le marché du bœuf et de développer une expertise québécoise. Ce projet a commencé en 2020 et se poursuivra jusqu'en 2023 et est financé par le Programme de développement sectoriel, en vertu du Partenariat canadien pour l'agriculture, une entente conclue entre les gouvernements du Canada et du Québec.

Évaluation du potentiel d'utilisation de la semence de boucherie sur les troupeaux laitiers

Afin de maximiser les revenus provenant de la vente de veaux laitiers répondant à la demande, l'évaluation du potentiel d'utilisation de la semence de boucherie dans les troupeaux laitiers avait comme objectif principal de combler le manque d'informations accessibles pour les producteurs laitiers. Ce projet a été financé par le Programme de développement sectoriel, en vertu du Partenariat canadien pour l'agriculture, une entente conclue entre les gouvernements du Canada et du Québec.

Pour plus d'informations, visitez le site Web de PBQ à l'adresse : www.bovin.qc.ca.





Au Nouveau-Brunswick, nous avons eu la chance d'avoir une excellente saison de croissance et de récolte en 2021. Nous sommes de tout cœur avec les producteurs de certaines régions du Canada qui ont dû faire face à de grandes difficultés en raison des feux de forêt et de la sécheresse de l'été dernier. Nous sommes heureux qu'un grand nombre de nos producteurs se soient mobilisés pour offrir des fourrages excédentaires au programme Foin Ouest 2021 afin d'aider nos partenaires de l'Ouest.

La COVID-19 a eu un impact relativement faible sur le Nouveau-Brunswick par rapport à d'autres provinces, mais nous ne sommes pas complètement sortis du bois et, comme nos fils, nos filles et nos petits-enfants ont connu des difficultés dans leurs écoles, nous nous sommes efforcés de rester diligents et de maintenir la courbe à plat dans toute la province. La demande locale de produits de bœuf est restée forte et les prix des veaux et des vaches de réforme sont, heureusement, restés élevés tout au long de la pandémie. Beaucoup de nos membres ont signalé une augmentation significative de la demande locale de produits de bœuf. Nos abattoirs sont à pleine capacité et deux nouvelles exploitations seront mises en service au cours des deux prochains mois.

La Conférence sur le bœuf des Maritimes a eu lieu virtuellement les 29 et 30 octobre et a été un grand succès avec une bonne participation des producteurs. Un grand merci

à Amy Higgins et à son équipe du Conseil sur le bœuf des Maritimes pour avoir organisé un autre événement fantastique dans des circonstances difficiles.

Plusieurs nouveaux programmes ont été mis à la disposition des producteurs cette année, notamment un programme d'initiative de pâturage en rotation pour les bovins, un programme de rétention des génisses de boucherie, des webinaires d'éducation et de formation sur la génétique des bovins, et un projet pilote d'un an visant à aider les producteurs à améliorer leurs capacités de gestion agricole et de comptabilité financière et à soutenir la participation aux programmes de gestion des risques de l'entreprise. Bien que nos plusieurs producteurs continuent de réclamer de tels programmes, la participation a été limitée. Nous avons engagé des discussions avec le ministère de l'Agriculture, des Pêches et de l'Aquaculture du Nouveau-Brunswick sur la façon dont nous pouvons collaborer plus efficacement afin d'engager la communauté des producteurs de bœuf pour accroître la sensibilisation au programme et son utilisation.

La COVID-19 ayant suscité des inquiétudes quant à la tenue de réunions en personne, les Éleveurs de bovins du Nouveau-Brunswick (EBNB), comme de nombreux autres, ont opté pour des réunions en face-à-face sur une plateforme virtuelle cette année encore. La courbe d'apprentissage a été abrupte et les défis techniques, comme l'accès limité à l'Internet à large bande en milieu rural, ont parfois représenté

un obstacle au succès du modèle virtuel, mais nous nous efforçons de trouver des solutions pour relever ces défis. Nous avons tenu nos réunions régionales du 11 au 15 janvier 2022.

Le travail se poursuit pour établir un indice de règlement dans l'Est et développer un programme d'assurance des prix du bœuf pour la région des Maritimes. L'EBNB considère qu'il s'agit d'un besoin essentiel pour le secteur régional du bœuf afin de trouver une voie d'expansion pour atteindre les objectifs décrits dans la stratégie de croissance du secteur du bœuf des Maritimes. La planification de la gestion des urgences demeure une grande priorité pour l'EBNB et les hauts fonctionnaires du Département de l'Agriculture, de l'Agriculture et des Pêches du Nouveau-Brunswick (AAPNB). Les plans d'action d'urgence de l'industrie et du gouvernement sont tous deux en cours d'élaboration

L'amélioration de la communication avec nos membres demeure une priorité absolue pour l'EBNB. Dans le cadre d'une mesure de réduction des coûts et d'une modernisation générale de sa stratégie de communication, l'EBNB encourage les producteurs à être proactifs dans la recherche d'informations en visitant le site Web, la page Facebook et la nouvelle page YouTube de l'EBNB pour les présentations des ateliers.

Altech®

Solutions for healthier cattle and producer peace of mind.

Alltech.com/en-ca





L'Association des éleveurs de bovins de la Nouvelle-Écosse (AEBNE) a encore une fois connu une année chargée et productive. Nous avons été en mesure de conclure certains projets et nous continuons à travailler sur d'autres en cette nouvelle année. De plus, nous sommes occupés à planifier les prochaines réunions de zone et l'assemblée annuelle.

Tout au long de l'année, l'AEBNE, l'Association des éleveurs de moutons de la Nouvelle-Écosse, Perennia, les ministères de l'Agriculture, de l'Environnement et du Changement climatique de la Nouvelle-Écosse et la Nova Scotia Federation of Agriculture ont travaillé ensemble pour aider les industries bovine et ovine à se préparer au changement climatique dans le cadre du Programme de leadership en matière d'adaptation au climat (PLMAC) de la province. Une équipe d'analyse, composée de représentants de l'ensemble de l'industrie, a été mise sur pied et a recueilli des données pour aider à la préparation et à l'administration d'un sondage auquel l'industrie devra répondre. Le travail dans le cadre de ce programme devrait se poursuivre pendant une bonne partie 2022.

Nous avons organisé de nombreux ateliers virtuels en 2021, notamment:

- **Perspectives du marché des bovins d'engraissement**, les présentateurs Ab Carroll d'Ontario Stockyards Inc, Douglas Brooks de St. Isidore, Scott Dixon d'Atlantic Stockyards Ltd, et Bruce Andrews d'Atlantic Beef Products Inc. ont présenté une comparaison des coûts de vente des bovins dans divers marchés aux enchères, ainsi que des données sur les bovins finis.
- **Stratégies de sélection de votre prochain taureau de troupeau**, Le présentateur Jasper Munro, d'AgSights, a fourni des informations sur les critères à prendre en compte lors de la sélection d'un taureau.
- **Abattage du bétail - Calendrier et marchés**, les présentateurs, Bruce Andrews d'Atlantic Beef Products Inc et le Dr Trevor Lawson de Fundy Veterinarians Ltd, ont discuté du moment approprié pour abattre les bovins et de la façon de prendre les décisions d'abattage, ainsi que les répercussions de ces décisions sur le marché.

Nous avons également mis en ligne des visites virtuelles mensuelles de fermes de l'automne 2020 au printemps 2021, où une exploitation bovine différente était présentée dans chaque vidéo.

Nous tenons à féliciter Dean et Catherine Manning, membres du conseil d'administration de l'AEBVE, de la Manning Family Farm, pour avoir été nommés récipiendaires du Prix de l'intendance environnementale (TESA) lors de la Conférence 2021 de l'Industrie canadienne du bœuf plus tôt cette année. Dean et Catherine méritent grandement cet honneur et sont les premiers récipiendaires de Nouvelle-Écosse de ce prix national.

Pour une autre année, l'AEBNE s'est associé au Conseil sur le bœuf des Maritimes pour la Conférence sur le bœuf des Maritimes, qui s'est tenue virtuellement en octobre dernier. Les conférenciers étaient Christine O'Reilly du ministère de l'Agriculture et des Affaires rurales de l'Ontario (MAARO), Adam MacLean, propriétaire-exploitant, Michael Young de Bœuf Canada, Jasper Munro d'AgSights, Brenna Grant de CanFax/Conseil de recherche sur les bovins de boucherie (CRBB) et John MacKinnon de l'Université de la Saskatchewan. La côte Est était également bien représentée avec de nombreux présentateurs basés dans les Maritimes. Cette conférence continue d'offrir aux participants une excellente occasion de recueillir de l'information, d'établir des réseaux avec leurs pairs et de participer à des conversations sur l'avenir de l'industrie bovine.

L'AEBNE et les Producteurs laitiers de la Nouvelle-Écosse (PLNE) ont collaboré à l'organisation d'une journée d'appréciation des bovins, qui s'est tenue au Atlantic Stockyards Ltd. pendant la vente d'automne des animaux reproducteurs à la fin octobre. Nous tenons à remercier les PLNE de s'être associés à nous pour cette journée de célébration bien méritée pour les producteurs de bovins de la région.

Dans la perspective de 2022, l'AEBVE, ainsi que les Producteurs de bovins de l'Île-du-Prince-Édouard et les Producteurs de bovins du Nouveau-Brunswick, continuent de travailler en étroite collaboration avec le Conseil du bœuf des Maritimes sur les projets de l'industrie. Nous partageons tous l'intérêt commun de fournir une formation aux producteurs, d'améliorer les systèmes de production, de poursuivre la mise en œuvre de Verified Beef Production Plus (VBP+) et de mettre en place des systèmes de gestion des données agricoles.

Nous sommes également enthousiastes à l'idée de continuer à travailler dans le cadre de nos programmes développés, tels que le programme d'amélioration génétique, le programme de gestion des sols, des pâturages et des fourrages, ainsi que le tirage au sort des animaux reproducteurs femelles. Nous avons également hâte de commencer à offrir des séances d'engagement des consommateurs et des producteurs en matière de nutrition, comme des déjeuners-conférences, ainsi que des services à la ferme, comme le projet pilote de préconditionnement, et de continuer à offrir des services d'échographie des carcasses dans les Maritimes.

N'hésitez pas à contacter Brad McCallum au bureau de l'AEBNE pour toute question, commentaire ou préoccupation, à l'adresse office@nscattle.ca ou au numéro 902-893-7455.

Le tout respectueusement soumis,

Larry Weatherby
Président



L'Association des éleveurs de bovins de l'Î.-P.-É. (AEBIPE) a tenu son assemblée annuelle le 3 février 2021. Les membres du conseil sont Peter Dixon, Tim Dixon, Kevin Simmons, Dennis Hogan, Dwain MacAulay et Greg Stavert. Gary Hughes, directeur nommé d'office, représente les Producteurs laitiers de l'Î.-P.-É.

En avril 2021, L'AEBIPE s'est associée à Atlantic Beef Products Inc. et à Discover Charlottetown pour lancer la toute première campagne Meat N' Badaydas (pommes de terre). Cette campagne a été mise sur pied pour sensibiliser les gens à l'incroyable nourriture et aux chefs locaux de l'île. D'un bout à l'autre de l'île, 66 restaurants ont participé à la campagne, chacun créant un plat composé d'une viande associée à des pommes de terre ! Sur les 66 restaurants, 59 ont choisi le bœuf comme viande de choix.

L'AEBIPE continue de mettre en œuvre le programme Verified

Beef Production Plus (VBP+) à l'Île-du-Prince-Édouard en fournissant des informations et en organisant des ateliers. Bien que le nombre de producteurs participant aux ateliers VBP+ soit resté constant, le nombre d'exploitations vérifiées reste faible. Nous avons constaté une légère augmentation du nombre de producteurs souhaitant faire l'objet d'un audit VBP+. Nous avons attribué cette augmentation au programme offert par Atlantic Beef Products qui offre une prime de 0,02 \$ pour les bovins qui répondent à des spécifications précises et qui proviennent d'une exploitation enregistrée VBP+. À ce jour, nous avons 13 exploitations enregistrées à l'Î.-P.-É.

L'AEBIPE continue d'offrir la vérification de l'âge par une tierce partie. Ceci est très important pour le secteur des parcs d'engraissement de l'Î.-P.-É. qui nourrit généralement les animaux jusqu'à un âge plus avancé. Cette pratique se traduit par un nombre élevé d'animaux déterminés comme étant âgés de plus de trente mois ou OTM.

Un certificat de naissance peut aider à éviter une pénalité de 0,20 \$/lb si un animal est jugé OTM à l'Atlantic Beef Plant. Un certificat de naissance peut aider à éviter une pénalité de 0,20 \$/lb si un animal est jugé OTM à Atlantic Beef Plant. Par conséquent, nous avons constaté une augmentation du nombre de producteurs qui vérifient l'âge de leurs animaux. Un avantage important de ce service est que plus de producteurs obtiennent leur numéro d'identification du lieu et fusionnent plusieurs comptes de l'Agence canadienne d'identification du bétail (ACIB) en un seul. Tout cela aidera les producteurs à se préparer à la traçabilité.

Le programme Livestock Development for Beef a été mis en œuvre par le biais de l'AEBIPE. Le financement de ce programme est assuré par le Partenariat canadien pour l'agriculture (PCA) et offre aux producteurs admissibles de l'argent pour des programmes tels que les taureaux de première qualité, le renouvellement génétique des génisses, les tests de semences, les lecteurs RFID, la santé animale et les installations de manutention.

L'AEBIPE coordonne la marque du bœuf certifié de l'Île (CIB). Le bœuf de l'IPE est produit par ceux qui s'engagent à assurer la qualité, la constance et la saveur, en s'appuyant sur des générations d'expérience. L'élevage et la transformation du bœuf font depuis longtemps partie de notre patrimoine insulaire et nous prenons cette activité très au sérieux. Nous avons développé la marque CIB en fonction de ces attributs et de ces valeurs. Les bovins d'engraissement de toutes les provinces de l'Atlantique sont maintenant admissibles à la marque, ce qui permet aux producteurs de ces provinces de participer. La plupart des critères de la CIB sont fondés sur les pratiques actuelles, de sorte que les producteurs n'ont pas besoin de beaucoup d'ajustements pour y adhérer. Les deux facteurs clés sont la documentation des traitements et le traçage de tous les animaux produits sous la marque. La marque CIB continue de se développer régulièrement.

L'AEBIPE continue d'administrer le service de ramassage des animaux morts pour les producteurs de bovins. Ce service de 850 000 \$ est à frais partagés avec les Producteurs laitiers de l'Î.-P.-É., les éleveurs de bovins de l'Î.-P.-É. et la province. L'AEBIPE a signé un contrat de trois ans avec la province pour un montant de 50 000 \$ par an pour la partie du service relevant de l'AEBIPE. Un peu plus de 50 % de tous les éleveurs de bovins ont payé pour utiliser le service. Ceux qui n'ont pas payé ne sont pas admissibles et doivent prendre eux-mêmes les dispositions nécessaires pour l'élimination de leurs animaux morts.

Atlantic Beef Products (ABP) a transformé de façon constante 650 têtes par semaine. Ce chiffre est stable par rapport aux années précédentes et comprend les vaches grasses ainsi que les vaches de réforme. ABP est actuellement en phase d'expansion et espère que celle-ci sera terminée au printemps 2021. ABP continue de vendre du bœuf de marque Island View Farms et CIB dans les magasins Sobeys de l'Île-du-Prince-Édouard. En plus de cette marque, ABP vend les marques Certified Island Beef, Blue Dot et True Beef dans d'autres magasins de détail et de services alimentaires au Canada.

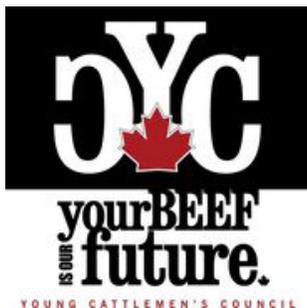
Nous sommes heureux d'avoir une représentation nationale comme suit: Peter Dixon, Conseil d'administration de l'Association canadienne des éleveurs (ACEB); David Francis, Bœuf Canada, et Ivan Johnson, Conseil d'administration de l'ACIB. Ces représentants constituent un lien précieux entre notre organisation provinciale et nos organisations nationales.

Le tout respectueusement soumis par

Amanda Miller, Directrice Exécutive
Éleveurs de bovins de l'Î.-P.-É.

DÉVELOPPEMENT DU LEADERSHIP





Le Conseil des jeunes éleveurs de bovins (Young Cattlemen's Council, YCC) est une filiale jeunesse de l'Association canadienne des éleveurs de bovins (ACEB) dont l'objectif est d'exposer les jeunes aux rouages de l'industrie bovine, tout en servant de canal d'information entre les jeunes producteurs de bœuf et l'industrie. Les délégués du Conseil participent également en tant que membres sans droit de vote aux comités de l'ACEB.

Du début de l'année jusqu'en août 2021, le Conseil a été dirigé par la présidente, Holly Sparrow (SK), et la vice-présidente, Jessica Sperber (AB). Le Conseil comprenait également les représentants provinciaux Andrea van Iterson (CB), Martin Clausen (AB), Kate Barnett (MB), Evan Chaffe (ON), Susan Hamilton (Maritimes) et des membres extraordinaires Carley Henniger (CB) et Kayla Weston (AB).

Le 17 mars 2021, le YCC a tenu sa réunion semestrielle virtuellement en même temps que l'assemblée générale annuelle (AGA) de l'ACEB. Au cours de l'AGA, le YCC a soumis au Comité de l'agriculture domestique de l'ACEB l'idée d'explorer davantage un Fonds de report des gains en capital qui permettrait aux agriculteurs qui prennent leur retraite de déposer la totalité ou une partie de leurs gains en capital du produit de la vente de leur terre et de bénéficier d'un report

d'impôt sur les gains en capital, tout en servant de réserve de capital pour les jeunes qui acquièrent des terres agricoles. Le Comité de l'agriculture intérieure est favorable à l'affectation de temps du personnel à l'étude approfondie de ce concept.

Le YCC a participé à sa quatrième " journée de lobbying " annuelle en rencontrant virtuellement des parlementaires fédéraux jusqu'à la fin du mois de mars 2021 pour discuter des opportunités et des défis importants pour les jeunes producteurs de bœuf. Le conseil a également soumis des commentaires décrivant les priorités que les jeunes producteurs de bœuf et les éleveurs du Canada aimeraient voir dans le prochain cadre stratégique pour l'agriculture qui doit remplacer le Partenariat canadien pour l'agriculture (PAC) et qui prendra fin en mars 2023. Les délégués ont également suivi diverses formations en 2021, y compris une formation sur les médias avec la fondatrice et PDG de Loft 32, Crystal Mackay, et une formation sur la défense des intérêts avec l'équipe d'engagement du public et des intervenants de l'ACEB et le BC Agriculture Council.

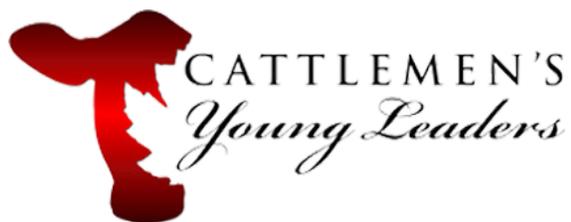
Le Conseil a tenu son AGA à Calgary, en Alberta, le 17 août 2021, en même temps que la réunion semestrielle de l'ACEB. Une élection virtuelle a été organisée pour un poste de membre extraordinaire d'une durée de deux ans

dans les jours précédant l'AGA. Laura Plett (MB) a été élue pour occuper le poste de membre extraordinaire, en remplacement de la déléguée sortante, Jessica Sperber (AB). La présidente Holly Sparrow (SK) a pris le rôle de présidente sortante en remplissant le poste de membre extraordinaire pour un an. Les nouveaux représentants provinciaux Charlene Yungblut (ON) et Victor Drury (QC) ont été accueillis au conseil. Le YCC a été ravi d'accueillir les éleveurs de bovins du Québec au sein du conseil, où Victor Drury est le tout premier délégué à occuper le poste de représentant provincial du YCC au Québec. Carley Henniger (BC) a assumé le rôle de présidente et Martin Clausen (AB) celui de vice-président, tous deux par acclamation.

Le Conseil est reconnaissant à son partenaire platine New Holland d'avoir renouvelé son parrainage du Conseil des jeunes éleveurs de bovins en 2021 et se réjouit de pouvoir travailler ensemble dans les années à venir.

Le financement du Conseil des jeunes éleveurs de bovins est rendu possible grâce au soutien généreux de notre commanditaire platine New Holland et des associations provinciales membres suivantes : British Columbia Cattlemen's Association, Alberta Beef Producers, Saskatchewan Beef Producers, Manitoba Beef Producers, Beef Farmers of Ontario, les Producteurs de bovins du Québec, Nova Scotia Cattle Producers, les Éleveurs de bovins du Nouveau-Brunswick et les Éleveurs de bovins de l'Île-du-Prince-Édouard.





Créé en 2010, le Programme de mentorat des jeunes leaders en production bovine est une initiative nationale pour les jeunes de l'Association canadienne des éleveurs de bovins, qui jumelle chaque année les participants avec un mentor dans leur domaine d'intérêt spécifique de l'industrie bovine et leur offre des possibilités de réseautage et de voyage adaptées à leur croissance personnelle et professionnelle. Les jeunes amateurs de bœuf âgés de 18 à 35 ans peuvent s'inscrire à ce programme qui a vu plus de 150 diplômés depuis sa création.

Le programme des Jeunes leaders en production bovine s'est poursuivi avec un groupe plus important de plus de 30 participants pour la majorité de l'année 2021 avec deux cohortes combinées, car les Jeunes leaders en production bovine de 2019 ont vu leur temps de participation au programme prolongé en raison de la COVID-19.

Le programme des Jeunes leaders en production bovine a poursuivi sa série d'engagements virtuels en 2021 avec les commanditaires du programme et les partenaires de l'industrie. Les sessions ont porté sur des sujets tels que les alternatives d'additifs

Alimentaires avec Cargill, une série de réseautage avec les participants au programme de mentorat du Conseil de

recherche sur les bovins de boucherie, ce à quoi vous devez vous attendre lorsque vous rencontrez votre banquier, présenté par RBC, la demande de bœuf en Chine avec Alltech et un atelier de développement professionnel du mentorat dirigé par Kim McConnell. Les Jeunes leaders en production bovine ont également pu planifier des rencontres avec leurs mentors en personne et assister à des événements de l'industrie lorsque les restrictions de COVID-19 le permettaient, comme Agribition, des visites de fermes, des formations en gestion holistique et plus encore.

En juin 2021, le forum annuel du printemps des Jeunes leaders en production bovine d'une durée de trois jours, a pris une tournure virtuelle, offrant aux jeunes leaders une formation en matière de défense des intérêts des bovins, un cours de marketing bovin 101 et une réception virtuelle de mise en réseau avec les commanditaires du programme. La grande finale du forum était un événement virtuel intitulé "Taste & Terroir- Steak and Wine Pairing". Les Jeunes leaders ont rassemblé leurs ingrédients et ont suivi virtuellement dans leur propre cuisine la cuisson d'un steak qui a fait l'objet d'une démonstration en direct par un mentor de Jeunes leaders et le directeur du Centre d'excellence du bœuf canadien, Chef Mathieu Paré, et le mentoré Jeune

leader en production bovine, Claye Harsany. Parmi les autres activités estivales, citons la visite d'un parc d'engraissement et d'une distillerie dans le sud de l'Alberta, en partenariat avec l'Alberta Cattle Feeders' Association, où un petit groupe de jeunes leaders de l'Alberta a visité les députés Nathan Neudorf et Joseph Schow afin de renforcer les compétences des jeunes leaders en matière de relations gouvernementales.

Le 30 août 2021, l'événement annuel des sélections des jeunes leaders visant à sélectionner le nouveau groupe de participants 2021 s'est une fois de plus transformé en un événement virtuel, où les demi-finalistes ont participé à des tables rondes jugées sur des sujets d'actualité dans l'industrie bovine en utilisant des salles de discussion Zoom. Les mentorés et les mentors de 2021 sont les suivants : Julia Flinton (Judy Guichon), Amanda Miller (Larry Thomas), Janine Rubin (Jodie Griffin), Diane Van Essen (Ryan Copithorne), Nikki Olson (Kelly Smith-Fraser), Rheanne Ritchie (Egan Brockhoff), Laura Macrae (Brendan Scholten), Tia Schram (Mike Panasiuk), Melissa Gablehaus (John McKinnon), Brock Larson (Ty Yeast), Holly Sparrow (Kelly Sidoryk), Logan Houff (Pat Hayes), Emily Potter (Andrea De Groot), Laura Scott (Jaclyn Wilson), Victor Drury (Graeme Finn) et Darren Dinsmore (Victor Oulton). En septembre 2021, le programme a organisé une célébration virtuelle de remise des diplômes pour les jeunes leaders 2019 et 2020 sortants, en présence de leurs mentors leaders du secteur et des commanditaires du programme.

En 2021, le programme des Jeunes leaders en production bovine a accueilli avec enthousiasme Elanco en tant que commanditaire de niveau Or et a été heureux de voir New Holland non seulement renouveler son parrainage du programme, mais aussi augmenter ses contributions à un niveau de partenaire de la Fondation. Le programme a également renouvelé ses accords de parrainage avec RBC Future Launch et McDonald's Canada.

Principales réalisations en 2021:

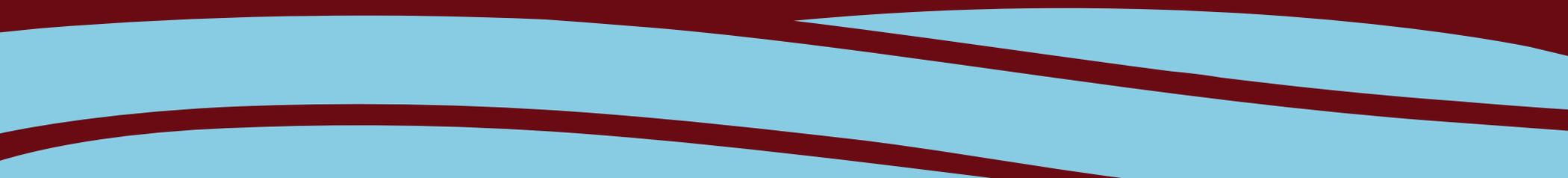
En 2021, les premiers participants au programme des Jeunes leaders en production bovine du Québec et du Labrador ont été accueillis, ainsi que le premier représentant provincial du Conseil des jeunes éleveurs en production bovine du Québec.

Des opportunités d'engagement virtuelles telles que le Forum du printemps des Jeunes leaders, un événement virtuel d'association steak et vin avec un chef professionnel et une formation sur les médias et la défense des intérêts avec le Conseil des jeunes éleveurs en production bovine.

Un investissement et un soutien nouveau et continu de la part des commanditaires du programme des jeunes leaders de l'ACEB qui rendent généreusement possibles ces opportunités pour la prochaine génération.



**TRAVAILLER
ENSEMBLE**





Bœuf Canada a le plaisir de fournir à l'Association canadienne des éleveurs de bovins (ACEB) un aperçu des efforts déployés sur les marchés intérieurs et extérieurs pour accroître la demande de bœuf canadien et, en fin de compte, la valeur que les producteurs reçoivent pour leurs bovins. Pour plus de détails, visitez [Canada Beef Annual Report 2020-2021](#) et [Canada Beef Performs](#).

Marché intérieur



Le Portail d'information sur le bœuf canadien (Portail) a pour mission de soutenir la croissance future de l'industrie bovine canadienne et d'offrir une expérience de consommation de bœuf exceptionnelle à nos clients au Canada et dans le monde entier.

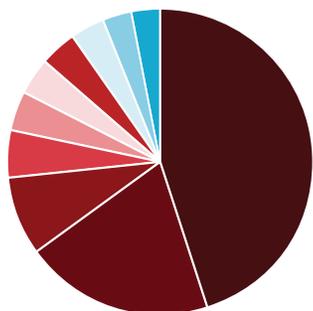
Le Portail est l'initiative la plus ambitieuse de Bœuf Canada à ce jour. Les consommateurs n'ont qu'à scanner un code QR ou CUP du portail avec un téléphone intelligent ou une tablette pour accéder à un contenu qui les inspire à essayer de nouvelles coupes de bœuf, de nouvelles recettes et de nouvelles méthodes de préparation en toute confiance.

[Un déploiement progressif du Portail](#) a débuté en janvier 2022. Pour en savoir plus sur la façon dont le portail servira l'industrie canadienne du bœuf, cliquez [ici](#).

Marketing destiné aux consommateurs et confiance du public

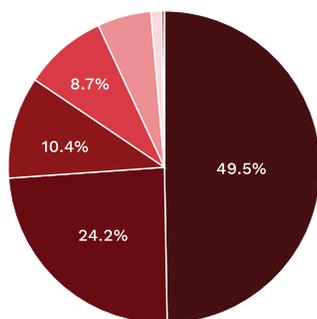
Les espaces sociaux et numériques de Bœuf Canada engagent et connectent avec les consommateurs et les producteurs pour susciter la fidélité à la marque. Avec 70 000 adeptes et environ 19 millions d'impressions de janvier à décembre 2021, Bœuf Canada continue de bâtir des relations significatives.

Principales pages de renvoi par session – Canadabeef.ca Jan - Dec '21



Chemin de la page de renvoi	Sessions
/oven-roast-know-how/	190,478
/recipes/	84,080
/	35,110
/mycanadianbeef/	20,792
/cuts-by-colour/	17,545
/grilling-steak-know-how/	16,114
/rotisserie-roast-know-how/	15,987
/ground-beef-know-how/	15,021
/recipes/speedy-roast-beef-stroganoff/	13,265
/pot-roast-know-how/	12,297

Canaux principaux - Site Web Canadabeef.ca Jan - Dec '21



Organic Search	49.5%
(Other)	24.2%
Direct	10.4%
Paid Search	8.7%
Social	
Referral	
Display	
Email	

Bœuf Canada s'associe à l'ACEB pour exécuter conjointement le programme d'engagement du public et des intervenants, et travaille avec d'autres intervenants de l'industrie du bœuf pour répondre aux préoccupations du public et des consommateurs au sujet de la production de bœuf, tout en travaillant à soutenir les marques de bœuf canadiennes.

Commercialisation du bœuf générique financée par le prélèvement à l'importation

Le prélèvement à l'importation (perçu sur les importations de bœuf au taux équivalent de 1 \$ par tête) permet de financer la diffusion de messages positifs sur le bœuf à travers le Canada. La campagne primée [One & Only Beef campaign](#) est un exemple de la façon dont le prélèvement à l'importation profite à la consommation de bœuf.

Santé et nutrition

Bœuf Canada a intensifié ses efforts pour promouvoir la santé et les aspects nutritionnels du bœuf auprès des consommateurs en ajoutant une diététiste à son personnel. Cette expertise permettra de développer davantage la stratégie de Bœuf Canada en matière de nutrition en fonction de la science actuelle, des besoins de l'industrie et des tendances en matière de nutrition.

Les efforts dans ce domaine comprennent six capsules télévisées sur le fer et la santé des femmes diffusées sur les stations des principaux centres urbains de l'Ontario et des provinces atlantiques de juillet à octobre. La portée combinée de ces capsules télévisées a atteint 2,3 millions de téléspectateurs, avec un segment sur Breakfast Television Toronto qui a atteint à lui seul 840 000 vues - un public cible important pour Bœuf Canada.

Marketing intérieur en ligne

L'équipe du marketing intérieur en ligne engage les partenaires de marque sur le marché canadien dans le développement et la promotion du bœuf canadien afin de tirer parti de la valeur de la marque du Bœuf canadien, pour augmenter la demande, la confiance des clients et la position concurrentielle sur le marché canadien.

Un nouveau programme national de marketing commercial a été lancé en 2021. Le programme offre un soutien financier à frais partagés pour les projets et les activités initiés par les entreprises les plus représentatives du bœuf canadien dans deux grandes catégories essentielles pour faciliter la croissance du marché intérieur.

Une campagne publicitaire visant à promouvoir le système de classement du bœuf canadien auprès des détaillants a également été lancée. Conçue pour informer les consommateurs et les professionnels du commerce sur la qualité et la valeur offertes par les trois principales catégories de bœuf canadien, la campagne aidera les consommateurs à choisir le produit qui leur convient le mieux et améliorera la satisfaction globale des consommateurs.

Programmes et services de développement des marchés d'exportation

Le programme de développement du marché d'exportation (DME) de Bœuf Canada fournit un soutien financier à frais partagés pour les projets et activités admissibles initiés par les entreprises représentatives du bœuf canadien dans cinq grandes catégories essentielles pour faciliter la croissance du marché d'exportation du bœuf canadien.

En 2021, 50 projets du programme de DME ont été approuvés, soutenant six délégations d'acheteurs étrangères, une visite de développement de marché étranger, 35 initiatives de promotion et de marketing différentes et huit projets de participation à des salons professionnels internationaux. Sur ces 50 projets approuvés, 28 entreprises différentes ont reçu un soutien ciblant neuf marchés d'exportation différents et quatre projets couvrant plusieurs marchés d'exportation.

L'équipe internationale de Bœuf Canada responsable du développement des marchés d'exportation dans les principaux marchés d'exportation de bœuf et les marchés

émergents continue de répondre aux nouvelles tendances et opportunités tout en faisant face à de nombreuses restrictions liées à la pandémie.

Marketing global

L'équipe de marketing global a réalisé des projets de recherche auprès de consommateurs et de professionnels de l'industrie dans neuf pays afin d'acquérir une nouvelle perspective sur les tendances des acheteurs et des consommateurs. Ces renseignements assurent la compétitivité de l'industrie canadienne des bovins et du bœuf, ainsi qu'un solide retour sur investissement de Bœuf Canada.

Centre d'excellence du bœuf canadien

Le Centre d'excellence du bœuf canadien (CEBC) a mis au point un répertoire sophistiqué de capacités de vidéo et de photographie pour continuer à transmettre les messages de l'Avantage du bœuf canadien à l'industrie et aux consommateurs.

Les vidéos servent d'outils éducatifs et promotionnels auprès des professionnels du commerce et de l'industrie et des consommateurs, ainsi que sur de nombreux marchés internationaux. Environ 85 des 300 titres vidéo développés à ce jour sont disponibles sur notre site web consacré au commerce cdnbeefperforms.ca.

Conclusion

Alors que nous entrons dans le dernier trimestre de l'exercice financier en cours, le travail se poursuit à Bœuf Canada pour assurer la prestation de programmes, de services et de ressources qui permettront à l'Industrie canadienne du bœuf et du veau de connaître un succès continu et d'accroître la satisfaction, la préférence et la fidélité des consommateurs à la marque.



When it comes to agriculture, we get it.

Our Agricultural Specialists come from agriculture backgrounds to better serve your business.

What we can do for you:

- Review options to stabilize cash flow in case of seasonal fluctuation
- Meet your credit needs as your business expands or shifts with the times
- Discuss options to better manage surplus cash
- Review and document your transition plan

For more information, please contact your local Agricultural Specialist or visit www.scotiabank.com/agriculturalservices

Scotiabank®

© Registered trademark of The Bank of Nova Scotia.





Votre prélèvement sur le bœuf : travaille pour vous

Par Chad Ross, président de l'Agence canadienne de prélèvement du bœuf

Les dollars de nos prélèvements nationaux ont été mis à contribution l'année dernière, en soutenant des stratégies de marketing flexibles pour répondre aux besoins des consommateurs, et en investissant des fonds de recherche dans des projets qui ont aidé les producteurs à optimiser leurs approvisionnements en aliments pour animaux et à accroître leur efficacité tout en conservant leurs bovins dans une situation de marché difficile. Les investissements visant à maintenir et à accroître le soutien du public à l'égard du bœuf et des producteurs de bœuf ont été primordiaux cette année, et notre industrie continue de se concentrer sur les données scientifiques qui démontrent à quel point les bovins et le bœuf sont bénéfiques pour notre environnement, notre santé et notre bien-être.

L'année dernière, 17,2 millions de dollars de prélèvements ont été perçus au Canada pour aider à accroître la valeur des producteurs canadiens de bœuf et de veau.

Si l'on ajoute à cela le prélèvement à l'importation de 1,2 million de dollars, ce sont près de 19 millions de dollars qui ont été investis pour rendre notre industrie plus efficace et plus rentable grâce à des investissements ciblés dans des domaines prioritaires.

Le prélèvement national est affecté par un cadre réglementaire fédéral supervisé par le Conseil des produits agricoles du Canada (CPAC) pour des investissements ciblés uniquement dans la recherche, le développement des marchés et la promotion de l'industrie du bœuf au Canada. Les investissements du prélèvement national dans les programmes de lobbying et de politique ne sont pas admissibles dans le cadre réglementaire, et le CPAC continue d'examiner nos plans d'affaires chaque année pour vérifier l'admissibilité de tous les investissements.

L'Agence s'est efforcée d'éduquer les producteurs, les intervenants et ceux qui se trouvent le long de la chaîne de valeur sur la perception et la remise des prélèvements, ce qui a permis de réduire les dérapages. Il est important que nous, en tant qu'organisation, restions engagés auprès de nos partenaires provinciaux afin de comprendre les besoins uniques des producteurs d'un océan à l'autre. Nous cherchons toujours à modifier nos stratégies et à rester flexibles, en nous assurant de transmettre notre message là où les producteurs se trouvent.

Comme les marchés fluctuent et que la façon dont nous élevons et produisons les bovins change, notre stratégie d'investissement des dollars du prélèvement doit également changer. Les différents moments du cycle de l'élevage bovin mettent en évidence la nécessité de différentes priorités d'investissement pour notre industrie. Nous devons donc être prêts à surveiller ces signaux du marché et rester flexibles.

Grâce à la Stratégie nationale pour le bœuf, notre industrie peut continuer à se concentrer sur les priorités qui nous feront avancer ensemble, ce qui inclut une stratégie de financement pour atteindre les objectifs qui affecteront la rentabilité et l'avenir des producteurs de bœuf canadiens. La stratégie recommande à la fois des allocations de fonds pour chaque association provinciale de bovins, ainsi que des objectifs mesurables qui continueront à faire avancer notre industrie dans l'avenir. Et il incombe à nos organisations bovines nationales, y compris nos partenaires provinciaux et nos trois fournisseurs de services nationaux, de contribuer à la réalisation de ces objectifs mesurables.

En ce qui concerne nos prestataires de services, je dois applaudir chacun d'entre eux. Cette année n'a pas été facile, et ils se sont tous montrés à la hauteur pour continuer à travailler pour notre industrie sans perdre une seconde.

Chez Bœuf Canada, Michael Young a apporté un style de leadership très impressionnant pour la branche marketing

de notre industrie. Bœuf Canada continue de prospérer avec Michael à la barre, et il est si encourageant de voir les stratégies de marketing mises en œuvre au nom de nos producteurs de bœuf et de veau. C'est certainement quelque chose dont nous pouvons être fiers.

Au Conseil de recherche sur les bovins de boucherie (CRBB), Andrea Brocklebank a été un roc pour notre industrie. À travers les crises et la prospérité, Andrea a continué à diriger le CRBB et les stratégies de recherche de l'industrie pour faire ce qu'ils font le mieux, c'est-à-dire aider les producteurs de bœuf à faire ce qu'ils font le mieux. Sous la direction d'Andrea, la capacité de recherche a été maintenue et augmentée, ce qui est un accomplissement incroyable pour notre industrie.

À la tête de l'équipe chargée de l'engagement du public et des intervenants (EPI), Amie Peck a continué à mettre en place des programmes et des stratégies nouveaux et passionnants pour partager avec le monde entier les histoires de notre industrie, de notre bœuf et de nos producteurs. Le film Gardiens des prairies a été une joie absolue de le voir se répandre dans tout le pays, et il me donne une grande satisfaction quant aux mains dans lesquelles nous laissons notre industrie.

Les membres de l'Agence continuent de travailler ensemble pour représenter les producteurs de bœuf canadiens de tous les secteurs autour de la table du prélèvement. Il est important de garder un œil sur l'avenir de notre industrie et de nous assurer que nous continuons d'offrir une valeur mesurable à notre industrie.

Chad Ross
Président, l'Agence canadienne de prélèvement du bœuf



Alors que l'année 2021 se termine, l'Agence canadienne d'identification du bétail (ACIB) se remémore une année difficile mais instructive, au cours de laquelle nous avons pris des mesures directes pour faire progresser notre industrie. Voici quelques-unes des principales étapes de cette année.

Relocalisation de l'ACIB

Nous avons depuis longtemps l'objectif de posséder notre propre bâtiment comprenant à la fois des bureaux et un entrepôt. En ayant notre propre espace dédié et de la place pour un centre de distribution, nous avons la possibilité d'augmenter nos services internes et de devenir plus autonomes pour mieux servir l'industrie à mesure que nous avançons. Nous recherchons activement une nouvelle propriété depuis mars 2020 et avons finalement trouvé notre domicile permanent dans le sud-est de Calgary. Le déménagement a eu lieu à la mi-septembre et nous apprécions le nouveau bâtiment et toutes ses merveilleuses caractéristiques.

Après avoir cherché partout, l'ACIB a acheté ses propres bureaux et entrepôts dans l'espoir de développer ses services internes et de devenir autonome.

Aller de l'avant avec l'ultra-haute fréquence (UHF)

Les étiquettes et les équipements basés sur la technologie UHF (Ultra High Frequency) suscitent un intérêt croissant en tant qu'outil de gestion pour les éleveurs de bétail. Les travaux récents de l'industrie ont mis en évidence les possibilités et les défis de mise en œuvre de la technologie au Canada, qui est fortement soutenue par les secteurs des parcs d'engraissement et des transformateurs. Bien que l'ACIB soit neutre sur le plan technologique, nous avons terminé un projet qui examine toute la documentation pertinente disponible sur le sujet et son application à l'industrie des

bovins, qui a été réalisé avec le soutien et le financement d'Agriculture et Agroalimentaire Canada et de l'Association canadienne des éleveurs de bovins. Visitez le <https://www.canadaid.ca/fr/traceability/research/> ou en apprendre plus.

L'industrie a indiqué qu'il y a des avantages à tirer de cette technologie au-delà des capacités des étiquettes actuelles à basse fréquence. Même avant la normalisation internationale des schémas de numérotation, qui est nécessaire pour l'adoption nationale de la technologie au Canada, l'introduction et l'essai de la technologie sont considérés comme bénéfiques. L'ACIB est réceptive aux souhaits de l'industrie, mais exige des changements et des ajouts aux systèmes actuels pour permettre à la nouvelle technologie d'atteindre son plus grand avantage pour toutes les parties prenantes.

L'ACIB explore les moyens d'introduire rapidement les étiquettes de gestion UHF dans le système existant d'une manière rentable qui fournit les avantages de la technologie à la collecte de données à la ferme et soutient la traçabilité. L'intégrité de la traçabilité est améliorée et la saisie des données est simplifiée en jumelant un numéro d'étiquette UHF avec un numéro d'étiquette ACIB et en stockant la référence croisée dans le CLTS.

L'ACIB explore les moyens d'introduire rapidement la technologie UHF d'une manière rentable. En 2022, cela restera une priorité pour notre organisation.

Rétention des étiquettes

La rétention des étiquettes fait partie intégrante du système de traçabilité et constitue depuis longtemps une priorité pour l'ACIB. Au fil des ans, l'ACIB a collaboré à un certain nombre de projets de recherche afin de mieux comprendre les problèmes courants et de trouver des solutions aux

préoccupations concernant les étiquettes perdues, les dos manquants et la mauvaise rétention générale des étiquettes.

L'ACIB a travaillé directement avec les fabricants pour remédier aux problèmes signalés par les producteurs. Cela a permis d'améliorer et de modifier les étiquettes actuellement sur le marché et de mettre sur le marché des étiquettes de conception nouvelle et innovante. Des tests de conformité des étiquettes approuvées sont effectués régulièrement par l'ACIB. Les tests annuels sont prévus pour le début de 2022. Cela permet de garantir que les étiquettes continuent de répondre aux normes élevées de l'industrie et de l'ACIB. La rétention des étiquettes restera une priorité pour l'ACIB en 2022 et sera la caractéristique de la publicité ciblée de l'ACIB.

La rétention des étiquettes s'améliore grâce à l'action directe, ce qui contribuera à répondre à la demande croissante de traçabilité dans notre secteur. En fin de compte, la responsabilité incombe toujours en grande partie aux producteurs, qui sont tenus d'appliquer correctement les étiquettes et de respecter les limites environnementales des matériaux.

En collaborant avec les fabricants et les producteurs, l'ACIB contribue à résoudre le problème fondamental de la traçabilité que constitue la rétention des étiquettes en répondant aux préoccupations par un retour d'information direct de la part des producteurs par le biais du formulaire [Approved Indicator Quality Control Report disponible su canadaid.ca/fr sous CLTS Forms.](https://www.canadaid.ca/fr/sous-CLTS-Forms)

L'ACIB travaille avec les fabricants pour résoudre les problèmes de rétention signalés directement par les producteurs. La rétention des étiquettes reste une préoccupation majeure.



LIVESTOCK MARKETS ASSOCIATION OF CANADA

Au cours de la dernière année, la Livestock Markets Association of Canada (LMAC) n'a pas été en mesure d'organiser des réunions en personne, mais elle a été très active en coulisses au nom de ses membres et de ses partenaires de l'industrie.

Les questions sur lesquelles travaille actuellement la LMAC comprennent l'exigence de documents de « transfert de soins » pour le bétail arrivant dans les sites intermédiaires. Les inspecteurs de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) de tout le pays demandent aux sites intermédiaires de produire des documents pour le bétail qui arrive, documents qui comprennent des informations telles que la date à laquelle le bétail a été nourri et abreuvé pour la dernière fois, qui a transporté le bétail et s'il est arrivé au site intermédiaire en bon état.

Cette situation est problématique car, dans la plupart des cas, les producteurs/propriétaires ne sont absolument pas au courant de cette exigence! La LMAC avait suggéré que l'ACIA élabore un programme éducatif pour sensibiliser et promouvoir l'utilisation des documents, mais cela ne s'est pas produit. Il n'y a pas de formulaire standard élaboré par l'ACIA, il existe plutôt un modèle d'informations requises. Il incombe au propriétaire des bovins de remplir le formulaire et de fournir les informations. Les sites intermédiaires sont tenus de recueillir les formulaires et de les conserver au cas

où une enquête serait requise par l'ACIA. La LMAC élaborera un formulaire qui sera affiché sur le site Web de la LMAC. La LMAC recommande que les bovins voyageant sur moins de 300 miles soient exemptés de l'obligation de fournir le document de « transfert de soins », car ils sont bien en deçà de la limite de 36 heures prévue par le règlement actuel sur le transport.

La LMAC a participé activement au comité de développement du « Code de pratique des sites intermédiaires » dirigé par Santé animale Canada, anciennement le CNSAE. Ce comité s'est réuni 15 fois et terminera le nouveau code au début de 2022. Il était très important que l'industrie fasse partie de ce développement. Selon les responsables du projet, cinq provinces utilisent actuellement les « codes de pratiques » lorsqu'elles apportent des modifications réglementaires concernant les soins et l'hébergement des animaux.

Le comité comprend des représentants du gouvernement, du secteur privé, du bien-être des animaux, des transports et de l'industrie. Le groupe représente également plus que des bovins, ce qui rend parfois très difficile l'obtention d'un consensus. La LMAC a travaillé très dur pour s'assurer que rien dans le code ne puisse être sorti de son contexte à l'avenir et être utilisé pour entraver les opérations sur les sites intermédiaires.

La LMAC a participé à la réorganisation du programme canadien de certification en matière de transport des bovins. Aux États-Unis, certaines des principales usines de transformation exigent que les manutentionnaires de bovins et les camionneurs possèdent cette certification afin de livrer les bovins à leurs installations. Il semble que certains au Canada pourraient exiger cette certification à l'avenir. Dans le passé, ce cours était très coûteux, et en raison du roulement élevé du personnel, tant dans l'industrie du camionnage que dans les sites intermédiaires, il était très difficile de satisfaire aux exigences. Le cours est maintenant offert en ligne au coût de 200 \$ par personne et est valide pour trois ans. La LMAC a demandé que les sites intermédiaires puissent avoir un employé qui suivrait un cours de formateur. Cette personne serait ensuite autorisée à enseigner aux employés du site. L'objectif est d'avoir un instructeur certifié sur place qui pourrait certifier les employés.

Au cours de la dernière année, la LMAC a passé beaucoup de temps à tenir ses membres informés de manière précise de la situation actuelle de la COVID-19, afin qu'ils puissent continuer à fournir des services de marketing à leurs clients. Les différentes réglementations en vigueur dans les différentes provinces ont rendu la tâche plus difficile. Certains exploitants du marché ont été mis à l'amende en vertu de la réglementation COVID-19 sur les rassemblements publics. De nombreux marchés ont diffusé leurs ventes publiquement afin que les producteurs aient la possibilité de voir leurs bovins être vendus.

La LMAC continuera à s'assurer que le secteur de la commercialisation est reconnu comme un service essentiel. L'exigence fédérale de vaccination pour les camionneurs qui transportent des marchandises à destination et en provenance des États-Unis est une préoccupation ; les bovins vivants et les produits de bœuf pourraient être touchés.

De plus, les livraisons de céréales et de sous-produits alimentaires seront plus difficiles. La LMAC prévoit que les

exportations de bovins vivants au cours du premier semestre de 2022 seront plus élevées que l'année dernière en raison du coût moins élevé de l'alimentation des bovins aux États-Unis par rapport à l'Ouest canadien.

La LMAC estime que 15 % à 20 % de plus de bovins d'engraissement ont été vendus à l'automne 2021 en raison des pénuries d'aliments pour animaux. On s'inquiète également du nombre de vaches de reproduction réformées et vendues en 2021 en raison des conditions de sécheresse. La LMAC estime qu'un grand nombre de ces troupeaux ne pourront pas être "reconstitués" à l'avenir.

La pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans le secteur de la vente aux enchères continue d'être un défi pour notre industrie.

La LMAC est heureuse que les Livestock Marketers of Saskatchewan se soient joints à la LMAC et soient des membres en règle.

La LMAC tentera de tenir son congrès de 2022 et son Championnat canadien de vente aux enchères de bétail du 5 au 8 mai à Lloydminster, en Saskatchewan. Ces événements ont été annulés au cours des deux dernières années en raison de préoccupations liées à la COVID-19. Cette année, la LMAC a approuvé une politique selon laquelle toutes les personnes présentes doivent être au minimum doublement vaccinées pour participer à l'événement, ou pour celles qui ne le sont pas, un "test rapide" sera disponible sur place. La personne qui fait le test doit fournir un résultat négatif pour être autorisée à participer à l'événement.

Au cours de la dernière année, la LMAC a travaillé à l'amélioration des services aux membres et à la reconnaissance par le public de notre organisation.

La LMAC se réjouit de travailler avec l'ACEB à l'avenir.



Les activités et les réalisations de l'Association nationale des engraisseurs de bovins (ANEB) ont atteint de nouveaux sommets en 2021 alors que nous nous sommes engagés à exécuter un nouveau plan stratégique quinquennal adopté par le conseil d'administration l'année dernière. Bien que le plan comporte de nombreuses initiatives et objectifs, ils renvoient tous aux objectifs organisationnels fondamentaux de l'ANEB: croissance et prospérité durables, amélioration de la compétitivité, leadership et collaboration de l'industrie.

Je suis particulièrement heureux de vous faire part de quelques réalisations importantes cette année.

James Bekkering
Président du conseil d'administration, ANEB

- Nous avons réussi à travailler avec l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) pour développer une nouvelle désignation "Négociant fiable" avec l'USDA-APHIS.
- L'ANEB a été une voix essentielle de l'industrie bovine canadienne en répondant à la nouvelle proposition de réglementation des aliments pour animaux publiée cette année dans la Gazette du Canada-I. Cet ensemble complet

de règlements est le résultat d'un effort de dix ans pour moderniser les règlements sur les aliments du bétail au Canada, un effort auquel l'ANEB a participé depuis le début.

- Partenariat réussi avec d'autres intervenants nationaux de l'industrie des bovins et du bœuf pour aboutir à une déclaration conjointe de l'industrie demandant le développement d'étiquettes à ultra-haute fréquence (UHF) pour les bovins canadiens, et leur adoption éventuelle comme indicateurs approuvés obligatoires à des fins de traçabilité des bovins.
- Nous avons travaillé avec nos partenaires de l'industrie nationale et l'équipe de projet de l'ACIA pour préparer la demande de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), qui a permis au Canada d'obtenir le « statut de risque négligeable » pour l'ESB en mai 2021.

Au cours de l'année 2021, l'ANEB a présenté plus de deux douzaines de demandes distinctes au gouvernement fédéral, dont les suivantes:

- Des présentations commerciales ont été faites à Affaires mondiales Canada sur de nouveaux accords de libre-échange potentiels avec l'Indonésie, le Royaume-Uni et l'Inde.

- Des présentations réglementaires ont été faites à l'ACIA sur une série de pré-propositions concernant l'amélioration de la traçabilité, les importations et les exportations de bétail, et l'amélioration de la compétitivité réglementaire.
- Une présentation particulièrement critique a été faite avant la réunion des ministres de l'agriculture fédéral, provinciaux et territoriaux (FPT) sur le prochain accord de partenariat agricole canadien (PAC). Dans ce document, l'ANEB a exhorté les ministres à ajouter « l'amélioration de la compétitivité » comme pilier du prochain accord du PAC et à poursuivre une réforme significative de la série actuelle de programmes de gestion des risques de l'entreprise (GRE) agricole en assurant des paiements en temps opportun, en supprimant le plafond actuel de 3 millions de dollars pour Agri-Stabilité et en augmentant le taux de remboursement à 85 %.
- Des présentations supplémentaires ont été faites à Environnement et Changement climatique Canada (ECCC) sur les politiques actuelles de tarification du carbone et le développement d'un nouveau système fédéral de compensation des GES.
- Lobbying sur la nécessité de maintenir l'accès à la main-d'œuvre étrangère et sur les changements proposés au programme des travailleurs étrangers temporaires.

Autres faits saillants des activités:

- A comparu devant le Comité permanent de la Chambre des communes sur l'agriculture eCBvt l'agroalimentaire, citoyenneté et l'immigration, Commerce international, et Finances.
- Une réunion de hauts dirigeants avec le président de l'ACIA et l'équipe de la haute direction a été tenue, suivie de réunions avec le vétérinaire en chef du Canada, des fonctionnaires de la Direction de la santé animale et

de la Division de l'importation et de l'exportation, ainsi que des fonctionnaires de la Direction des médicaments vétérinaires (DMV) de Santé Canada.

- Soumis à chaque parti politique fédéral une liste de priorités agricoles à inclure dans leurs programmes électoraux, et déployé une campagne de médias sociaux conçue pour attirer l'attention sur nos problèmes et préoccupations.
- A représenté les éleveurs de bovins dans des groupes de travail nationaux pour :
 - » Santé animale Canada
 - » Transport des animaux
 - » Exigences en matière de MRS dans les usines de transformation du bœuf au Canada
 - » Technologie des étiquettes UHF
 - » Changement climatique (Agriculture Carbon Alliance)

Les réalisations ci-dessus ne reflètent qu'une petite partie des efforts déployés par l'ANEB au cours de la dernière année - une année marquée par de nombreux événements mettant à l'épreuve les producteurs de bovins finis du Canada. Tout cela s'est produit dans le contexte d'une pandémie mondiale en cours et de nouvelles exigences réglementaires sur le transport du bétail et les dispositifs électroniques d'enregistrement.

En tant que président de l'ANEB, je tiens à remercier sincèrement tous nos partenaires de l'industrie et chacun de nos directeurs dévoués pour les efforts collectifs qu'ils ont déployés au cours de l'année écoulée. Je tiens à remercier tout particulièrement nos talentueux représentants provinciaux et notre équipe dévouée de consultants sur le terrain à Ottawa.



CANADIAN MEAT COUNCIL

Le Canada a obtenu le statut de risque négligeable d'ESB de l'OIE en mai 2021. Nous nous réjouissons de l'accès élargi aux marchés étrangers pour divers produits de bœuf limités par les restrictions de l'époque de l'ESB. De plus, il serait formidable que votre rapport aborde les sujets suivants : aperçu de l'année, mise à jour des principales priorités/activités et priorités pour 2022.

Rapport sur les activités du Comité du bœuf et du veau du CVC

Le Comité du bœuf et du veau du CVC a abordé plusieurs questions clés au cours de la dernière année, alors que nous continuons à gérer les défis présentés par la pandémie de COVID-19.

La pandémie de COVID-19 a continué à poser des problèmes aux membres du CVC chargés de la transformation du bœuf. Le CVC a maintenu le contact avec les ministres et les hauts fonctionnaires du gouvernement pour s'assurer que les usines puissent continuer à fonctionner tout au long de la pandémie. Le gouvernement a offert des produits de test rapide et le CVC a fait pression pour que les usines de transformation de la viande aient la priorité afin d'obtenir un accès rapide au vaccin.

Les priorités du Comité du bœuf et du veau étaient axées sur la demande de modification de la politique de retrait des MRS

afin de l'harmoniser avec celle des États-Unis, maintenant que le Canada s'est vu reconnaître le statut de risque négligeable d'ESB par l'Office mondial de la santé animale de l'OIE, ainsi que sur le lobbying en faveur de la modification du règlement sur la traçabilité, auquel il aurait été difficile pour les membres du CVC de se conformer dans sa forme proposée.

Le Comité du bœuf et du veau a formé deux sous-groupes de travail pour traiter ces questions clés.

Politique de retrait des MRS

Un exposé de position a été élaboré sur la politique de retrait des MRS et présenté à l'ACIA pour souligner les problèmes spécifiques qui font que les membres ne sont pas compétitifs par rapport aux États-Unis. En collaboration avec les parties prenantes - l'Association canadienne des éleveurs de bovins (ACEB), l'Association nationale des engraisseurs de bovins (ANEBC) et avec le soutien de la Canadian Renderers Association et la Canadian Feed Association (Association de nutrition animale du Canada) - nous cherchons à obtenir des changements qui amélioreraient la situation au Canada. La consultation de la National Renderers Association aux États-Unis a mis en évidence les points suivants:

- Environ 25 livres de matières supplémentaires sont retirées de chaque animal PTM transformé au Canada.

- Le coût des MRS pour les bovins PTM au Canada s'élève à 256,84 \$/tonne.
- Le coût d'élimination des MRS de 500 000 bovins OTM transformés au Canada est supérieur de 6 millions de dollars canadiens à celui des États-Unis (sans compter la main-d'œuvre, la perte de matières premières ou la diminution de l'impact sur la durabilité des sous-produits issus de l'équarrissage).

De plus, l'ACIA a reçu un document de comparaison qui met en évidence les différences de traitement des MRS entre les États-Unis et le Canada. L'industrie travaille avec des chercheurs indépendants pour fournir à l'ACIA une évaluation précise des risques en vue d'une harmonisation avec les États-Unis.

On craint que le cas atypique d'ESB n'affecte la progression de ce changement de politique. Le CVC surveille de près si le cas atypique affectera ou non notre revendication d'amélioration de la réglementation des MRS.

Traçabilité / Technologie UHF

En ce qui concerne le Règlement sur la traçabilité, l'ACIA a accepté l'exposé de position du CVC qui montrait que nous pouvions répondre à une demande de traçabilité de tout animal arrivant à nos usines dans les 48 heures, plutôt que de devoir déclarer activement des détails spécifiques pour chaque animal. Cependant, ils continuent à demander aux établissements de déclarer le numéro d'identification du site. La position de CVC est que cette information peut être fournie lorsque la technologie est en place grâce à un manifeste électronique et/ou des étiquettes d'identification à ultra haute fréquence (UHF) sur les bovins. Le CVC travaille en collaboration avec l'ACEB et l'ANEB pour faire avancer les approbations de la technologie UHF au Canada. Des recherches sont en cours pour établir les critères d'utilisation des étiquettes UHF au Canada et pour faire avancer les approbations ISO nécessaires à l'utilisation de ces étiquettes.

Priorités d'accès aux marchés

Maintenant que le Canada a obtenu le statut de risque négligeable à l'OIE, l'ACIA a demandé une liste de marchés prioritaires sur lesquels il faudrait se concentrer pour négocier de nouveaux certificats d'exportation pour tout le bœuf de tous les âges. En avril 2021, le CVC a fourni la liste des priorités du CBV qui comprend :

- Chine: Accès pour la viande de bœuf non désossée, les abats, et les plus de trente mois (Reprise des installations interrompues en raison de précédents foyers de COVID)
- Taïwan: Bœuf PTM et abats
- Corée du sud: Bœuf PTM
- Indonésie: PTM, abats et suppression des restrictions sur le bœuf provenant de bovins importés (doivent être au Canada 4 mois avant l'abattage)
- Brésil: MTM, PTM, abats et parures de bœuf

Le CVC fournit également un soutien aux entreprises individuelles pour les questions d'accès au marché et le dépannage.

Groupe de travail de l'UE

Le groupe de travail de l'UE a continué de se pencher sur les défis que pose l'exportation de produits vers l'Union européenne. Le protocole sur le veau canadien a été approuvé et est maintenant publié sur le site Web du CVC. Les retards causés par les complications liées à la COVID-19 ont empêché la prochaine étape d'approbation de l'établissement, mais ce sera la prochaine étape. La question de l'approbation de l'aide à la transformation de l'acide péroxyacétique est également un défi pour certains établissements et la solution à ce problème est un projet à plus long terme. Le travail de ce comité a été suspendu pendant la période des élections, mais il devrait reprendre au cours de la nouvelle année.

Mises à jour des accords commerciaux

L'ACEUM a été mis en œuvre le 1er juillet 2020 et les questions que nous n'avons pas traitées pourraient être soumises aux comités bilatéraux lorsqu'ils seront établis. La COVID et les élections ont retardé une partie de ce travail. Le statut de l'Accord consultatif sur l'agriculture (ACA) est encore inconnu.

Un accord commercial bilatéral provisoire entre le Canada et le Royaume-Uni est en place pour permettre la poursuite des échanges. L'industrie du bœuf continue de demander que l'accès soit équivalent, et le Canada ne devrait pas accorder au Royaume-Uni un accès plus important que celui qu'il accorde au Canada.

Le Canada est également en pourparlers pour un accord de partenariat économique avec l'Indonésie. Le CVC a fourni des commentaires sur les questions importantes pour l'accès à ce marché, comme les restrictions sur le bœuf provenant de bovins importés.

Produit du Canada

La ministre de l'Agriculture a répondu à la lettre conjointe de l'industrie demandant des changements aux exigences de résidence pour l'utilisation de Produit du Canada sur le bœuf provenant de bovins importés des États-Unis. La réponse n'a pas été utile et les efforts se poursuivront pour obtenir des changements à cette exigence.

ÉTIQUETAGE OBLIGATOIRE DU PAYS D'ORIGINE AUX E.-U.

Les efforts se poursuivent pour rétablir les règles d'étiquetage du pays d'origine aux États-Unis et le secrétaire d'État Vilsack a indiqué qu'il soutiendrait une position conforme à l'OMC. En outre, ils sont en train de revoir les réglementations sur les produits des États-Unis. Nous continuons à suivre ces deux questions.

Interprovincial Trade

La question du commerce des produits de viande a été

soulevée lors des réunions des ministres fédéral et provinciaux et des associations de producteurs. Le CVC est préoccupé par ce changement de politique potentiel, car il pourrait affecter le statut de salubrité alimentaire de l'industrie.

Le comité du bœuf et du veau a convenu que nous appuierions cette politique s'il pouvait être démontré (par des audits) que les produits provenant d'usines provinciales répondent aux mêmes normes de salubrité alimentaire que les usines inspectées par le gouvernement fédéral.

COVID-19

Le CVC a travaillé en étroite collaboration avec les représentants du gouvernement et la haute direction afin de soutenir les membres dans leurs efforts pour relever les défis imposés par la COVID-19 dans les établissements. Nous avons fait pression pour que les travailleurs des usines de viande soient prioritaires pour une vaccination précoce et nous avons coordonné les efforts pour que les activités puissent se poursuivre. Des discussions quotidiennes ont eu lieu avec les hauts fonctionnaires et des mises à jour ont été envoyées aux membres pour les tenir informés. Les demandes de tests rapides des membres du CVC ont été signalées pour être traitées en priorité.

Priorités pour 2022

La principale priorité, telle qu'identifiée par les membres du CVC, reste les changements à la politique de retrait des MRS au Canada. Le groupe de travail continue de se pencher sur les priorités soumises par le CVC comme étant des "fruits mûrs".

La découverte d'un cas atypique d'ESB en Alberta en décembre 2021 n'affectera pas l'avancement de ces travaux, mais a suspendu temporairement le commerce avec la Chine, la Corée du Sud et les Philippines. Le CVC demande instamment au gouvernement du Canada, au Secrétariat de l'accès aux marchés d'Agriculture et Agroalimentaire Canada

et à l'Agence canadienne d'inspection des aliments, ainsi qu'à nos ambassades à l'étranger, de travailler à la reprise des échanges avec ces importants marchés. Le CVC continuera à surveiller de près si ce cas atypique affectera ou non notre démarche pour l'amélioration de la réglementation des MRS.

Les priorités d'accès au marché pour la reprise du plein commerce après le passage du Canada au statut de risque négligeable seront également une priorité pour le CVC.

Il est prévu que le gouvernement introduise les changements au Règlement sur la traçabilité au printemps ou à l'été 2022.

Le CVC continuera d'insister pour qu'on lui donne le temps de s'adapter à l'obligation de déclarer le numéro d'identification



fcc

You're invested
in your business

So are we

Partner with the only lender
100% invested in Canadian
agriculture and food.

1-800-387-3232 | fcc.ca

DREAM. GROW. THRIVE.

des installations, car la nouvelle technologie évolue pour faciliter cette tâche.

La santé de l'environnement est un sujet d'intérêt mondial et le centre d'intérêt de cette session du Parlement canadien. Le CVC entreprend une étude sur la performance environnementale du secteur de la transformation de la viande au Canada. Nous travaillons actuellement à la réalisation d'un sondage auprès de nos membres qui permettra d'alimenter le rapport intitulé "Évaluation de la performance environnementale passée, actuelle et prévue de l'industrie canadienne de la transformation de la viande". Le rapport devrait être finalisé fin février ou mars.

À propos du Conseil des viandes du Canada

Le Conseil des Viandes du Canada représente les conditionneurs de viande détenteurs d'un permis fédéral, les transformateurs de viande et les fournisseurs d'équipement, de services et de biens à l'industrie de la viande. Le CVC défend les intérêts de ses membres en s'appuyant sur des données probantes et s'efforce d'assurer et d'améliorer la compétitivité mondiale du Canada dans le domaine de la viande et de promouvoir une alimentation équilibrée comprenant de la viande canadienne nutritive et de haute qualité. L'industrie canadienne de la viande rouge représente plus de 20 milliards de dollars pour l'économie canadienne et soutient 288 000 emplois à travers le Canada.



DURABILITÉ

The image features a dark teal background. The word "DURABILITÉ" is written in a large, bold, white, sans-serif font across the middle. At the bottom of the image, there are several overlapping, wavy, light-colored shapes that resemble stylized hills or waves, rendered in a light beige or taupe color.

Le prix de l'intendance environnementale

L'Association canadienne des éleveurs de bovins (ACEB) a commencé à remettre le Prix de l'intendance environnementale en 1996, ce qui fait que 2021 marque le 25^e anniversaire de ce prix prestigieux. Au cours de ces 25 années, des producteurs exceptionnels se sont portés candidats de partout au Canada pour partager leur histoire de durabilité.

Pour souligner l'anniversaire d'argent du Prix d'intendance environnementale (TESA), l'ACEB s'est lancée dans une ambitieuse stratégie de communication et de promotion visant à rehausser le profil du TESA tant au sein de l'industrie bovine qu'auprès du grand public, tout en sensibilisant les gens au lien entre la production bovine et l'environnement. Canards Illimités Canada, Oiseaux Canada et la Table ronde canadienne pour le bœuf durable ont également été engagés comme partenaires fondateurs de TESA.

Au niveau local, les éleveurs de bovins reçoivent une reconnaissance provinciale de la part de leurs pairs pour leurs initiatives et contributions exceptionnelles en matière d'intendance.

Ces récipiendaires sont ensuite mis en nomination pour la reconnaissance nationale de l'ACEB par le biais de TESA. Nous avons vu six récipiendaires régionaux nommés pour le prix national - le plus grand nombre jamais atteint. Nous avons également eu notre tout premier candidat du Québec.

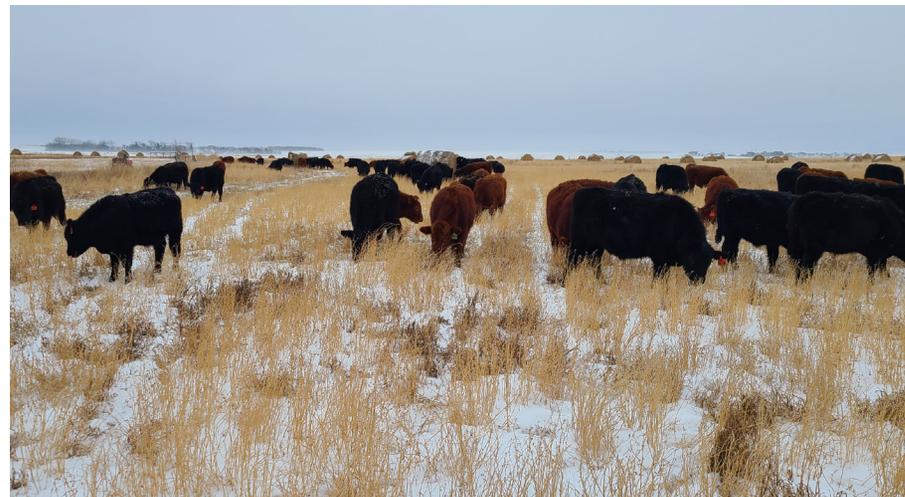
Les histoires d'intendance de chaque nominé régional ont été mises en avant dans le blog Action News à partir de la mi-juin. Les nominés ont également participé à une session de formation aux médias en ligne, qui les a préparés à raconter leur histoire sous forme d'entrevue. Un événement de présentation virtuelle a eu lieu le 24 août pour présenter les nominés régionaux et leurs réalisations en matière d'intendance. Des médias sélectionnés ont été invités, ainsi que des intervenants du secteur et des gestionnaires provinciaux.

Nous sommes toujours reconnaissants du généreux soutien de MNP, notre partenaire platine TESA. MNP est un partenaire de longue date de l'ACEB et nous apprécions sincèrement son soutien pour honorer ces producteurs de bovins canadiens exceptionnels.

Les nominés pour 2021 étaient:



Alberta: Soderglen South Inc., Scott et Elan Lees et Stan et Jane Grad



Manitoba: Triple V Ranch, Matt Van Steelandt



Saskatchewan: Ed et Charlotte Bothner



Ontario: Pemdale Farms, Jackie et Steven Pemberton



Québec: Brylee Farm, Brian Maloney et Lise Villeneuve, avec leur fille Kim Maloney



Nouvelle-Écosse: Ferme familiale Manning, Dean et Catherine Manning

TESA 2021

Après un processus d'évaluation et de discussion approfondi, les juges du TESA ont désigné la ferme familiale Manning, située à Falmouth, en Nouvelle-Écosse, comme récipiendaire du TESA 2021.

Le prix a été remis par Duane Thompson, président du comité de l'environnement, et Marvin Slingerland, conseiller d'affaires auprès de MNP, commanditaire de TESA, lors de la 2021e Conférence virtuelle de l'industrie canadienne du bœuf, au début septembre. Malgré la présentation en ligne des prix, la couverture médiatique des prix et des récipiendaires a été bonne. Le Chronicle Herald d'Halifax, en Nouvelle-Écosse, a même couvert l'événement.

Parmi leurs nombreuses réalisations, Thompson a noté :

« La ferme familiale Manning est un chef de file dans sa communauté et dans l'industrie canadienne du bœuf grâce à ses efforts de sensibilisation du grand public et à sa politique de portes ouvertes pour informer les consommateurs qui veulent en savoir plus sur l'élevage des bovins. »

La ferme familiale Manning – Récipiendaire du 25e anniversaire

La ferme familiale Manning est détenue et exploitée par Dean et Catherine Manning, qui ont quitté leur carrière non agricole il y a environ 25 ans pour revenir à la ferme familiale de deuxième génération où Dean a grandi. Ils ont fièrement poursuivi et étendu les pratiques de conservation que les parents de Dean, Malcolm et Gail, ont mises en place, créant ainsi une exploitation agricole mixte efficace et rentable qui fonctionne en grande partie en harmonie avec l'environnement.

Les Manning ont 80 têtes de bovins commerciaux et de race sur environ 500 acres, ainsi qu'une serre et un jardin maraîcher pour la production de légumes qui sont commercialisés sur les marchés agricoles locaux hebdomadaires, une boutique en ligne, et la vente en gros de leurs légumes à d'autres marchés agricoles de la région.

L'exploitation comprend également environ 40 acres de terres cultivées annuellement pour produire du maïs d'ensilage et des cultures céréalières telles que le blé ou le seigle d'automne. Environ 300 acres sont défrichés et ensemencés en fourrages destinés à la production de pâturages ou de foin. Le reste de la ferme est constitué de boisés ou buissons utilisés principalement comme abri. Des ruisseaux et des zones riveraines adjacentes traversent la propriété. Les différents cours d'eau qui traversent la ferme ont également été clôturés pour restreindre l'accès des bovins et les zones tampons établies ont permis à la faune de s'épanouir. Sur les pâturages éloignés, des panneaux solaires alimentent les électrificateurs des clôtures et l'eau d'un de leurs étangs est pompée vers un grand réservoir de stockage à l'aide d'une pompe à énergie solaire.

La famille s'est concentrée sur l'élaboration d'un système de pâturage et de culture qui tient compte de la gestion des risques. Avec les changements climatiques et des conditions météorologiques plus volatiles et extrêmes, le couple a dû développer un système adaptatif à mesure que les conditions météorologiques changent.



C'est après que leur région de la Nouvelle-Écosse ait connu des saisons de croissance sèches que les Mannings ont commencé à penser que le stockage des fourrages pourrait être un bon outil de gestion des risques.

Certains pâturages étaient gérés de manière plus intensive, tandis que d'autres étaient mis de côté pour pousser et ne pas être utilisés avant la fin de la saison de croissance. Si nécessaire, le fourrage stocké pouvait être coupé et mis en balles, il pouvait être pâturé à l'automne ou utilisé au printemps suivant - cela offrait quelques options.

Au cours des dernières années, la famille a également travaillé à prolonger la saison de pâturage. Elle a semé des cultures de couverture, comme une céréale d'hiver ou, dans certains cas, un mélange de fourrage sur les chaumes de céréales et de maïs après la récolte du maïs à grain et d'ensilage. La culture de couverture pouvait être pâturée plus tard à l'automne, et ils ont également conservé une partie de la récolte de maïs sur pied pour le pâturage d'hiver.

M. Thompson a souligné que les juges du TESA reconnaissent chaque année les solutions de conservation innovantes que tous les candidats apportent pour améliorer non seulement leur exploitation, mais aussi l'environnement et la faune qui les entourent.

Nous sommes impatients de voir les pratiques innovantes mises en œuvre par les nominés pour 2022 !



Objectifs de l'industrie bovine canadienne pour 2030

Mesurer l'impact et les progrès au niveau national et Mondial

Cette année a été marquée par l'intensification de la couverture médiatique concernant la durabilité et le changement climatique. L'industrie canadienne du bœuf sait qu'elle a un rôle vital à jouer, en démontrant un leadership continu, en tant que solution au changement climatique, et notre rôle dans un système alimentaire durable. Grâce à des processus de collaboration, les intervenants de l'industrie du bœuf ont travaillé à l'échelle régionale, nationale et mondiale à l'établissement d'objectifs solides pour 2030 qui sont pratiques, mais ambitieux, et qui démontrent notre intention collective de faire des progrès continus et de faire partie de la solution. Parallèlement à ces initiatives, les Nations unies organisent le premier sommet sur les systèmes alimentaires depuis 25 ans, qui pourrait déboucher sur des recommandations internationales de grande envergure pour le système alimentaire.

OBJECTIFS 2030 DE L'INDUSTRIE BOVINE CANADIENNE

Par l'intermédiaire des sept organisations nationales qui composent les Conseillers canadiens du bœuf, une série d'objectifs décennaux ambitieux dans sept domaines clés démontre comment nous travaillons à l'amélioration continue de la façon dont les bovins sont élevés et à l'importance d'améliorer les environnements naturels dont s'occupent les éleveurs et les agriculteurs. Ces objectifs s'appuient sur la stratégie nationale pour le bœuf et portent sur les améliorations suivantes:

- Réduire les gaz à effet de serre et séquestrer le carbone
- Meilleures pratiques pour la santé et les soins des animaux
- Conserver l'utilisation des sols et de la biodiversité

- Améliorer la qualité de l'eau et du sol
- Soutenir la santé et la sécurité des personnes
- Améliorer la qualité du bœuf et la salubrité alimentaire, et
- Incorporer la technologie pour améliorer l'efficacité

Cette série d'objectifs à long terme met en évidence le travail de l'industrie bovine canadienne, qui fait partie intégrante de l'atténuation des changements climatiques, du soutien aux communautés, de l'innovation et de la durabilité globale de notre système alimentaire. La grande variété de sujets abordés dans les objectifs à long terme souligne les vastes avantages de l'élevage de bovins de boucherie au Canada, au-delà de la satisfaction de la demande mondiale en protéines, et aborde les cinq principes de la durabilité du bœuf adoptés ici au Canada - les ressources naturelles, les gens et la communauté, la santé et le bien-être des animaux, les aliments, et l'efficacité et l'innovation.

Merci à nos membres et aux parties prenantes qui ont fourni des informations, des commentaires et des recommandations précieux tout au long du processus d'élaboration des objectifs par le biais des groupes de travail des producteurs, des webinaires de la TRCBD, des sondages et des commentaires écrits.



“

Nous voulons que les Canadiens sachent que nous partageons leurs préoccupations concernant le changement climatique et la nécessité d'un approvisionnement alimentaire résilient. L'élevage de bovins au Canada est bon pour l'environnement et ces objectifs montrent comment nous nous efforçons de rendre chaque secteur de l'industrie encore meilleur.

- BOB LOWE

Exploitant de ranch de l'Alberta, Président de l'Association canadienne des éleveurs de bovins (ACEB), et membre du conseil de la TRCBD

”

FINANCES



Responsabilité de la direction

Au conseil d'administration de l'Association canadienne des éleveurs de bovins :

La direction est responsable de la préparation et de la présentation des états financiers ci-joints, y compris la responsabilité des jugements et estimations comptables importants conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif. Cette responsabilité comprend le choix des principes et des méthodes comptables appropriés, ainsi que la prise de décisions concernant l'évaluation des transactions pour lesquelles un jugement objectif est requis.

Pour s'acquitter de ses responsabilités en matière d'intégrité et de fidélité des états financiers, la direction conçoit et maintient les systèmes comptables et les contrôles internes nécessaires pour fournir une assurance raisonnable que les transactions sont autorisées, que les actifs sont protégés et que les registres financiers sont correctement tenus pour fournir des informations fiables pour la préparation des états financiers.

Le conseil d'administration est composé de membres qui ne sont ni des cadres ni des employés de l'Association. Le Conseil est chargé de superviser la direction dans l'exercice

de ses responsabilités en matière d'information financière et d'approuver les informations financières incluses dans le rapport annuel. Le Conseil s'acquitte de ces responsabilités en examinant l'information financière préparée par la direction et en discutant des questions pertinentes avec la direction et les vérificateurs

externes. Le Conseil est également chargé de recommander la nomination des auditeurs externes de l'Association.

MNP LLP est désigné par le Conseil pour vérifier les états financiers et relève directement de lui ; son rapport suit.

Les auditeurs externes ont un accès libre et complet au conseil d'administration et à la direction, qu'ils rencontrent périodiquement et séparément pour discuter des résultats de leur audit.

Le 27 octobre 2021

Signé électroniquement par
Dennis Laycraft 2021-10-28
19:12:28:28 GMT

Dennis Laycraft
Vice-président exécutif

Rapport des vérificateurs indépendants

Au conseil d'administration de l'Association Canadienne des éleveurs de bovins:

Opinion

Nous avons vérifié les états financiers de l'Association canadienne des éleveurs (l'«Association»), qui comprennent l'état de la situation financière au 30 juin 2021, et les états des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes aux états financiers, y compris un résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, à tous égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Association au 30 juin 2021, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre vérification conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont décrites plus en détail dans la section Responsabilités du vérificateur à l'égard de la vérification des états financiers de notre rapport. Nous sommes indépendants de l'Association conformément aux exigences déontologiques qui s'appliquent à notre vérification des états financiers au Canada, et nous avons rempli nos autres responsabilités déontologiques conformément à ces exigences. Nous estimons que les

éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Autres éléments - Tableaux non vérifiés et informations supplémentaires

Notre vérification des états financiers de l'Association canadienne des éleveurs pour l'exercice terminé le 30 juin 2021 n'avait pas pour but de déterminer l'exactitude des renseignements inclus dans les annexes 1 à 9. Bien que ces informations aient été soumises au processus de vérification appliqué à la vérification des états financiers dans leur ensemble, nous n'exprimons pas d'opinion distincte sur les annexes 1 à 9.

Responsabilités de la direction et des personnes chargées de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle juge nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, la direction est chargée d'évaluer la capacité de l'Association de poursuivre ses activités, de divulguer, le cas échéant, les questions liées à la continuité des activités et d'utiliser la comptabilité en continu, à moins que la direction n'ait l'intention de liquider l'Association ou de cesser ses activités; ou n'a pas d'autre

alternative réaliste que de le faire.

Les responsables de la gouvernance sont chargés de superviser le processus d'établissement des rapports financiers de l'Association.

Responsabilités du vérificateur pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci soient dues à des fraudes ou à des erreurs, et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion. L'assurance raisonnable est un niveau d'assurance élevé, mais elle ne garantit pas qu'un audit effectué conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter une anomalie importante lorsqu'elle existe. Les inexactitudes peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et sont considérées comme importantes si, individuellement ou dans leur ensemble, on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles influencent les décisions économiques des utilisateurs prises sur la base de ces états financiers.

Dans le cadre d'une vérification conforme aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et maintenons un scepticisme professionnel tout au long de la vérification. De plus, nous:

- Identifions et évaluons les risques d'anomalies significatives dans les états financiers, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs. Nous concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit adaptées à ces risques et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de ne pas détecter une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que pour une anomalie résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer une collusion, une falsification, des omissions intentionnelles, des déclarations inexacts ou le contournement du contrôle interne.
- Obtenons une compréhension du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit

appropriées dans les circonstances, mais pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'Association.

- Évaluons le caractère approprié des méthodes comptables utilisées et le caractère raisonnable des estimations comptables et des informations connexes fournies par la direction.
- Concluons sur le caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe de continuité d'exploitation et, sur la base des éléments probants recueillis, sur l'existence d'une incertitude significative liée à des événements ou des conditions susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'Association à poursuivre son activité. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention, dans notre rapport d'audit, sur les éléments suivants dans notre rapport d'audit sur les informations correspondantes dans les états financiers ou, si ces informations sont inadéquates, de modifier notre opinion. Nos conclusions sont fondées sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport d'audit. Toutefois, des événements ou des conditions futurs peuvent amener l'Association à cesser de poursuivre son activité.
- Évaluons la présentation générale, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations à fournir, et déterminons si les états financiers représentent les transactions et les événements sous-jacents de manière à obtenir une présentation fidèle.

Nous communiquons avec les responsables de la gouvernance concernant, entre autres, l'étendue et le calendrier prévus de l'audit et les conclusions importantes de l'audit, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous identifions au cours de notre audit.

MNP LLP

Calgary, Alberta
30 octobre 2021

Comptables professionnels agréés

État de la situation financière de l'Association canadienne des éleveurs de bovins

Au 30 juin 2021

	2021	2020
Actifs		
Courant		
Encaisse	8,749,925	8,114,392
Comptes clients (Note 3)	2,360,317	3,100,179
Taxe sur les produits et services à recouvrer	3,988	1,277
Effet à recevoir (Note 4)	500,000	500,000
Charges payées d'avance	85,544	93,323
	11,699,774	11,809,171
Biens immobiliers et équipement (Note 5)	46,681	37,460
Investissements (Note 6)	6,300,333	5,260,774
	18,046,788	17,107,405
Passifs		
Courant		
Comptes fournisseurs et charges à payer (Note 7)	640,684	1,063,086
Apports reportés (Note 8)	3,495,360	3,376,728
Engagements (Note 9)		
Imprévus (Note 8(d))		
Événements à venir (Note 16)		

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

	2021	2020
Actifs nets		
Investissements en biens immobiliers et équipements	46,681	37,460
Non affectés	9,632,288	9,615,431
Affectés – Conseil de recherche sur les bovins de boucherie	2,000,000	2,000,000
Affectés – Évaluation marketing	979,131	647,055
Affecté – Table ronde canadienne sur le bœuf durable	150,000	125,000
Affectés – Engagement du public et des intervenants	100,000	40,000
Affectés – Fonds de projets spéciaux	202,645	202,645
Affectés – Réserves pour le changement climatique	740,000	-
Affectés – Services de recherche Canfax	60,000	-
	13,910,745	12,667,591
	18,046,788	17,107,405

Approuvé au nom du Conseil d'administration

Signé électroniquement par Lynn Grant
2021-10-30 13:47:06:06 GMT

Directeur

Signé électroniquement par Bob Lowe
2021-10-29 19:25:57:57 GMT

Directeur

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

État des résultats de l'Association canadienne des éleveurs de bovins

Pour l'année se terminant au 30 juin 2021

	2021	2020
Revenus		
Division Association Canadienne des éleveurs de bovins (Tableau 1)	4,224,523	3,983,201
Division Analyse du marché Canfax (Tableau 3)	455,873	469,803
Division Services de recherche Canfax (Tableau 5)	555,826	246,155
Conseil de recherche sur les bovins de boucherie (Tableau 6)	6,295,753	7,227,068
Grappe scientifique sur le boeuf (Tableau 7)	2,547,067	2,882,536
Table ronde canadienne sur le boeuf durable (Tableau 8)	1,100,963	1,214,718
Engagement du public et des intervenants (Tableau 9)	534,549	849,206
	15,714,554	16,872,687
Dépenses		
Division Association Canadienne des éleveurs de bovins	2,807,358	3,138,597
Division Analyse du marché Canfax	417,510	429,425
Division Services de recherche Canfax	394,517	250,906
Conseil de recherche sur les bovins de boucherie	6,792,496	4,346,318
Grappe scientifique sur le boeuf	2,547,067	2,882,536
Table ronde canadienne sur le boeuf durable	952,844	1,083,645
Engagement du public et des intervenants	530,927	537,051
Amortissement	28,681	20,259
	14,471,400	12,688,737
Excédent des revenus sur les dépenses	1,243,154	4,183,950

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

État de l'évolution de l'actif net de l'Association canadienne des éleveurs de bovins

Pour l'année se terminant au 30 juin 2021

	Investis dans l'immobilier et l'équipement	Non affectés	Affectés	2021	2020
Actifs nets, début de l'année	37,460	9,615,431	3,014,700	12,667,591	8,483,641
Excédent des revenus sur les dépenses	-	1,243,154	-	1,243,154	4,204,209
Affectation des amortissements	(28,681)	28,681	-	-	(20,259)
Allocation de réserve (Note 10)	-	(1,217,076)	1,217,076	-	-
Investis dans l'immobilier et l'équipement	37,902	(37,902)	-	-	-
Actifs nets, fin de l'année	46,681	9,632,288	4,231,776	13,910,745	12,667,591

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

État des flux de trésorerie de l'Association canadienne des éleveurs de bovins

Pour l'année se terminant au 30 juin 2021

	2021	2020
Trésorerie fournie par (utilisée pour) les activités suivantes		
Excédent des revenus sur les dépenses Amortissement	1,243,154	4,183,950
Dividendes réinvestis	28,681	20,259
Gain sur la vente d'investissements / Gain non réalisé sur l'investissement	(378,478)	(127,649)
Table ronde Canadienne sur le boeuf durable (Tableau 8)	(2,287)	(666)
Engagement du public et des intervenants (Tableau 9)	(364,459)	(160,639)
	526,611	3,915,255
Variations des comptes du fonds de roulement		
Comptes clients	739,862	17,406
Taxe sur les produits et services recouvrable	(2,711)	606
Charges payées d'avance	7,779	18,501
Comptes fournisseurs et charges à payer	(422,402)	(2,007,300)
Apports reportés	118,632	283,761
	967,771	2,228,229
Investissements		
Achat d'immobilisations et d'équipements	(37,902)	(27,770)
Achat d'investissements	(333,373)	(2,330,750)
Émission d'un effet à recevoir	-	(500,000)
Produits de la cession d'investissements	39,037	25,419
	(332,238)	(2,833,101)
Augmentation (diminution) de la trésorerie	635,533	(604,872)
Liquidités au début de l'année	8,114,392	8,719,264
Liquidités à la fin de l'année	8,749,925	8,114,392

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

Notes aux états financiers de l'Association canadienne des éleveurs de bovins

Pour l'année se terminant au 30 juin 2021

1. Description des activités

L'Association canadienne des éleveurs de bovins (« l'Association » ou « l'ACEB ») a été constituée en mars 1932. En vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada), l'Association est classée comme un organisme sans but lucratif et, par conséquent, n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu. Le mandat de l'Association est de représenter les intérêts des producteurs de bœuf canadiens pour l'amélioration de l'industrie du bœuf. L'Association exerce ses activités par l'intermédiaire de plusieurs divisions.

Le secteur de l'Association canadienne des éleveurs de bovins (« secteur ACEB ») finance des projets spécifiques et des opérations organisationnelles par le biais de cotisations provinciales.

La division de l'analyse des marchés Canfax fournit des services d'information sur le marché et des renseignements de dernière minute à ses membres, qui sont principalement des exploitants de parcs d'engraissement, de naissance et de semi-finition de bovins.

La division Services de recherche Canfax fournit un service d'étude de marché qui est utilisé par les associations provinciales d'éleveurs et les gouvernements.

Le Conseil de recherche sur les bovins de boucherie (« CRBB ») fixe les priorités et contribue au financement de projets nationaux de recherche et de développement dans des domaines de recherche spécifiques.

La grappe scientifique du secteur du bœuf est un accord de contribution entre l'Association canadienne des éleveurs de

bovins et Agriculture et Agroalimentaire Canada. Cette initiative est administrée par le Conseil de recherche des bovins de boucherie. Elle a pour but de financer la recherche pratique et appliquée afin d'améliorer la compétitivité de la chaîne de valeur du bœuf canadien et d'encourager l'investissement continu dans l'infrastructure et le capital humain dans des domaines stratégiquement importants de la recherche sur le bœuf et les bovins.

La Table ronde canadienne sur le bœuf durable (« TRCBD ») a été mise sur pied en tant que division de l'ACEB afin de mobiliser un large éventail d'intervenants pour promouvoir la durabilité dans l'ensemble de l'industrie canadienne du bœuf par le biais de trois piliers d'intervention: le cadre de travail sur le bœuf certifié durable, l'analyse comparative de la durabilité et les projets de durabilité.

La Division de l'engagement du public et des intervenants (« EPI ») a été créée en tant que division de l'ACEB dans le but d'accroître la confiance des consommateurs et leur soutien aux pratiques de production du bœuf canadien, ce qui entraînera une augmentation de la demande de bœuf par rapport aux protéines concurrentes.

Au cours de l'année, l'Association est devenue l'unique membre du Conseil canadien des races de bovins de boucherie (« CCRBB »), dont le mandat est de soutenir, promouvoir et représenter le secteur canadien des semences en développant des partenariats qui font progresser l'amélioration génétique et la recherche, en identifiant les opportunités de marché et en préconisant une politique efficace. Le CCRBB n'a pas été consolidé dans les états financiers vérifiés, car ses activités sont négligeables pour l'Association.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers ont été préparés conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif et comprennent les principales conventions comptables suivantes:

Rapports des divisions

Ces états financiers ont été préparés de manière à inclure les résultats des divisions suivantes de l'Association : le secteur de l'Association canadienne des éleveurs de bovins, la division de l'analyse du marché Canfax, la division des services de recherche Canfax, le Conseil de recherche sur les bovins de boucherie, la Grappe scientifique du bœuf, la Table ronde canadienne sur le bœuf durable et l'Engagement du public et des intervenants.

Aux fins de présentation, la charge d'amortissement n'a pas été séparée dans l'annexe des activités et de l'évolution de l'actif net pour le secteur de l'Association canadienne des éleveurs, la division Analyse de marché Canfax, la division Services de recherche Canfax, le Conseil de recherche sur les bovins de boucherie, la grappe scientifique du bœuf, la Table ronde canadienne sur le bœuf durable et l'Engagement du public et des intervenants.

Dépenses

Les catégories de dépenses du calendrier des opérations de la division Association canadienne des éleveurs de bovins ont été regroupées par département.

Les catégories de dépenses figurant dans les calendriers des opérations et de l'actif net de la division ACEB, de la division Analyse du marché de Canfax, de la division des services de recherche de Canfax, de la division CRBB, de la Grappe scientifique du bœuf, de la Table ronde canadienne sur le bœuf durable et de l'Engagement du public et des intervenants ont été regroupées par type de dépenses.

Encaisse

L'encaisse comprend les soldes bancaires et les dépôts dont l'échéance est de trois mois ou moins. L'encaisse soumise à des

restrictions qui empêchent son utilisation à des fins courantes est incluse dans l'encaisse affectée.

Immobilisations et équipements

Les biens et l'équipement achetés sont comptabilisés au coût.

L'amortissement est fourni selon la méthode linéaire à des taux destinés à amortir le coût des actifs sur leur durée de vie utile estimative.

	Taux
Équipement informatique	3 ans
Mobilier et agencements	5 ans
Matériel de bureau	10 ans

Comptabilisation des produits

L'Association suit la méthode de report de la comptabilisation des cotisations. Les cotisations assujetties à des restrictions sont comptabilisées comme des revenus dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les cotisations non assujetties sont comptabilisées à titre de revenus lorsqu'elles sont reçues ou à recevoir si le montant à recevoir peut être raisonnablement estimé et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus de souscription et d'évaluation qui correspondent à la définition d'un passif sont reportés et comptabilisés au prorata pendant la période de souscription et d'évaluation. Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus dans l'année où ils sont gagnés.

Contribution de services et de matériels

Les contributions de services et de matériel sont comptabilisées à titre de contributions et de charges dans l'état des résultats lorsqu'une juste valeur peut être raisonnablement estimée et lorsque le matériel et les services sont utilisés dans le cours normal des activités de l'Association et auraient autrement été achetés.

Investissements

Les investissements sont comptabilisés à la juste valeur pour

ceux dont les prix sont cotés sur un marché actif, et au coût moins la dépréciation pour ceux qui ne sont pas cotés sur un marché actif.

Incertitude de mesure (utilisation d'estimations)

La préparation des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants déclarés de l'actif et du passif et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants déclarés des produits et des charges au cours de l'exercice.

Les créances sont comptabilisées après évaluation de leur recouvrabilité et une provision appropriée pour les créances douteuses est prévue lorsqu'elle est jugée nécessaire. L'amortissement est basé sur la durée de vie utile estimée des immobilisations et de l'équipement.

Ces estimations et hypothèses sont réexaminées périodiquement et, si des ajustements s'avèrent nécessaires, elles sont comptabilisées dans l'excédent des produits sur les charges des exercices au cours desquels elles sont connues.

Affectation des dépenses

L'Association suit le chapitre 4470 du Manuel de l'ACP intitulé « Ventilation des charges », qui établit des normes de divulgation pour les organismes sans but lucratif qui classent leurs charges par fonction et répartissent leurs charges entre un certain nombre de fonctions auxquelles elles se rapportent. L'Association a réparti les frais administratifs, principalement les salaires et les frais de bureau, entre le secteur de l'Association canadienne des éleveurs de bovins, la division d'analyse du marché Canfax et la division du Conseil de recherche sur les bovins de boucherie. Les dépenses sont réparties en fonction des chiffres budgétés et sont présentées dans les états financiers ci-joints. L'Association ne s'engage pas dans des activités de collecte de fonds.

Actifs nets affectés

Les actifs nets affectés représentent les montants mis de

côté pour financer les futures dépenses opérationnelles et en immobilisations. Les affectations sont établies à la discrétion de l'Association. Les augmentations et/ou les diminutions des actifs nets affectés sont reflétées comme un ajustement des divisions respectives.

Instruments financiers

L'Association comptabilise ses instruments financiers lorsque l'Association devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier. Tous les instruments financiers sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, y compris les actifs et passifs financiers créés et émis dans le cadre d'une opération entre apparentés avec la direction. Les actifs et les passifs financiers créés et émis dans le cadre de toutes les autres opérations entre apparentés sont initialement évalués à leur valeur comptable ou à leur valeur d'échange, conformément au chapitre 3840 du Manuel de l'ACP intitulé Opérations entre apparentés.

Lors de la comptabilisation initiale, l'Association peut choisir irrévocablement d'évaluer ultérieurement tout instrument financier à sa juste valeur. L'Association n'a pas fait un tel choix au cours de l'année.

Les actifs et passifs financiers de l'Association sont ensuite évalués au coût amorti.

Dépréciation des actifs financiers

L'Association évalue la dépréciation de tous ses actifs financiers évalués au coût ou au coût amorti. L'Association regroupe les actifs pour le test de dépréciation lorsqu'il existe de nombreux actifs affectés par les mêmes facteurs. Lorsqu'il existe un indice de dépréciation, l'Association détermine s'il a entraîné un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs au cours de l'exercice. Si tel est le cas, l'Association réduit la valeur comptable de tout actif financier déprécié au montant le plus élevé entre : la valeur actuelle des flux de trésorerie attendus de la détention des actifs ; le montant qui pourrait être réalisé par la vente des actifs ; et le montant attendu de l'exercice de tout droit de garantie détenu sur ces actifs. Toute dépréciation qui n'est pas considérée comme

temporaire est incluse dans l'excédent des produits sur les charges de l'exercice en cours.

L'Association reprend les pertes de valeur sur les actifs financiers lorsqu'il y a une diminution de la dépréciation et que cette diminution peut être objectivement liée à un événement survenant après la comptabilisation de la perte de valeur. Le montant de la reprise est comptabilisé dans l'excédent des produits sur les charges de l'exercice au cours duquel la reprise a lieu.

3. Comptes clients

	2021	2020
Division de l'Association Canadienne des éleveurs de bovins	757,306	958,242
Division de l'analyse du marché Canfax	96,736	168,276
Grappe scientifique du bœuf	1,057,086	1,843,638
Table ronde Canadienne sur le bœuf durable	448,543	126,351
Autres débiteurs	646	3,672
	2,360,317	3,100,179

4. Transactions entre apparentés

Au cours de l'exercice précédent, l'Association a accordé un prêt à VBP+ Delivery Services Inc, une partie liée par une influence notable en raison d'un administrateur commun. Le prêt ne porte pas intérêt et aucun remboursement de capital n'est prévu au cours des cinq premières années. Les remboursements de 100 000 \$ par année commenceront au cours de l'exercice 2024.

	2021	2020
Effets à recevoir	500,000	500,000

Ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des activités et sont évaluées à la valeur d'échange, qui est le montant de la contrepartie établie et acceptée par les parties apparentées.

5. Immobilisations et équipements

	Coût	Amortissements cumulés	2021 Valeur comptable nette	2020 Valeur comptable nette
Équipement informatique	148,895	114,026	34,959	29,547
Mobilier et agencements	10,015	8,013	2,002	4,909
Équipement de bureau	18,005	8,285	9,720	3,004
	176,915	130,324	46,681	37,460

6. Investissements

	2021	2020
Division de l'Association Canadienne des éleveurs de bovins – Fonds communs équilibrés Mawer, à la juste valeur marchande (coût - \$1,135,685 (2020 - \$751,839))	1,212,719	774,143
Division du Conseil de recherche sur les bovins de boucherie – Fonds communs équilibrés Mawer, à la juste valeur marchande (coût - \$4,639,760 (2020 - \$4,348,297))	5,087,614	4,486,631
	6,300,333	5,260,774

7. Comptes fournisseurs et charges à payer

	2021	2020
Division de l'Association canadienne des éleveurs de bovins	555,934	771,649
Grappe scientifique sur le bœuf	84,750	291,437
	640,684	1,063,086

Les comptes fournisseurs de la division de l'Association canadienne des éleveurs de bovins en 2021 comprenaient 424 501 \$ de comptes fournisseurs généraux (2020 - 408 481 \$), 408 481 \$, 12 033 \$ de TPS à payer (2020 - 100 611 \$), 87 462 \$ de salaires à payer (2020 - 70 850 \$) et 31 938 \$ d'autres charges à payer (2020 - 100 611 \$). (2020 - 70 850 \$) et 31 938 \$ d'autres charges à payer (2020 - 191 707 \$).

8. Apports reportés

Les apports reportés comprennent les éléments suivants:

	2021	2020
Grappe scientifique sur le boeuf (a)	1,534,099	1,877,006
Division du Conseil de recherche sur les bovins de boucherie (b)	154,857	237,053
Canfax Marketing (c)	122,465	120,653
Éventualités juridiques (d)	500,000	500,000
Programme de développement des jeunes leaders (e)	307,800	248,374
Table ronde Canadienne pour le boeuf durable (f)	614,727	325,689
Division des services de recherche Canfax (g)	106,189	63,760
Stratégie nationale pour le bœuf (h)	14,160	4,193
Engagement du public et des intervenants (i)	141,063	-
	3,495,360	3,376,728

- Au cours de l'année, des intérêts de 3 189 \$ (2020 - 16 779 \$) ont été gagnés sur la subvention, et les allocations de revenus de subvention pour l'année ont totalisé 3 388 860 \$ (2020 - 3 810 507 \$). Les dépenses ont totalisé 1 854 761 \$ (2020 - 1 933 501 \$), ce qui a donné lieu un solde reporté de 1 534 099 \$ (2020 - 1,877,006 \$) pour la grappe scientifique du bœuf.
- En 2021, le Conseil de recherche sur les bovins de boucherie a reçu 106 431 \$ (2020 - 500 343 \$), y compris les intérêts gagnés de 29 430 \$ (2020 - 92 892 \$), pour le Programme intégré canadien de surveillance de la résistance aux antimicrobiens (PICRA), la surveillance de l'utilisation des antimicrobiens et de la résistance aux antimicrobiens chez les bovins en parc d'engraissement au Canada, l'élaboration d'un système canadien de gestion de la qualité des outils pour la transformation du bœuf et l'alignement de l'industrie et du marché VBP+. Au 30 juin 2021, le Conseil de recherche sur les bovins de boucherie a dépensé 188 627 \$ (2020 - 421 654 \$) pour des activités admissibles et le solde des fonds non dépensés est de 154 857 \$ (2020 - 237 053 \$) qui a été reporté.
- Ces soldes représentent la partie non gagnée des abonnements annuels facturés pour Canfax Marketing.
- Le solde représente la partie non gagnée des fonds reçus des membres provinciaux pour aider à soutenir les frais juridiques. Il existe une politique permanente selon laquelle l'Association canadienne des éleveurs de bovins conserve un plafond de 500 000 \$ dans la réserve juridique, avec une cotisation spéciale déclenchée chaque trimestre pour tous les frais juridiques encourus.
- Au cours de l'exercice 2021, l'Association a reçu un parrainage industriel de 146 433 \$ (2020 - 149 000 \$). Au cours de l'exercice 2021, l'Association a dépensé 87 007 \$ (127 989 \$ en 2020) en dépenses admissibles. Le solde des fonds non dépensés est de 307 800 \$ (2020 - 248 374 \$) et ce montant a été reporté. Au cours de l'exercice 2021, l'Association a reçu 1 241 883 \$ (2020 - 1,452,472 \$) en commandite par l'industrie

et financement gouvernemental du Rapport annuel 2021 pour le Programme de boeuf durable. Au 30 juin 2021, l'Association a dépensé 952 845 \$ (dépenses de 1 083 740 \$ en 2020), ce qui a donné lieu à des contributions reportées de 614 727 \$ (325 689 \$ en 2020).

- f. Au cours de l'exercice 2021, l'Association a reçu 459 761 \$ (293 393 \$ en 2020) en contrats pour la Division Services de recherche Canfax. Au 30 juin 2021, l'Association a dépensé 417 332 \$ (252 342 \$ en 2020), ce qui a entraîné des contributions reportées de 106 189 \$ (63 760 \$ en 2020).
- g. Au cours de l'exercice 2021, l'Association a reçu 15 000 \$ (22 400 \$ en 2020) en contributions pour les conseillers nationaux en bœuf. Au 30 juin 2021, l'Association a dépensé 5 033 \$ (20 345 \$ en 2020), ce qui a entraîné des contributions reportées de 14 160 \$ (4 193 \$ en 2020).
- h. Au cours de l'exercice 2021, l'Association a reçu 13 095 \$ (2020 - 0) en parrainages pour le développement et la publicité des programmes d'engagement du public, 721 366 \$ de financement du prélèvement national (2020 - 680 250 \$), et 1 152 \$ de revenus d'intérêts (2020 - 0). Au 30 juin 2021, la division EPI a dépensé 534 550 \$ (2020 - 235 225 \$), ce qui a donné lieu à des apports reportés de 201 063 \$, (2020 - 0), dont 60 000 \$ (2020 - 0) ont été transférés à l'actif affecté. Au cours de l'exercice précédent, l'Association a transféré le programme d'engagement du public d'un projet à une division de l'Association.

9. Engagements

L'Association a des engagements de location annuels pour des locaux à bureaux à Calgary et à Ottawa. Le bail de Calgary expire le 31 mai 2024 et celui d'Ottawa le 31 août 2027.

L'Association a conclu divers contrats de location dont les paiements annuels minimaux estimatifs sont les suivants:

2022	179,876
2023	180,866
2024	176,382
2025	28,455
2026	30,036
Par la suite	35,410
	<hr/>
	631,025

En outre, l'Association est tenue de payer les coûts des parties communes en vertu de certains baux.

10. Actifs nets

	Investis en immobilier et équipements	Non affectés	Affectés	2021	2020
Division Association Canadienne des éleveurs de bovins	28,180	1,550,961	1,719,131	3,298,272	1,956,812
Division Analyse du marché Canfax	1,653	127,526	-	129,179	93,534
Division Services de recherche Canfax	1,812	281,774	60,000	343,586	183,526
Conseil de recherche sur les bovins de boucherie	9,322	6,811,912	2,000,000	8,821,234	9,323,364
Table ronde canadienne sur le bœuf durable	2,830	550,844	150,000	703,674	555,555
Engagement du public et des intervenants	2,884	309,271	100,000	412,155	352,155
Fonds pour les projets spéciaux	-	-	202,645	202,645	202,645
	46,681	9,632,288	4,231,776	13,910,745	12,667,591

Au cours de l'année 2021, la division ACEB a augmenté ses actifs affectés de 647 055 \$ à 1 719 131 \$, ce qui comprend 979 131 \$ pour la réserve pour l'évaluation de la commercialisation et 740 000 \$ pour la réserve pour le changement climatique. De plus, au cours de l'année 2021, le secteur de la division Services de recherche Canfax a augmenté ses actifs affectés de 0 à 60 000 \$, la division CRBB a augmenté ses actifs affectés de 125 000 \$ à 150 000 \$, et le fonds d'engagement du public et des intervenants a augmenté ses actifs affectés de 40 000 \$ à 100 000 \$.

11. Informations sur le budget

Les chiffres du budget figurant dans les tableaux supplémentaires des divisions n'ont pas été vérifiés. Ils ont été approuvés par le Conseil d'administration.

12. Dépendance économique

La division Association canadienne des éleveurs de bovins reçoit une part importante de ses revenus des cotisations reçues des diverses associations provinciales. Chaque province membre est évaluée par l'Association en fonction de sa commercialisation relative. L'Association a reçu 3 522 622 \$ (2020 - 3 530 214 \$) en évaluations et 0 \$ (2020 - 0 \$) en évaluations légales ; au cours de l'exercice, 0 \$ (2020 - 0 \$) d'évaluations juridiques précédemment reçues et reportées ont été comptabilisées

comme produits. La division Analyse du marché Canfax a reçu 455 873 \$ (2020 - 469 803 \$) en abonnements.

Le Conseil de recherche sur les bovins de boucherie a reçu 4 432 079 \$ (2020 - 5 756 444 \$) de fonds provenant de l'Agence canadienne de prélèvement du boeuf.

13. Instruments financiers

Tous les actifs financiers, passifs financiers et instruments de capitaux propres significatifs de l'Association sont soit comptabilisés, soit présentés aux états financiers, avec d'autres informations pertinentes pour une évaluation raisonnable des flux de trésorerie futurs, du risque de taux d'intérêt, du risque de crédit, du risque de change, du risque de liquidité et des autres risques de prix.

14. Indemnisations

Dans le cours normal de ses activités, l'Association conclut des contrats de subvention et de contribution qui contiennent des clauses d'indemnisation. Dans ces contrats, l'Association peut indemniser les contre-parties aux contrats si certains événements se produisent. Ces dispositions d'indemnisation varient d'un accord à l'autre. Dans certains cas, il n'y a pas de montants ou de limites prédéterminés inclus dans les clauses d'indemnisation et l'occurrence d'événements contingents qui déclencheront un paiement en vertu de ces clauses est difficile à prévoir. Par conséquent, le montant maximal potentiel futur que l'Association pourrait être tenue de payer ne peut être estimé de façon raisonnable, et aucun montant n'a été comptabilisé dans les présents états financiers..

15. Compensation

Les rémunérations et avantages versés à l'ensemble des membres du Conseil d'administration (sur une base individuelle par titre) sont les suivants:

	2021	2020
Président	30,000	30,000
Vice-président	15,000	15,000
	45,000	45,000

16. Événement significatif

En mars 2020, il y a eu une épidémie mondiale de COVID-19 (coronavirus), qui continue d'avoir un impact important sur les entreprises en raison des restrictions mises en place par les gouvernements canadien, provinciaux et municipaux concernant les voyages, les activités commerciales et les ordres d'isolement/quarantaine. L'Association continue de fonctionner tout au long de la pandémie et n'a pas subi d'impact financier négatif. Le bœuf est resté un commerce essentiel et la direction s'attend à ce qu'il en soit de même si la pandémie se poursuit.

À l'heure actuelle, on ne connaît pas l'étendue de l'impact que l'épidémie de COVID-19 pourrait avoir sur l'Association, car cela dépendra de développements futurs qui sont incertains et qui ne peuvent être prédits avec certitude. Ces incertitudes découlent de l'incapacité de prédire la propagation géographique finale de la maladie et la durée de l'épidémie, y compris la durée des restrictions de voyage, des fermetures ou des interruptions d'activité, et des mesures de quarantaine/isolement qui sont actuellement, ou qui pourraient être, mises en place par le Canada et d'autres pays pour combattre le virus.

17. Données comparatives

Certaines données comparatives ont été reclassées pour être conformes à la présentation de l'année en cours.

Communication des auditeurs sur les informations supplémentaires

Au conseil d'administration de l'Association canadienne des éleveurs de bovins :

Nous avons les commentaires suivants concernant les informations supplémentaires incluses dans les annexes ci-jointes de l'Association canadienne des éleveurs de bovins pour l'exercice clos le 30 juin 2021.

Responsabilité de la direction à l'égard des tableaux et des renseignements supplémentaires

La direction est responsable de la préparation de ces tableaux, qui sont présentés à des fins d'analyse supplémentaire et ne sont pas une partie obligatoire des états financiers à usage général de l'Association canadienne des éleveurs de bovins.

Responsabilité des auditeurs

Notre vérification en date du 27 octobre 2021 des états financiers de l'Association canadienne des éleveurs de bovins pour l'exercice terminé le 30 juin 2021 n'avait pas pour but de déterminer l'exactitude des renseignements inclus dans les tableaux ci-joints. Bien que ces informations complémentaires aient été soumises au processus d'audit appliqué à l'audit des états financiers à usage général dans leur ensemble, nous avons l'ensemble des états financiers à usage général, nous n'exprimons pas d'opinion distincte sur les tableaux ci-joints.

Calgary, Alberta
27 octobre 2021

MNP LLP

Comptables professionnels agréés

Association canadienne des éleveurs de bovins – Tableau 1

Tableau des opérations et des actifs nets de la division Association canadienne des éleveurs de bovins

Pour l'année se terminant au 30 juin 2021 (non vérifié)

	2021 Budget	2021 Réel	2020 Budget	2020 Réel
Revenus				
Évaluations (Tableau 2)	3,542,448	3,522,622	3,530,214	3,530,214
Évaluations juridiques	210,000	-	600,000	-
Parrainage	43,000	28,000	46,000	43,000
Intérêt	14,400	59,414	12,000	14,726
Programme MasterCard	14,000	12,866	14,000	14,448
Programme des jeunes leaders	133,250	83,238	140,000	99,724
Conseil des jeunes éleveurs de bovins	33,750	3,768	42,100	28,266
Séances de discussion	-	-	-	16,458
Alliance international du boeuf	-	-	-	31
Stratégie nationale du boeuf	19,651	5,034	22,400	20,344
Engagement du public et des intervenants	-	-	-	-
Revenus d'investissements	-	50,658	-	22,014
Recettes générales	-	189,426	-	-
Politique agricole intérieure (note)	-	269,497	-	193,976
	4,010,499	4,224,523	4,406,714	3,983,201

	2021 Budget	2021 Réel	2020 Budget	2020 Réel
Dépenses				
Canadian Cattlemen's Foundation	-	-	-	55
Services de la division ACEB	267,495	284,913	299,426	250,688
Bureau de Calgary	1,074,085	1,098,678	1,138,131	1,116,379
Bureau d'Ottawa	554,285	464,819	442,197	427,786
Réserve légale	210,000	-	600,000	-
Communications	39,620	56,419	62,000	46,769
Conventions	-	-	-	-
Séances de discussion	-	-	12,000	-
Exécutif et finances	-	-	177,675	192,102
Services juridiques	411,635	147,330	350,739	309,296
Réunions annuelles	90,500	2,519	90,000	117,212
Réunions semi-annuelles	173,150	19,104	92,000	82,775
Santé animale et inspection des viandes	-	-	110,400	116,171
Comité de protection des animaux	76,650	51,362	-	-
Création de valeur et compétitivité	-	-	-	-
Comité du commerce extérieur	143,700	56,798	74,100	40,047
Politique agricole intérieure (note)	17,500	504,235	16,800	199,566
Conseil des jeunes éleveurs de bovins	41,125	3,768	44,735	28,266
Alliance international du boeuf	51,500	13,496	51,500	13,763
Perfectionnement des jeunes leaders	168,240	83,238	95,300	99,724
Environnement	62,150	13,634	41,730	35,225
Stratégie nationale du boeuf	6,900	5,034	28,650	20,343
Engagement du public et des intervenants	-	-	-	-
Politique alimentaire	23,300	16,694	32,400	2,160
Projets spéciaux	-	1,022	-	47,330
	3,411,835	2,823,063	3,759,783	3,145,657

	2021 Budget	2021 Réel	2020 Budget	2020 Réel
Excédent des revenus sur les dépenses	598,664	1,401,460	646,931	837,544
Actifs nets, début de l'année		1,956,812		1,361,913
Allocation de la réserve pour les projets spéciaux		-		(202,645)
Allocation de la réserve pour l'engagement du public et des intervenants (Tableau 9)		(60,000)		(40,000)
Actifs nets, fin de l'année		3,298,272		1,956,812

Note : Politique agricole intérieure

Le projet de télédétection est financé dans le cadre du programme Initiatives Agri-risques d'AAC. L'Association demande des avances sur les fonds approuvés pour chaque exercice financier, puis présente une demande finale pour les fonds restants, qui est généralement présentée au cours de l'exercice financier suivant. L'Association finance les coûts du projet jusqu'à ce que le montant de la demande finale soit remboursé par AAC.

Tableau 2 de l'Association canadienne des éleveurs de bovins – Revenus d'évaluations de la division Association canadienne des éleveurs de bovins

Pour l'année se terminant le 30 juin 2021 (non vérifié)

	2021 Budget	2021 Réel	2020 Budget	2020 Réel
Revenus				
Colombie-Britannique	173,032	173,033	152,446	152,446
Alberta	1,796,814	1,796,814	1,735,847	1,735,847
Saskatchewan	641,128	641,128	722,400	722,400
Manitoba	276,828	276,828	308,355	308,355
Ontario	473,124	473,124	466,939	466,939
Québec	144,586	144,586	115,488	115,488
Nouveau-Brunswick	10,856	799	11,184	10,468
Nouvelle-Écosse	11,576	11,576	9,233	9,721
Île-du-Prince-Édouard	14,504	4,734	8,322	8,550
	3,542,448	3,522,622	3,530,214	3,530,214

Annexe 3 de l'Association canadienne des éleveurs de bovins – Tableau des opérations et des actifs nets de la division Analyse du marché Canfax

Pour l'année se terminant le 30 juin 2021 (non vérifié)

	2021 Budget	2021 Réel	2020 Budget	2020 Réel
Revenus				
Abonnements (Tableau 4)	265,620	263,786	259,920	256,814
Système d'information sur le marché – Alberta Beef Producers	42,600	42,600	42,600	42,600
Canadian Cattlemen's Association Segment dues	15,000	15,000	15,000	15,000
Droits d'adhésions de l'Alberta Beef Producers	21,000	21,000	21,000	21,000
Fils de presse	21,600	22,162	21,600	22,423
Intérêt	1,800	275	1,800	5,664
Contrat d'agence de notation	2,160	2,875	2,160	2,852
Parrainages	14,400	5,000	18,000	5,000
Divers	77,240	83,175	74,240	98,450
	461,420	455,873	456,320	469,803
Dépenses				
Salaires et avantages	365,000	344,326	355,575	356,787
Voyage, promotions et réunions	7,620	-	8,280	1,352
Affranchissement	1,920	278	3,480	1,520
Téléphone	4,800	3,687	4,800	3,638
Loyer	39,540	38,347	39,540	38,011
Fournitures de bureau, impression, informatique et autres	30,655	25,582	34,920	25,866
Fils de presse	3,600	3,536	3,600	3,477
Informations sur les ressources	1,680	1,326	1,680	1,423
Amortissement	2,650	2,718	6,690	3,061
Frais de consultation	1,500	428	1,500	981
	458,965	420,228	460,065	436,116
Excédent (déficit) des revenus sur les dépenses	2,455	35,645	(3,745)	33,687
Actifs nets, début de l'année		93,534		59,847
Actifs nets, fin de l'année		129,179		93,534

Tableau 4 de l'Association Canadienne des éleveurs de bovins – Tableau des revenus d'abonnements de la division Analyse de marché Canfax

Pour l'année se terminant le 30 juin 2021 (non vérifié)

	2021 Budget	2021 Réel	2020 Budget	2020 Réel
Revenus				
Parc d'engraissement annuel	58,800	62,443	57,600	61,785
Parc d'engraissement mensuel/trimestriel	20,100	21,212	21,000	20,632
Associé/producteur	18,000	19,381	18,000	16,106
Est Associé Ouest	105,000	103,219	102,000	100,105
Vache/veau	56,400	50,331	54,000	50,807
Tendances	7,320	7,200	7,320	7,379
	265,620	263,786	259,920	256,814

Tableau 5 de l'Association Canadienne des éleveurs de bovins – Tableau des opérations et des actifs nets de la division Services de recherche Canfax

Pour l'année se terminant le 30 juin 2021 (non vérifié)

	2021 Budget	2021 Réel	2020 Budget	2020 Réel
Revenus				
Contributions de l'ACEB	40,000	40,000	25,000	25,000
Contrat de Boeuf Canada	70,100	70,460	56,500	57,875
Projets	316,942	398,541	75,500	130,839
Revenus d'investissement	-	4,588	-	3,863
Autres revenus	32,500	42,237	28,250	28,578
	459,542	555,826	185,250	
Dépenses				
Salaires et avantages	219,000	223,666	181,435	177,782
Loyer	21,600	20,835	21,600	20,649
Bureau	8,850	8,663	8,070	9,224
Voyage	8,040	-	8,040	6,931
Conseils d'experts	6,000	4,850	6,000	8,162
Amortissement	2,010	1,249	1,440	676
Enregistrements	2,400	1,119	2,400	1,300
Projets	113,500	135,384	-	27,621
	381,400	395,766	228,985	252,345
Excédent (déficit) des revenus sur les dépenses	78,142	160,060	(43,735)	(6,190)
Actifs nets, début de l'année		183,526		189,716
Actifs nets, fin de l'année		343,586		183,526

Tableau 6 de l'Association canadienne des éleveurs de bovins – Tableau des opérations et des actifs nets du Conseil de recherche sur les bovins de boucherie

Pour l'année se terminant le 30 juin 2021 (non vérifié)

	2021 Budget	2021 Réel	2020 Budget	2020 Réel
Revenus				
Prélèvement national sur le boeuf (revenu provenant du prélèvement national basé sur le pourcentage des allocations provinciales)	4,200,000	4,432,079	5,100,000	5,756,444
Intérêt	50,000	29,430	30,000	92,892
Projets de groupe	733,241	399,786	569,856	558,253
Subventions	702,610	565,579	165,125	169,042
Verified Beef Production+ bonifié	29,011	34,450	34,170	39,497
Verified Beef Production + alignement de l'industrie et du marché	199,418	200,158	356,757	346,827
Revenus d'investissements	-	634,271	-	264,113
	5,914,280	6,295,753	6,255,908	7,227,068
Dépenses				
Services de la division CRBB	1,069,870	1,017,214	990,104	956,942
Projets	4,392,112	4,105,672	2,332,633	1,291,873
Projets de groupe	1,448,672	1,094,137	1,326,719	1,302,147
Verified Beef Production+ bonifié	612,000	355,440	629,748	452,938
Verified Beef Production + alignement de l'industrie et du marché	199,418	225,420	356,757	347,487
	7,722,072	6,797,883	5,635,961	4,351,387
Excédent (déficit) des revenus sur les dépenses	(1,807,792)	(502,130)	619,947	2,875,681
Actifs nets, début de l'année		9,323,364		6,447,683
Actifs nets, fin de l'année		8,821,234		9,323,364

Tableau 7 de l'Association Canadienne des éleveurs de bovins – Tableau des opérations et des actifs nets de la Grappe scientifique du boeuf

Pour l'année se terminant le 30 juin 2021 (non vérifié)

	2021	2020
Revenus		
Financement d'Agriculture et Agroalimentaire Canada	2,543,878	2,865,757
Intérêt	3,189	16,779
	2,547,067	2,882,536
Dépenses		
Administration	271,678	233,104
Efficacité alimentaire	374,821	531,231
Santé animale et maladies limitant la production	682,661	993,375
Productivité des fourrages et des prairies	405,228	480,544
Salubrité alimentaire	200,207	147,228
Transfert de technologie et diffusion de l'information	245,078	235,145
Empreinte environnementale	367,394	261,909
	2,547,067	2,882,536
Excédent (déficit) des revenus sur les dépenses	-	-
Actifs nets, début de l'année	-	-
Actifs nets, fin de l'année	-	-

Tableau 8 de l'Association Canadienne des éleveurs de bovins – Tableau des opérations et des actifs nets de la Table ronde canadienne sur le bœuf durable

Pour l'année se terminant le 30 juin 2021 (non vérifié)

	2021 Budget	2021 Réel	2020 Budget	2020 Réel
Revenus				
Adhésions	220,000	274,339	252,000	307,331
Environnement Canada	49,500	65,000	-	-
Agriculture et Agroalimentaire Canada	-	-	600,000	488,597
SARPAL	268,000	283,757	-	-
Partenariat canadien pour l'agriculture - Provincial	150,000	188,583	350,000	339,516
Partenariat canadien pour l'agriculture - Fédéral	182,600	289,284	138,600	79,274
	870,100	1,100,963	1,340,600	1,214,718
Dépenses				
Administration et adhésion	225,295	120,719	247,210	176,258
SARPAL	268,000	283,758	-	-
Environnement Canada	49,500	65,000	-	-
Multisar	-	-	600,000	488,596
Partenariat canadien pour l'agriculture - Provincial	150,000	194,083	350,000	339,517
Partenariat canadien pour l'agriculture - Fédéral	182,600	289,284	138,600	79,274
	875,395	952,844	1,335,810	1,083,645
Excédent (deficit) des revenus sur les dépenses	(5,295)	148,119	4,790	131,073
Actifs nets, début de l'année		555,555		424,482
Actifs nets, fin de l'année		703,674		555,555

Tableau 9 de l'Association canadienne des éleveurs de bovins – Tableau des opérations et des actifs nets de l'Engagement du public et des intervenants

Pour l'année se terminant le 30 juin 2021 (non vérifié)

	2021 Budget	2021 Réel	2020 Budget	2020 Réel
Revenus				
Prélèvement national sur le boeuf (revenus provenant du prélèvement national basé sur le pourcentage des allocations provinciales)	680,250	721,366	520,000	613,981
Intérêt	-	1,152	-	-
Parrainage	-	13,095	-	-
	680,250	735,613	520,000	613,981
Dépenses				
Salaires et avantages	270,000	227,602	315,000	252,898
Loyer	24,000	13,524	14,160	19,073
Bureau	111,615	112,712	130,295	57,346
Voyage	31,575	1,841	25,250	23,461
Consultations / projets	165,000	139,171	70,295	69,006
Amortissement	2,630	3,622	1,000	2,496
Communication	54,000	35,707	160,000	109,196
Enregistrements	5,000	371	4,000	3,575
	663,820	534,550	720,000	537,051
Excédent (déficit) des revenus sur les dépenses	16,430	201,063	-	76,930
Actifs nets, début de l'année		352,155		-
Allocation de réserve non affectée de l'Engagement du public et des intervenants (revenu différé)		(201,063)		235,225
Allocation de réserve de l'Engagement du public et des intervenants (Tableau 1)		60,000		40,000
Actifs nets, fin de l'année		412,155		352,155

PROGRAMME DES PARTENAIRES



Programme des partenaires

Le Programme des partenaires de l'ACEB est un programme d'adhésion corporative pour les organisations qui souhaitent s'affilier à l'ACEB et à l'industrie canadienne du boeuf. En plus de démontrer un soutien aux producteurs de bovins canadiens, le programme offre la possibilité de participer aux questions touchant l'industrie. En tant que membre sans droit de vote, le partenariat offre une méthode unique pour favoriser des relations précieuses avec les personnes impliquées dans l'industrie du boeuf.

Le programme offre trois niveaux de partenariat - Privilège, AAA et AA, ce qui permet aux organisations de choisir le niveau de participation qui correspond à leurs objectifs de parrainage. Grâce au soutien des entreprises partenaires, l'ACEB continuera de travailler à l'établissement d'une industrie canadienne du bœuf dynamique et rentable, avec des produits de bœuf de haute qualité reconnus comme les plus exceptionnels par les clients d'ici et du monde entier.

Partenaire Privilège



FAC est le seul prêteur entièrement dédié à l'agriculture et à l'agroalimentaire au Canada, avec un portefeuille de prêts de première qualité de plus de 44 milliards \$. Nos employés sont dévoués à l'avenir de l'agriculture et de l'alimentation au Canada. Nous offrons du financement souple et à prix concurrentiel, des logiciels de gestion, de l'information et des connaissances spécialement conçus pour l'industrie agricole et alimentaire. En tant que société d'État autonome, nous offrons un rendement approprié à notre actionnaire et réinvestissons nos profits dans l'industrie et les collectivités que nous servons. Pour de plus amples renseignements, visitez le site fcc.ca.



De l'efficacité alimentaire à la fertilité, nos technologies nutritionnelles aident les producteurs de boeuf en favorisant la santé et les performances des bovins et la rentabilité des producteurs. Nos produits et services, qui s'appuient sur la science, vous aideront à relever vos défis les plus difficiles. De la diarrhée aux mycotoxines et des taux de gestation aux poids au sevrage, nos solutions scientifiques garantissent une production alimentaire durable pour une population mondiale. Nous nous engageons à travailler ensemble pour une planète d'abondance.

Commanditaire platine de TESA



MNP est l'un des principaux cabinets nationaux de comptabilité, de fiscalité et de conseil aux entreprises pour l'industrie agricole du Canada. Nous avons investi plus de temps et de ressources dans la compréhension de l'agriculture que tout autre cabinet. Avec plus de 18 000 clients agricoles et une équipe de plus de 600 spécialistes de l'agriculture, MNP offre une gamme de services diversifiés pour protéger les agriculteurs et maximiser les résultats.

AAA Partner



Vous envisagez de développer, de diversifier ou de transmettre votre exploitation agricole à la prochaine génération ? L'équipe de spécialistes en services bancaires agricoles de la Banque Scotia comprend votre besoin de services financiers fiables et s'engage à assurer l'avenir de votre entreprise. La Banque Scotia est la banque internationale du Canada et l'un des principaux fournisseurs de services financiers en Amérique du Nord, en Amérique latine, dans les Caraïbes et en Amérique centrale, ainsi qu'en Asie-Pacifique. Nous nous engageons à aider nos 23 millions de clients à améliorer leur situation grâce à une vaste gamme de conseils, de produits et de services, notamment des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, des services de gestion de patrimoine et des services bancaires privés, des services bancaires aux entreprises et des services d'investissement, ainsi que des marchés des capitaux.



Depuis plus d'un siècle, Merck, l'une des principales sociétés biopharmaceutiques mondiales, invente pour la vie, en mettant au point des médicaments et des vaccins pour un grand nombre des maladies les plus difficiles à combattre dans le monde. Merck Animal Health, une division de Merck & Co, Inc. à Kenilworth, N.J., É.-U., est l'unité commerciale mondiale de Merck spécialisée dans la santé animale. Merck Animal Health se consacre à la préservation et à l'amélioration de la santé, du bien-être et des performances des animaux et des personnes qui s'en occupent.

Pour plus d'informations, visitez www.merck-animal-health.com ou connectez-vous avec nous sur LinkedIn, Facebook et Twitter à @MerckAH.



cattle.ca